هكذا من الأصل

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14481 – 6 F

MARDI 20 AOÛT 1991

BOURSE ★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Gorbatchev renversé par les conservateurs

La nouvelle direction soviétique a proclamé l'état d'urgence pour six mois et restauré la censure. M. Eltsine dénonce un « coup d'Etat de droite » et appelle à une grève générale

La président Mikhaïl Gorbatchev a été renversé par las consarvatsurs da la direction soviétique. C'est lundi matin 19 août, peu avant 6 heures à Moscou (5 heures à Paris), qu'un « comité pour l'état d'urgence » a annoncé que le chef de l'Etat était « incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé » et qu'il était remplacé par le vice-président da l'URSS, M. Guennadi Ianaev. La nouvelle direction e proclemé l'état d'urgence pour six mois et e déclaré que ces mesures avaient été dictées notamment « par la nécessité vitale de sauver l'économie de la ruine, le peys de la famine, et d'éviter l'escalade du danger de vaste conflit civil aux conséquences imprévisibles pour les peuples de l'URSS et l'ensemble de la communauté internationale ». Le KGB et le ministère de l'intérieur ont les pleins pouvoirs pour feire appliquer cas mesures. Un premier décret e restauré la censure de la presse et interdit les manifestations. Alors que des blindés prenaient position dans Moscou et qu'une manifestation contre la destitution de M. Gorbatchev – qui serait détenu dans sa maison de vacances en Crimée – commençait, en fin de matinée, sur la place du Manège à Moscou, le président russe, M. Boris Eltsine, dénonçait un « coup d'Etat de droite, réactionnaire et anti-constitutionnel ». Il a appelé à une grève générala.

Dans un premier commentaire, le président Gaorga Bush s'est déclaré « surpris » du renversement de M. Gorbatchev. Las Douze devaient se réunir d'urgence, mardi 20 août à La Haye, pour discuter de la crise. A Paris, M. Francois Mitterrand a reçu lundi dans la matinée à l'Elysée Mme Edith Cresson et M. Rolend Dumas. En début de journée, dans un communiqué prudent, le Quai d'Orsay indiquait : « La destitution de M. Gorbatchev, si son caractère définitif se confirme, est un événement considérable, d'autant qu'elle s'accompagne de la proclamation de l'état d'urgence. Il convient d'attendre des précisions sur les circonstances dans lesquelles cette destitution est intervenue, at surtout sur les mesures qua prendront ses auteurs pour apprécier sa portée. » La destitution de M. Gorbatchev e provoqué une forte baisse des marchés financiers et une envolée du dollar, entrainant une intervention des banques centrelas pour le contenir.

Dramatique agonie

La natura de l'événament qui a été ennoncé lundi matin à Mnacnu ne pràta à aucune ambiguïté : c'est bel et bien un coup d'Etat qui vient de se produire. Un coup d'Etat qui n'aurait pas pu avoir lieu sans la complicité de la haute hiérarchie militaire, qui n'a jamais accepté la perspective d'un démantèlement de l'ampire soviétique ; du KGB, qui n'a pas cessé de se renforcer dans l'ombre et les illusainna da la paraatrnika ; dgs communistes purs et durs, éternels défenseurs du centralisme *bureaucratiqua* et de l'ordre totalitaire, qui leur ont assuré pendant près da aoixanta-dix ana una confortable rente de situation.

Il y a fort à parier que tous cas élémants, dont l'initiativa n'a pu surprendre que les aveugles et les naïfs, trouveront bien vite de nouveaux alliés en la personne des « grands Russes » de tout acabit qui ne tarderont pas à les rejoindre. Ce n'est pas un hasard, en effet, si les complotaurs snnt passée aux actes vingt-quatre heures avant la pronulgation du nouveau traité de l'Uninn qui allait, malgré blan das imprécisiona, symboliser l'abandnn d'un certain nombre de pouvoirs par le « centre », au bénéfice des Républiques signataires.

CAR c'est d'abord ce : processus que les nouveaux maîtres de l'URSS veulent enrayer. Humiliés par ce qu'ils nnt toujours conaidéré comme l'abandon de l'Europe de l'Est – pour ne rien dire de l'Afghanistan et des traités prévoyant des réductinna impurtentas das forces armées soviétiques, – ils entendent stnpar nat l'éclatement de l'ampire.

Ce sont eux, déjà, qui avaient comploté voici quelques années, d'abord en Géorgie, en Azerbaïdjan ensuite, dans les pays baltes enfin, pour tenter d'imposer la vnle de la répreasinn. Ila nnt aujourd'hui les mains libres pour agir ouvertement, et ne s'en priveront sans doute pas. L'armée soviétique ne compte pas que des ennecrits, male auesi bon nombre d'unités d'élite, « chauffées » dans l'esprit du national-enmmunisme. Et, antra lea trnupes dépendant du KGB et celles rattachées au ministère de l'intériaur, c'eat sur près d'un million d'hnmmes supplémentaires prêts à tout que peuvent enmptar lee « tombeurs » de Mikhaïl Gorbatchev.

FACE à cette situation portouse de tous les dangers (l'état da henquernute qui affecte l'URSS ne l'empêche pas d'être la eaennde pulasance nucléaire mondiale), les gouvernement occidentaux ne devraient *pas hésiter* : seule une condamnation sans appel du coup d'Etat ast de miee. Ella devrait être accompagnée d'un rappel on ne peut plus clair des principes politiques et humanitaires auxquels l'URSS a souscrit depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir et d'une menace de suspension de toutes les relations avec les autorités putchistes.

Mais ces mises en garde ne suffiront pas à ramener l'Union soviétique au « statu quo ante » *et à prévenir* la sombre période qui s'annonce pour les démocratas russes et lae différents pauples qui espéraient enfin pnuvnir quitter le « prison s concoctée par Lénine et peaufinée par Staline. Certaines agonies d'empire ont été dramatiques. Tnus les éléments d'un nouveau drame sont réunis.

M 0147 - 0820 0 - 6,00 F

L'artisan et la victime

par Michel Tatu

Comme Nikita Khrouchtchev en 1964 : les putschistes de 1991 ont bien peu d'imagination, et c'est un peu normal puisqu'avec plus d'un quart de siècle de retard (à tous les sens du terme), ils appartiennent à la même famille. Toujours est-il que, comme le père du dégel autrefois, c'est pour de prétendues *« raisons de santé »* que le père de la perestroïka est écarté du pouvoir. On a simplement omie d'alléguer, comme pour le septuagénaire Kbrnuebtchev, un *« âge avancé »* : le sexagénaire Gorbatchev était sans doute «stressé», comme avaient pu le constater ces derniers mois certains dc ses ioterlocutcurs étrangers – et on l'aurait été à moins. Mais il n'est guère plus vieux que ceux qui s'installent à sa place.

L'histoire de la perestroïka reste à écrire, mais ce sera, plus encore que pour Khrouchtchev, premier réfnrmateur post-stalinien, celle d'un long, d'un incessant combat contre les partisans d'un régime condamné, aussi acharnés à la défense de leurs pouvoirs et de leurs privilèges que pauvres en idée sur les moyens de le faire fonctionner. Pourtant, c'est cette dernière tâche qui revient à celui qui se trouve au sommet et, après tout, Mikhaïl Gorbatchev n'était pas le premier à s'y essayer : Imre Nagy eo Hoogrie, Dubcek eo Tebécoslnvaquie, à sa manière Deng Xianpiog en Cbine et Khrouchtchev lui-même ont cherché à faire bouger les choses.

Lire la suite page 3

Lire aussi

- **Soixante-dix huit mois à la tête de l'URSS**
- **La multiplication des « points chauds »**
- **L'effondrement du Parti communiste**
- **La première matinée du coup d'Etat**
- **Les nouveaux dirigeants et le texte de leur « appel au peuple »**
- ***Les réactions en France et dans le monde***
- **Surprise et inquiétude à Washington** par ALAIN FRACHON
- **Une cellule de crise à Bonn**
- ***La réaction des marchés*** par DOMINIQUE GALLOIS

pages 2 à 6 et page 20

Dislocation d'un empire

par Sylvie Kauffmann

Mardi 20 août, la Russie et le Kazakhstan devaient être les premières de neuf des quinze Républiques compnsant jnsqu'ici l'URSS à signer snlennellement un texte historique, puisqu'il était appelé à remplacer le traité de 1922, constitutif de l'Uninn soviétique. Historique, mais inapplicable. Car ce texte, intitulé «traité de l'Union des Etats souverains», fruit de laborieux marchandages qui ont fluctué depuis un an au gré des rapports de force entre ceux qui voulaient faire éclater l'Uninn et ceux qui tentaient de la sauver, comportait trop d'ambiguïtés, trop de possibilités d'interprétation, trop d'incertitudes et de contradictions.

Dans ce gigantesque navire en perdition qu'était devenue ces derniers temps l'URSS, le projet de Traité de l'Union avait pris *des allures de bouée de sauvetage* que le capitaine, M. Mikhaïl Gorbatchev, tentait désespérément d'atteindre, comme si, à elle seule et malgré ses rafistnlages, elle *pouvait empêcher* le navire de sombrer ou de se disloquer. Finalement, l'impnrtant n'était pas tant la bnuée elle-mêmc, sa forme, sa taille ou son utilité, que le fait de l'*atteindre*. Au cours des dernières séances de négociations, M. Gorbatchev avait ainsi dnnné l'impreasinn que ce qui importait le plus pour lui n'était *pas tant* le *contenu* dn *Traité de* l'Union que le fait qu'il fût signé – surtout aux yeux de l'Occident.

Lire la suite page 4

La crise yougoslave

Le président accuse l'armée de snutenir las autonomistas serbas. page 8

Jean-Paul II en Hongrie

Le pape prend la défansa das Croates at des Hnngrois da Transylvanie. paga 9

La finance malade

La multiplication des scandalas financiers dana la monde appelle la misa en placa d'un code véritabla at d'une police efficace. paga 15

L'abnndance de l'actualité nous contraint à reporter la parutinn du dix-nauvièma épiande du feuilletnn d'EDWY PLENEL, « Vnyage avec Colomb ».

Le sommaire complet se trouve page 20

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA *Master of Business Administration*

- **Université de San Francisco** spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

- **Filière d'admission : 3e CYCLE**
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- **Programme da 12 mois à San Francisco,** en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, **conduisant au :**

M.B.A. *en Management International*

IUA

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

L'impossible réforme économique

par Erik Izraelewicz

S'il est un dnmaine dena lequel l'échec de M. Mikhaïl Gnrbatchev est flagrant, c'est bien l'économie. Bien qu'il ait affaibli l'ancienne machine bureaucratique – lourde et inefficace, mais qui tournait, – il o'a pas réussi, au cours de ses six années dc règne, à engager la profonde révolution qu'il appelait de ses vœux à partir dc juin 1987 et qui devait conduire à l'instauration de l'économie de marché en URSS.

Le Comité d'Etat pour l'état d'urgcnce qui l'a écarté intervient, *affirme-t-il dans* son communiqué de lundi 19 août, pour éviter *« la famine et la spirale de la misère »*. La situatioo cst effectivement catastrophique : les pénuries et les tickets de rationnement se sont multipliés, l'appareil industriel s'est fortement dégradé, la productivité du travail a chuté, les marchés noirs ont connu une véritable explosion, commc la dette extérieure du pays.

M. Gorbatchev n'a certes pas manqué dc conseillers radicaux. En six ans, il a épuisé trnia équipes d'écnnnmistes chargés auprès de lui de définir les chemins pour engager l'Uninn soviétique dans la voie de l'économie de marché (M. Abel Aganbeguian d'abnrd, MM. Léonid Abalkine et Ivan Ivanov ensuite, *MM. Stanislav Chataline* et Nikolaï Petrakov enfin). Dcpuis quelques mnis. deux économistes, MM. Grigori Iavlinsky et Grabam Allison, professeur de l'uoiversité d'Harvard (Etats-Unis) affirmaient travailler pour sauver la perestrnïka. Il scrait faux de dire quc l'ex-patron du Kremlin n'a rien fait. Au contraire. Lois et décrets se sont suivis à un rythme rapide – accéléré même au cours des dcrnières semaines. La vie à Moscou, nù les prix ont fortement augmenté (en avril) après presque soixante-dix ans de stabilité, où des petits commerces privés se sont créés et où des grandes marques occidentales (comme le bamburgcr américain MacDonald's) se sont installées, indique bien que la vie a changé en Uninn soviétique. Mais les réformes engagées n'ont pas véritablemcnt pcrmia la traositiom vers l'économie de marcbé.

Lire la suite page 4

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine

III. – *Présence religieuse et marché*

Pérou : l'épée et la croix

pages 13 et 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, a DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagna, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FI ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

LE RENVERSEMENT DE

Les premières initiatives de la nouvelle direction

Le texte de l'appel au peuple soviétique : « Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel »

Voici les principaux extraits de l'«appel au peuple soviétique» lancé par le comité d'Etat pour l'état d'urgence, tel que l'o diffusé l'agence Tass, lundi 19 aoùt :

«En cette heure pénible, critique pour les destinées de notre patrie et de nos peuples, nous vous lançons un appel! Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel! La politique de réformes lancée à l'initiative de *Mikhail Gorbatchev*, et conçue comme moyen de garantir le développement dynamique du pays et la démocratisation de la vie sociale, est tombée, pour certaines raisons, daos l'impasse. L'enthousiasme et les espérances des premiers jours ont cédé la place à l'absence de foi, à l'apathie et au désespoir. Le pouvoir s'est *aliéné* la confiance populaire à tous les niveaux. La politicaillerie a évineé de la vie sociale le souci des destinées de la patrie et du citoyen. Toutes les institutions d'Etat commencent à être bafouées de manière venimeuse. De fait, le pays est deveno ingouvernable.

Des forces extrémistes ont émergé à la faveur des libertésaccordées et ont foulé aux pieds les premiers germes de la démocratie, afin de *tenter de liquider l'Union soviétique*, de démanteler l'Etat et de prendre le pouvoir à tout prix. Les résultats du référendum national sur l'uoité de la patrie a étéfoulé aux pieds. La spéculation cynique sur les sentiments netionaux n'est qu'un éeran pour satisfaire des ambitions. Les aventuriers politiques n'ont pas cure des malheurs véeus aetuellement par leurs peuples, ni de leur avenir.

En créant une situation de terreur politique et morale, et en cherchant à se cacher derrière le bouclier de la confiance populaire, ils oublient que les liens, qu'ils dénoncent et qu'ils rompent, avaient été établis sur la base d'un soutien populaire bien plus large et qui, d'ailleurs, avait passé l'épreuve séculaire de l'histoire.

Ceux qui cherchent en fait aujourd'hui à renverser le régime constitutionnel, doivent répondre devant les mères et les pères des multiples victimes des conflits interethniques. Ils ont sur leur conscience les destinées mutilées de *plus d'un demi-million* de réfugiés. Ils ont troublé la paix et la joie de vivre de dizaines de milliers de soviétiques, qui, hier encore, vivaient unis dans leurs familles, et qui, aujourd'hui, sont devenus des parias dans leur propre domicile».

«C'est au peuple de décider du régime constitutionnel à adopter, et on a tenté de le priver de ce droit. Au lieu de se soucier de la sécurité et du bien-être de chaque citoyen et de toute la société, les gens portés au pouvoir l'uilisent souvent dans des interêts étrangers au peuple et comme un moyen d'auto-affirmation sans principes . Les flots de paroles et les montagnes de déclarations et de promesses ne font qu'accentuer le peu d'actes pratiques . L'inflation de *pouvoir, plus redoutable que tout* autre infletion, mine ootre Etet, notre soeiété. Chaque citoyeo éprouve une incertitude croissante de l'avenir, une profonde inquiétude pour l'avenir de ses enfants.

«La crise du pouvoir a eu un impact catastropbique sur l'économie. Le glissement vers une économie de marché, chaotique et spontané, a provoqué uoe explosioo d'égoïsme régional, corporatiste, collectif et personnel. La guerre des lois et l'eneouragemeot des tendances centrifuges ont enrayé un mécanisme économique *unique, vieux de plusieurs décennies*. En conséquence, le niveau de vie de la plus grande partie des Soviétiques a brusquement chuté, la spéculation et l'économie parallèle fleurissent. Il est graod temps de dire la vérité à la population : si des mesures urgeotes et énergiques ne sont pas prises pour stabiliser l'éeooomie, oous feroos *inévitablement face, et dans un evenir* tout proche, à la famine et à un nouvel appauvrissement (...) Ce sont seulement des geos irrespoosables qui peuveot espérer uoe aida de l'étranger.

Aucun aumône ne résoudra nos problèmes, notre salut est entre nos propres mains. (...) Depuis de nombreuses années, nous entendons de tous côtés des déclarations sur l'attachement aux intérêts de l'homme, le souci de ses droits, la protectioo sociale. En fait, l'bomme a été humilié, bafoué dans ses droits et *possibilités réelles et livré au désespoir*. Les institutions démocratiques créées par la volonté du peuple ont perdu, à nos yeux, prestige et efficacité; cela résulte des actions délibérées de ceux qui, en violant grossiérement la loi foodemeotale de l'URSS, commettent pratiquement un coup d'Etat *anti-constitutioonel* et cherchent à accéder à une dictature personnelle illimitée. Des préfectures, des mairies et d'autres structures illégales se substituent de plus en plus souveot, sans s'eo cacher, aux Soviets élus par le peuple.»

«Une offensive a été lancée contre les droits des travailleurs. Le droit au travail, à l'enseignement, à la santé publique, au logement et au repos est mis en cause . (...) Le pays plonge dans un gouffre de violence et d'arbitraire. La propagande du sexe et de la violence, mettant en *péril la santé et la vie des générations futures, o'a jamais connu*, dans l'histoire du pays, une telle envergure . Des millions de personnes exigent que des mesures soient prises contre la pieuvre de la criminalité et l'immoralité inqualifiable, flagrante. La destabilisation de la situation politique et écooomiqoe qui s'aggrave *en Union soviétique* compromet nos positions dans le monde. Des appels à la revanche commencent à retentir ici et là, on exige de réviser oos frootiéres. On appelle même à démembrer l'Union soviétique et à établir une tutelle internationale sur certaines entreprises et régions de notre pays. Telle est la *réalité amère. Hier encore, un Soviétique* qui se retrouvait à l'étranger se sentait le citoyen d'un Etat influent et respectable. Aujourd'bui, il est coosidéré comme un étranger de seconde catégorie (...)»

«Organiser une large consultation»

«Le comité d'Etat pour l'état d'urgeoee eo URSS, pleioemeot conscient de la gravité de la crise qui affecte notre pays, prend sur lui la responsabilité de l'avenir de la patrie, et se déclare résolu à prendre les mesures les plus sérieuses pour faire sortir l'Etat et la société de la crise, le plus vite possible.

«Nous *promettons* d'organiser une large consultatioo du peupleeotier sur le projet de nouveau traité de l'Union . Chacun aura le droit et la possibilité de réfléchir, dans un climet de esime, à eet aete extrêmement important (...) car le sort des nombreux peuples de notre grande patrie dépendra de l'avenir de l'Union.

«Nous eoteodons rétablir sans délai la légalité et l'ordre, mettre fin à l'effusion de sang, déclarer une guerre *sans merci au monde criminel* et extirper les phénomènes honteuxqui discréditeot ootre société (...). Nous nettoierons les rues de nos villes des éléments criminels et nous mettrons fin à l'arbitraire des pilleurs des biens du peuple.

«Nous nous prononçons en faveur de réels processus démocratiques et d'one politique conséqoente de réformes, qui conduise à un renouveau de notre patrie, à sa prospérité éconoroique et sociale, pour lui redonner une place *digne* dans la communeuté internatiooale des nations. (...) L'amélioration permanente du niveau de vie de tous les citoyens deviendra la norme dans une société saine. Sans négliger le renforcement et la protectioo des droits de l'individu, nous concentreroos notre attention à défendre les intérêts des plus vastes couches de la population, de ceux qui ont été tout particuliérement touchés par l'inflation, par la désorganisation de la production, la corruption et la criminalité.

«Tout en développant les multiples modes de production *dans le* domaine de l'économie nationale, nous soutiendrons également l'entreprise privée, en lui accordant les possibilités nécessaires à son développement. Notre premier souci sera le règlement des problèmes alimentaire et de logement. Tootes les forces disponibles seront mobilisées pour satisfaire ces besoins vitaux du peuple.

«Nous appelons les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels, tous les Soviétiques *à rétablir*, dans les plus brefs délais, la discipline de travail et l'ordre, à relever leniveau de production pour aller résolument de l'avant. Notre vie et l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, l'avenir de notre patrie en dépendent. (...)

«Nous o'avons aucune prétention cootre quienoque. Nous voulons vivre avec tous en paix et dans l'amitié. *Mais* nous ne laisserous personne attenter à notre souveraineté, à ootre indépendeoce et à notre intégrité territoriale. De même, nous refuserons énergiquement que l'on tienne à notre pays un langage de diktat, d'où qu'il vienne. (...)

«Ne rien faire, en cette heure critique, pour les destinées de notre patrie équivaudrait à endosser une loorde respoosabilité aux cooséquences tragiques et imprévisibles . Quicooqoe ehérit sa patrie; veut vivre et travailler dans la tranquillité et la certitude, quiconque ne veut plus que se poursuivent les conflits loterethniques et souhaite voir sa *future patrie comme indépendante* et prospère, doit faire le seul choix juste. (...) Nous appelons tous les citoyens de l'Union soviétique (...) à apporter toute la soliden nécessaire au comité d'Etat pour l'état d'urgence, et aux efforts pour tirer le pays de la crise. Les propositions constructives, provenant des organisations politiques et sociales, des collectifs de travailleurs et des citoyens, seront acceptées avec reconnaissance, comme manifestation de leor volonté patriotique d'agir énergiquement pour rétablir l'amitié séculaire dans la famille unie des peuples frères et pour feire reoaître la patrie.»

Le iexie porte la signature du «comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS», en date du dimanche 18 août 1991.

La déclaration des nouveaux dirigeants

Voici le taxte intégral de la déclaration de la nouvella direction soviétique, diffusée per l'agence Tass, lundi 19 aoùt au matin, à Moscou :

«Devant l'impossibllité de Mikhail Sergueievitch Gorbatchev d'assumer ses fonctions de président de l'URSS pour raisons de santé et en raison du transfert, conformément à l'article 127-7 de la Constitution de l'*Union Soviétique, au vice-président* de l'URSS Guennadi Ivanoviteh Ianaev ; afin d'éviter le crise profonde et multiforme, la confrontation politique, interethnique et civile, ainsi que le chaos et l'anarchie qui menacent la vie et la sécurité des citoyens de l'Union soviétique, la souveraineté, l'intégrité territoriale, la liberté et l'indépendanee de *notre Etat; partant des résultats* du référendum du peuple entier *sur la sauvegarde de l'union des* Républiques socialistes soviétiques ; se guidant sur les intérêts vitaux des peuples de notra patrie et de tous les Soviétiquas, noue déelarons ee qui suit :

1. – Conformément à l'article 127-3 de la Constitution da l'URSS et à l'article 2 de la loi *de l'URSS sur le régime juridique* de l'état d'urgence, et allant audevent des exigenees des vastes couches de la population touchant la nécassité de prendre lee masures les plus énergiques pour éviter le glissement de la soeiété vers le catastrophe nationale, de garantir la légalité et l'ordre, l'état d'urgence est décrété dans certains territoires de l'Union soviétique pour un délai de six mois, de 04 h (heure de moscou), le 19 août 1991.

2. – la Constitution et les lois de l'URSS ont la primauté inconditionnella sur l'ensemble du territoire de l'URSS.

3. – Pour diriger le pays et garantir une application efficace du régime de l'état d'urgence, nous instituons un comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS dont feront partie : O. D. Baklanov, premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS, B. A. Krioutchkov, président du KGB de l'URSS, V. S. Pavlov, premier ministre de l'URSS, B. K. Pougo, ministre de l'intérieur de l'URSS, V. A. Starodoubtsev, président de l'union des paysans de l'URSS, A. I. Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'Etat, d'ouvrages industriels, d'entreprises du bâtiment, des transports et des télécommunieations de l'URSS D. T. Yazov, ministre de la défense de l'URSS, G. I. Ianaev, président intérimaire de l'URSS .

4. – Les décisions du Comité d'Etat pour l'état d'urgence doivent être exécutées strictement par tous les organes du pouvoir et d'administration, par les fonctionnaires et les citoyens dans *l'eneemble du territoire de* l'Union soviétique.»

Le texte est signé par Guennadi Ianaev, Valentin Pavlov, et Oleg Beklenov, en date du 18 août 1991.

Le président par intérim annonce que l'URSS remplira ses obligations internationales

Voici le message que M. Guennadi Ianaev, «président par intérim de l'URSS», a odressé, dimonche 18 ooût, aux chefs d'Etat et de gouvernement et au secrétaire général des Nations unies, et dont le contenu a été diffusé, lundi, par l'agence Tass :

Sur instruction de la direction soviétique, j'annooee qu'un état d'urgenee est déerété dans eertaioes loealités de l'Uoioo des Républiques socialistes soviétiques pour une période de six mois à compter du 19 août 1991, conformément à la Constitution et aux lois de l'URSS.

Tous les pouvoirs dans le pays sont transférés pour cette période au Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS.

Les mesures prises sont temporaires. Elles ne signifient en aucun cas un renoncement à une évolution vers de profondes réformes dans tous les domeines de la vie de l'Etat et de la société.

Ce soot des mesores impératives, dictées par le besoio vital de sauver l'économie de la ruine et le pays de la faim, pour éviter que grandisse la menace d'un conflit civil de graode envergure, aux conséquences imprévisibles pour les peuples de l'URSS et la communauté interoationale tout entière.

L'objectif le plus important de l'état d'urgence est de réunir les conditions qui garaotiroot la sécurité de chaque citoyen et celle de ses biens.

Il est envisagé d'élimioer les associetions militaires anti-constitutionnelles, ingouvernebles et essentiellement erimioelles, qui sèment une terreur morale et physique daos plusieors régioos de l'URSS et servent de catalyseur au processus de désintégration.

Toutes les mesures prises viseut à stabiliser la situation en URSS au plus tôt, à normaliser la vie socio-éeooomique, à réaliser les transformations néeessaires et à créer les cooditions du développement du pays daos tous les domaines.

Toute autre voie conduirait à davantage de confrontation et de violence, aux souffrances innombrables de nos concitoyens et à la créatioo d'uo foyer de teosioo daogereux pour la eommuoauté ioternationale.

Les mesures d'urgeoce temporaires ne changeront en rien les obligatioos ioteroationales de l'URSS aux termes des traités et accords en vigueur.

L'URSS est disposée à développer davantage ses relations avec tous les Etats sur la base des principes universellement reconnus de bon voisioage, d'égalité, d'avantages mutuels et de non-ingérence dans les affaires des autres.

Nous sommes convaioeus que oos difficultés aetuelles soot de nature provisoire et que la contribution de l'Union soviétique au maintieo de la paix et à la consolidation de la sécurité internationale demeurera substantielle.

La direction de l'URSS espère que les mesures d'urgence temporaires seront eecueillies avec la eompréhension qui convieot par les peuples et les gouvernements et l'Organisation des Nations unies.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

L'état d'urgence doit être approuvé par les deux tiers des députés

La loi soviétique du 3 evril 1990 sur l'état d'urgence prévoit que eelui-ei est instauré *«pour assurer la sécurité des citoyens», «en cas de cataclysmes, d'accidents groves ou catastrophes, d'épidémies, d'épizooties ou encore de désordres de masse»*. On suppose que c'est à eette deroière bypotbèse que se réfère le *«comité d'Etat pour l'état d'urgence»* qui, dans son *«appel au peuple»* de lundi, dénonce *«les forces extrémistes qui ont émergé pour tenter de détruire l'Union soviétique»*. Les textes diffusés par l'agence Tass déclarent que la mesure est prise pour une durée de six mois dans *«certains territoires»*, sans préciser lesquels.

La proeédure déerite par l'article 2 de la loi du 3 avril 1990 prévoit que le président de l'URSS peut décréter l'état d'urgence *«à la demande ou avec l'accord du présidium du Soviet suprême ou de l'organisme supérieur du pouvoir public de la République concernée»*. Le texte précise qu'à défaut d'accord, il introduit l'état d'urgence tout en saisissant *«immédiatement»* le Soviet suprême de l'URSS afin de faire entériner sa décisioo ; *«pour être adopté, l'arrêté doit être voté par au moins les deux tiers des députés»*.

La loi stipnle égalemeot que pour faire appliqoer l'état d'urgence, le président de l'URSS peut instaurer une directioo présidentielle provisoire dans les territoires concernés et, à cette fin, *«suspendre les pouvoirs des soviets locaux des députés du peuple et remplir provisoirement leurs fonctions»*.

L'Etat d'urgence donoe à l'Etat (artiele 4 de la loi) tous les moyans d'uoe sévére reprise en main puisqu'elle lui permet entre nutres de réglementer les entrées et sorties des citoyens, d'interdire à certains de quitter leur domicile, d'interdire les réunions et manifestations de rues, de désigner et de révoquer les chefs d'entreprise et d'interdire les grèves. La loi prévoit que le principe de l'éligibilité des chefs d'entreprise est suspendu pendant la durée de l'état d'urgence et que ces derniers sont en droit, *esi nécessaire de muter les ouvriers et les employés, sans leur accord, à des postes non prévus par le contrat de travail»*. Elle prévoit que seront punis d'une amende ou d'uoe déteotioo jusqn'à treote jours la diffusion *«des rumeurs provocatrices»* et *«les actes qui provoquent des violations de l'ordre légal ou attisent lo haine nationale»*. L'incitation à la grève est passible d'uoe emeode, d'ooe peine de *«travaux de rééducation»* pouvant aller jusqu'à deux ans ou d'ooe peine de *«privation de liberté»* jusqo'à trois ans.

Une élection présidentielle dans les trois mois

Si M. Gorbatchev est brusquement tombé malade alors que son dernier bilao de saoté le disait bien portant, e'est qu'aux termes de la révision de la Constitution du 14 mars 1990, il jouit de l'immunité et que sa destitution n'est prévue qu'en cas de violation par lui de la Constitution et des lois de l'URSS. Dans cette hypothèse la décision doit être prise par les deux tiers au moins des députés du congrès du peuple, à l'initiative do congrès lui-même ou du Soviet suprême.

La Coostitutioo prévoit qu'en cas d'incapacité les fonctions présideotielles passeot au vice-présideot, au présideot du Soviet suprême ou ao présideot do conseil des ministres. Elle stipule que l'élection d'un oouveau président doit avoir lieu dans un délai de trois mois.

Les chars s'arrêtent aux feux rouges...

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Lee congreseietes du cinquante-septième congrès de la Fédération internationala des associations de bibliothécaires, n'en croient pas leurs yeux : les files de chars et de camions militeires qui montent da le Moskova vers le Kramlin s'errêtent sagement eux feux rouges! Un coup d'Etat? Tôt lundi matin, tout semblait calme dens Moscou. Aprèa la nouvella de le déposition de M. Gorbatchev.

Il n'empêche : Olga est triste. Elle n'aimait plus la président de l'URSS depuis qu'il evalt donné des gegea à son eila conservetrice, mais eu moins elle savait où le paye allait avec lui. Tandis que maintenant... Il ne fait pas de doute pour elle qu'il s'egit d'un coup d'Etat : *«Il était en bonne santé, en vacances dans sa datcha*, dit-elle avec un sourire désabusé. *Et il serait tombé malade? La Constitution prévoit une procédure da remplacement provisoire lorsque le chef de l'Etat est alité. Elle n'a pas été respectée. On nous refait le même* coup que pour Nikita *Khrouchtchev.»*

Mertina n'est pas moins catastrophée. Elle aussi figure parmi les déçus de la perestroika, mais elle ne croit pas que Gorbetchev soit uo méchant homme, simplement il ne savait pas choisir une ligne ferme. *«Ceux qui l'ont déposé*, dit-elle, *nous les connaissons bien. Je parie que ee sont ceux-là mêmes qui ont organisé la pénurie de biens de consommation. Même les chaussettes d'homme nous manquent alors que les usines les fabriquent à plein rendement. Vous allez voir* que tout réapparaîtra dameh *dans lee mégasins pour souligner combien ils eont d'efficacee dirigeants et combian Gorbatchev était médiocre»*

Le pessimisme et l'expectative semblent les sentiments les plus répandus. Personne ne croit que la régime entérieur puisse être rétabli, mais le rappel appuyé des anciens principes par le nouvel homme fort, M. Ianaev, semble de mauvais eugure. *«M. Roland Dumas paut déclerer qu'il jugera la nouvelle équipe à ses actes*, déclare Alexis, un observateur russe très averti, *nous savons d'ores et déjà qu'ils ont destitué un président d'une façon inadmisaible dans un pays démocratique.*

»Leur coup était bien calculé. Demain il était trop tard car le Traité de l'Union eurait été signé. Quand je pense que Gorbatchev lui-même avait imposé M. Ianaev comme vice-*président en disant qu'il ne pouvait travailler sans lui! Nous voyons aujourd'hui la qualité du soutien que eea anciens protégés apportent au chef de l'Etat. Même M. Loukianov, le président du Soviet suprême, vient de se désolidariser de son lieutenant. Le coup de pied de l'âne!»*

ALAIN FAUJAS

M. MIKHAIL GOR

M. Gue

M. Valentin Pavlov : le premier ministre

Artisan et victime

هكذا من الأصل

ENVERSEMENT

le soviétique :
l'un danger morte

M. MIKHAÏL GORBATCHEV

Les huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence

Le Comité d'Etat pour l'état d'urgence a été constitué dimanche 18 août et comprend huit personnes. Les trois premières jouent un rôle plus éminent en tant que signataires de la « déclaration de la direction soviétique » publiée lundi matin par l'agence TASS. Leurs biographies sont présentées ci-dessous dans cet ordre.

M. Guennadi Ianaev : le vice-président

Né le 26 août 1937 dans une famille paysanne de la région de Gorki (aujourd'hui Nijni-Novgorod), sur la Volga, M. Ianaev a étudié à la fois l'agronomie et le droit tout en poursuivant une carrière d'apparatchik, commencée dans les Jeunesses communistes de sa région en 1963. De 1968 à 1980, il a été président du comité des organisations de jeunesse de l'URSS, un organisme chargé surtout de fonctions de représentation à l'étranger, étroitement lié à la fois au département international du comité central du parti et au KGB. Il a assuré ensuite des fonctions similaires à la Fédération des sociétés d'amitié avec l'étranger (jusqu'en 1986) et au conseil central des syndicats soviétiques jusqu'en 1990, date à laquelle il a été désigné, pour quelques mois seulement, président de cette organisation.

En juillet 1990 il avait été élu par le congrès du PC membre du bureau politique et secrétaire chargé des questions internationales. Mais, six mois plus tard, il abandonnait à nouveau ces fonctions après avoir été élu au poste tout nouvellement créé de vice-président de l'URSS. Un choix qui avait surpris tout le monde, dans la mesure où on attendait plutôt un non-russe, et tant sa personnalité était terne et peu connue. Son élection n'avait d'ailleurs pas été sans mal, puisqu'il avait été battu au cours d'un premier vote au Soviet suprême de l'URSS : il avait fallu que M. Gorbatchev – qui doit bien le regretter aujourd'hui – revienne à la charge pour demander un second scrutin.

Bien qu'ayant abandonné ses fonctions au bureau politique, M. Ianaev était considéré comme l'« œil » de la direction du parti auprès du président et de son nouvel appareil du Kremlin. Il présidait d'ailleurs, depuis juillet 1990, le groupe communiste au Parlement de l'URSS.

M. Valentin Pavlov : le premier ministre

Né en 1937, M. Pavlov a travaillé toute sa vie à Moscou, après avoir obtenu, en 1954, le diplôme de l'Institut des finances. De 1959 à 1966, il travaille au ministère des finances de Russie, puis à celui de l'URSS, où il s'occupe surtout du financement du complexe militaro-industriel. De 1979 à 1986, il a exercé les mêmes fonctions au comité d'Etat au plan. En 1986, il était nommé président du comité d'Etat pour les prix et, en 1989, ministre des finances de l'URSS. C'est en cette capacité qu'il attira l'attention de M. Gorbatchev, lequel, après le départ de M. Ryjkov, premier premier ministre de la perestroïka, lui confiait en janvier dernier la direction du gouvernement.

Comme pour M. Ianaev, cette nomination coïncidait avec le grand tournant conservateur de l'automne, et M. Pavlov ne devait pas tarder à manifester une attitude rigide, tant à propos des divers plans de « réforme radicale » en discussion que par ses étonnantes dénonciations, à l'heure où l'aide de l'Occident était sollicitée, des tentatives de subversion de l'économie soviétique par le capitalisme étranger. En juin, M. Pavlov avait sollicité du Parlement des pouvoirs spéciaux contre l'avis de M. Gorbatchev, mais avec l'appui de MM. Krioutchkov et Pougo, ainsi que du général Iazov. Il les a aujourd'hui.

M. Vladimir Krioutchkov : le président du KGB

Le patron du KGB passait au moins jusqu'à l'hiver dernier pour un fidèle soutien de M. Gorbatchev, tout comme d'ailleurs son organisation, qui avait fait figure de contrepoids, pendant toutes les années précédentes, à la grogne croissante des militaires. Né en 1924 à Volgograd, M. Krioutchkov a travaillé dès l'âge de vingt ans dans les Jeunesses communistes de sa région, puis comme juriste. En 1954, il terminait l'école diplomatique du ministère des affaires étrangères et était envoyé comme diplomate en Hongrie, où l'ambassadeur était alors Iouri Andropov.

Dès 1959, ce dernier le prenait à son service, d'abord dans le département du comité central chargé des relations avec les PC au pouvoir, puis, en 1967, au KGB. M. Krioutchkov y gravissait tous les échelons, notamment comme chef de la première direction principale (chargé du renseignement à l'étranger) en 1974, vice-président (en 1978) puis président du KGB en octobre 1988, date à laquelle il devient également général d'armée. Comme les autres membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence cités plus haut, ainsi que MM. Pougo et Iazov, M. Krioutchkov était membre du conseil de sécurité créé autour de M. Gorbatchev au début de l'année.

M. Oleg Baklanov : l'homme du complexe militaro-industriel

M. Baklanov est un Ukrainien, né en 1932 à Kharkov, qui a travaillé toute sa vie dans le complexe militaro-industriel soviétique, dont il était devenu le premier représentant. De 1950 à 1963, il gravit tous les échelons dans une usine de défense de Kharkov, puis dirige une autre usine dans la même région.

En 1976, il est nommé vice-ministre des constructions mécaniques générales, le ministère qui gère la fabrication des missiles stratégiques, et devient sous Andropov, en avril 1983, titulaire du même portefeuille. Il est ensuite secrétaire du parti chargé de l'industrie militaire, de 1988 jusqu'à avril dernier, date à laquelle il est nommé premier vice-président du conseil de défense, un organisme que préside M. Gorbatchev.

M. Boris Pougo : le ministre de l'intérieur

Né en 1937 à Kalinine (aujourd'hui Tver), M. Pougo est le fils d'un bolchevik letton émigré en URSS après la première guerre mondiale, et il parle mieux le russe que sa langue d'origine. Il est notamment premier secrétaire du PC pour la ville de Riga de 1975 à 1976, date à laquelle il passe au KGB de Lettonie, dont il devient vice-président, puis président de 1980 à 1984. En avril de cette année-là, Tchernenko le nomme à la tête du PC letton, mais M. Gorbatchev le fera venir à Moscou en septembre 1988 pour présider le comité de contrôle du parti, l'organisme chargé de « faire la police » parmi les membres. C'est encore pendant le tournant conservateur de l'hiver, en décembre 1990, qu'il avait pris la tête du ministère de l'intérieur à la place de M. Bakatine, jugé trop libéral. Depuis lors, son règne s'est signalé par de multiples interventions, souvent sanglantes, de ses troupes, notamment des fameux OMON (détachements spéciaux), dans les pays baltes.

Le maréchal Iazov : le ministre de la défense

De tous les membres du comité pour l'état d'urgence, le maréchal Iazov est le moins inattendu, tant les chefs militaires, y compris le ministre de la défense, avaient manifesté leur malaise tous ces derniers mois. Le maréchal est aussi le doyen de l'organisation : né en 1923 dans la région d'Omsk en Sibérie, il s'est battu pendant la guerre sur le front de Leningrad, il a étudié dans les académies Frunze et Vorochilov, commandé diverses unités à Leningrad et en Transcaucasie, puis les troupes soviétiques en Tchécoslovaquie (1979-1980), en Asie centrale (1980-1984) et en Extrême-Orient jusqu'en avril 1987, date à laquelle M. Gorbatchev l'appelle à Moscou pour prendre la direction des cadres au ministère de la défense. Un mois plus tard, lorsque l'atterrissage non autorisé de l'allemand Mathias Rust sur la place Rouge déclenche une purge dans le haut commandement, le général Iazov (il ne sera nommé maréchal que plusieurs années plus tard) succède au vieux maréchal Sokolov dans le fauteuil de ministre. Ces quatre années ont été décisives pour les forces armées soviétiques, ne serait-ce qu'avec la liquidation du pacte de Varsovie et l'évacuation (non encore achevée en ce qui concerne l'Allemagne et la Pologne) de toute l'Europe de l'Est.

Artisan et victime

Suite de la première page

Comme Nikita Khrouchtchev en 1964 : les putschistes de 1991 ont bien peu d'imagination, et c'est un peu normal puisqu'avec plus d'un quart de siècle de retard (à tous les sens du terme), ils appartiennent à la même famille. Toujours est-il que, comme le père du dégel autrefois, c'est pour de soi-disant « raisons de santé » que le père de la perestroïka est écarté du pouvoir. On a simplement omis d'alléguer, comme pour le septuagénaire Khrouchtchev, un « *âge avancé* » : le sexagénaire Gorbatchev était sans doute « stressé », comme avaient pu le constater ces derniers mois certains de ses interlocuteurs étrangers – et on l'aurait été à moins. Mais il n'est guère plus vieux que ceux qui s'installent à sa place.

L'histoire de la perestroïka reste à écrire, mais ce sera, plus encore que pour Khrouchtchev, premier réformateur post-stalinien, celle d'un long, d'un incessant combat contre les partisans d'un régime condamné, aussi acharnés à la défense de leurs pouvoirs et de leurs privilèges que pauvres en idée sur les moyens de le faire fonctionner. Pourtant, c'est cette dernière tâche qui revient à celui qui se trouve au sommet, et, après tout, Mikhaïl Gorbatchev n'était pas le premier à s'y essayer : Imre Nagy en Hongrie, Dubcek en Tchécoslovaquie, à sa manière Deng Xiaoping en Chine et Khrouchtchev lui-même ont cherché à faire bouger les choses. Bien peu y ont réussi.

En même temps, les qualités qu'il faut déployer pour parvenir au pouvoir en système communiste sont tout à l'inverse de ce qu'il faut pour réformer. De ce point de vue, Mikhaïl Gorbatchev ne fait pas exception, au point que la « première vie » de Mikhaïl Gorbatchev, celle qui le conduit de son obscur village de la région de Stavropol jusqu'au secrétariat général du parti en mars 1985, reste encore très largement une énigme. Précisément parce qu'elle est celle d'un « apparatchik » on ne peut plus anonyme, lequel ne s'est transformé en réformateur qu'au terme d'une longue patience de trente ans.

Né le 2 mars 1931 à Privolnoe, un petit village de cette région rurale du Nord-Caucase, « Micha » Gorbatchev est d'abord un fils de la « nouvelle paysannerie » créée par la terrible collectivisation de l'époque. Son grand-père maternel dirige un des premiers kolkhozes de l'endroit et, si personne de la famille ne sera victime de répression, si ses membres mâles sont communistes depuis deux générations, personne non plus n'est vraiment privilégié : le père Serguei, simple soldat pendant la guerre (il en reviendra blessé, décoré et membre du parti), sera tractoriste jusqu'à sa mort en 1967 ; la mère Maria, également une paysanne du coin, vit encore aujourd'hui, à près de 80 ans, dans la maison familiale, en compagnie de sa fille aînée.

Trop jeune pour participer à la guerre, le futur maître du Kremlin est tout de même assez âgé pour s'en souvenir. En décembre 1942, alors qu'il va sur ses dix ans, sa région est occupée par les Allemands qui se ruent vers le Caucase. Ils y resteront six mois, jusqu'au lendemain de leur défaite de Stalingrad, suffisamment pour faire vivre à la population une première expérience d'effondrement du système soviétique (la réouverture des églises, notamment, n'a pas dû échapper au jeune Micha, que sa mère avait fait baptiser) et de son retour brutal : plusieurs peuples voisins, notamment les Kalmouks et les Karatchais, sont déportés en masse par Staline en 1943.

Décoré en 1949

Mais rien de tout cela n'empêchera le jeune paysan de commencer une carrière exemplaire. A partir de l'âge de 15 ans, et tout en poursuivant ses études secondaires, il participe chaque année aux travaux agricoles comme aide conducteur de moissonneuse-batteuse, ce qui lui vaut sa première décoration : un « drapeau rouge du travail » lui est décerné le 16 avril 1949 pour avoir moissonné, précise le décret avec une minutie très administrative, *« 8 853,14 quintaux de blé en 20 jours »*...

En fait, cette distinction, qui implique un « piston » actif des autorités locales, est surtout le sésame vers l'instruction. L'année suivante, le jeune Micha obtient son inscription à l'Université de Moscou. Qu'importe qu'on l'inscrive à la faculté de droit, alors qu'il aurait préféré les mathématiques ou les sciences : à l'heure où l'Université est réservée de préférence aux combattants retour du front, c'est un privilège insigne pour ce rural sans histoire de se retrouver à Moscou, dans un des tout premiers établissements d'enseignement du pays.

Ces cinq ans d'université vont donc être sa première expérience du grand monde. C'est là qu'il rencontre, en 1951, une séduisante étudiante en philosophie, Raissa Titarenko, qu'il épousera deux ans plus tard ; qu'il fréquente son premier étranger, le tchèque Zdenek Mlynar, futur et éphémère personnalité du printemps de Prague ; et aussi quelques jeunes gens ambitieux comme lui : l'historien Roy Medvedev relèvera en 1989 qu'il a trouvé mention pour ces années-là d'un certain Loukianov (aujourd'hui président du parlement fédéral) à la tête d'une section des jeunesses communistes (komsomol) de la faculté de droit, dont le vice-président est Mikhaïl Gorbatchev.

« Fils de Staline » et du 20e Congrès

Car le futur dirigeant du pays, qui a adhéré au komsomol dès 1946, devient dès ses années d'études apparatchik à mi-temps de cette organisation. Avant d'appartenir à la génération du XXème congrès, comme il le revendiquera plus tard, il est un des tout derniers « fils de Staline », puisqu'il rejoint le parti en 1952, quelques mois avant la mort du dictateur. Et c'est tout naturellement que, de retour à Stavropol en 1955, et après quelques mois passés *« à une fonction correspondant à sa qualification juridique »* selon les biographies officielles (probablement un stage dans un organisme judiciaire, et non directement au KGB, comme certains l'en soupçonnent encore aujourd'hui à l'Ouest), il devient fonctionnaire komsomol. Premier secrétaire pour la ville de Stavropol dès 1956, second, puis premier secrétaire de la région quelques années plus tard, il assiste en cette qualité à sa première grande manifestation politique à Moscou : le XXIIème congrès du PC en octobre 1961, qui marque aussi le point culminant de la première déstalinisation.

Après quoi c'est la progression sans histoire dans des postes dont le seul intérêt paraît aujourd'hui singulièrement nanebronique : chef du service de « l'organisation du parti » dans le territoire de Stavropol (1962), premier secrétaire du « gorkom » (le comité de ville) en 1966, deuxième secrétaire du « kraikom » (le comité régional) en 1968, puis premier secrétaire (1970), membre du comité central à Moscou (1971). Et ce n'est pas fini : les bonnes fées qui ont veillé sur lui à l'échelon local (notamment Fedor Koulakov, patron de la région promu à Moscou après la chute de Khrouchtchev) sont rejointes par d'autres hauts dirigeants, notamment Souslov et Andropov, qui semblent voir dans cet apparatchik modèle, bien éduqué, un élément de nature à limiter, de manière très limitée mais peut-être utile pour la suite, la toute-puissance du clan Brejnev.

De fait, la carrière de Mikhaïl Gorbatchev connaît un nouveau et grand bond en avant en 1978, lorsque, après la mort subite de Fedor Koulakov, son successeur à Stavropol est appelé à Moscou pour lui succéder une seconde fois : il sera secrétaire du parti chargé de l'agriculture (novembre 1978), puis membre suppléant du politburo (1979), enfin membre titulaire en octobre 1980. Et cette ascension, qui n'est pas sans rappeler celle qu'accomplit pendant les mêmes années Tchernenko, le place en bonne position lorsque s'ouvre l'agonie des gérontocrates, tous âgés de vingt ans et plus que lui. Après Brejnev, puis Andropov et l'intermède encore plus éphémère de Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev accède enfin, le 11 mars 1985, au secrétariat général du parti.

Un « sphynx »

Ceux qui l'ont poussé vers ces hautes sphères, Souslov et Andropov d'abord, puis Andreï Gromyko au moment décisif, savaient-ils ce qu'ils faisaient ? Certainement pas, et d'ailleurs, qui se serait risqué à livrer le fond de sa pensée au royaume des apparatchiks ? Mikhaïl Gorbatchev n'était pas de ceux-là, et ceux qui le décrivent aujourd'hui (notamment Edouard Chevardnadze, Anatoli Sobtchak, Egor Ligatchev dans leurs souvenirs publiés récemment) nous livrent indirectement son secret. L'homme de la perestroïka recueille volontiers les confidences, il s'entoure dès le début des années 80 de personnalités éclairées, d'économistes qui lui expliquent que le système est condamné à se réformer en profondeur. Il écoute, il encourage les critiques, mais lui-même, il ne se livre pas. Et cet aspect « sphynx » ira jusqu'à la froideur, voire au cynisme, lorsque certains de ses amis, furieux d'être critiqués par tous les conservateurs pour avoir mené la politique qu'il avait lui-même encouragée, lui demanderont – en vain – de le soutenir. La démission d'Edouard Chevardnadze, en décembre dernier, n'aura finalement pas eu d'autres explications.

Ne nous étonnons pas en revanche que l'architecte de la perestroïka ait été entraîné bien plus loin qu'il ne le voulait à l'origine : son but n'était pas, et ne pouvait pas être, de renverser le système dans lequel il avait grandi et sur lequel reposait son pouvoir (la question de savoir s'il y croyait est une autre affaire, mais après tout secondaire). Son but était de le rendre plus efficace, y compris par les mauvaises méthodes, comme le montrent les mesures autoritaires, anjourd'hui désavouées, du début (campagne anti-alcoolique, « accélération » purement volontariste du progrès technologique, etc.).

Aussi bien, et contrairement à la thèse officielle, ce n'est pas en 1985, mais deux ans plus tard, que commence pour de bon la perestroïka : très précisément à partir d'un plénum tenu par le comité central en janvier 1987, point de départ de la libéralisation de la presse, d'une déstalinisation et d'une « débrejnévisation » irrésistible qui va déstabiliser tout l'appareil et ouvrir la voie à une transformation plus radicale encore : les premières élections libres (printemps 1989) et son corollaire le parlementarisme.

Une histoire non terminée

Dès cette année-là, et surtout avec les révolutions en Europe de l'Est, la perestroïka devient galopante. C'est surtout cela, l'abandon du pacte de Varsovie, c'est-à-dire la liquidation de l'empire « extérieur » allant de pair avec la déstabilisation de l'empire intérieur, l'écroulement de la discipline et de l'économie et un virage vers l'Ouest qui prend, cette année, des allures de course au trésor, c'est tout cela que ceux qui se prétendent les gardiens du temple n'ont pas pardonné.

Sans doute Mikhaïl Gorbatchev a-t-il commis bien des fautes, parmi lesquelles il faut citer d'abord son impuissance à s'attaquer de front et en temps utile aux problèmes de l'économie (il fallait sans doute s'y prendre dès 1987), ensuite son retard à assimiler toutes les dimensions du problème national. Il reste à son actif d'avoir compris que le renouveau passait par la démocratisation. Pour cela seulement il mérite de rentrer dans l'histoire.

D'ailleurs, cette histoire n'est visiblement pas finie. Avec ou sans M. Gorbatchev, une chose est sûre en effet : les artisans du putsch de lundi ne reviendront pas, ils ne pourront jamais revenir, à la grande Union soviétique d'antan, encore moins à cet « âge d'or de la nomenklatoura » qu'avait été l'époque Brejnev. Et ils s'apercevront sans doute de leur erreur beaucoup plus vite que ce dernier.

MICHEL TATU

MM. Starodoubtsev et Tiziakov : les nationalistes russes

Beaucoup moins connus, les deux derniers membres du comité ont surtout pour principale caractéristique commune d'avoir signé un appel à *« sauver la patrie »* publié le 23 juillet dernier, dans le journal conservateur *Russie soviétique*. Né en 1931 dans la région de Lipetsk, M. Vassili Starodoubtsev a dirigé pendant de longues années le kolkhoze « Lénine » dans la région de Toula, devenant en 1986 président de l'union fédérale des kolkhozes, et quatre ans plus tard à la fois président de l'Union agrarienne pan-russe et président de l'Union des paysans de l'URSS. C'est en cette qualité qu'il fait partie du comité pour l'état d'urgence.

M. Tiziakov, lui, préside l'Association des entreprises d'Etat, et fait donc pendant au précédent comme « industriel de base » dans le comité. Mais son organisme paraissait bien fantomatique par rapport à l'Association des unions scientifiques et industrielles de l'URSS, que dirige le beaucoup plus puissant Arkadi Volski. Il est vrai que M. Volski, un apparatchik resté proche de M. Gorbatchev, poussait dans le sens de la privatisation et de la démocratie politique, allant jusqu'à patronner le nouveau parti des réformes démocratiques en voie de constitution. Est-ce déjà de l'histoire ancienne ?

M. T.

Le Monde EDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LE RENVERSEMENT DE

La crise en URSS et les origines du coup d'Etat

L'effondrement du Parti communiste

Déjà confrontés à la dislocation de l'Union soviétique et à la menace que faisait peser sur la Fédération le projet de Traité de l'Union, les conservateurs qui affirmant avoir pris la pouvoir lundi 19 août à Moscou, subissaient depuis plus de deux ans une humiliation croissante : la marginalisation du Parti communiste soviétique, jusqu'alors l'organe le plus puissant du pays.

Un chiffre, à lui seul, illustre l'effondrement du Parti communiste soviétique au cours des deux dernières années : 1,1 milliard de roubles (trois millions de francs). C'est le montant du trou budgétaire avoué ce mois-ci par le PCUS, ce parti qui fut tout-puissant, qui possédait quasiment tout, bâtiments, journaux, comptes en banque, et qui se trouve aujourd'hui au bord de la faillite.

En dix-huit mois, le PCUS a perdu plus de quatre millions de membres. Il n'en recense plus aujourd'hui que quinze millions, ce qui est encore décent pour un pays de 280 millions d'habitants, mais combien de ces quinze millions sont encore considérés comme membres simplement parce qu'ils ont négligé de renvoyer leur carte ? Dans de multiples administrations, le décret pris en juillet par le nouveau président de Russie, M. Boris Eltsine, interdisant l'activité des partis politiques dans les entreprises et les institutions du secteur public, ne faisait en réalité que consacrer un état de fait : souvent, l'activité des cellules de base du parti était déjà nulle.

Ce coup supplémentaire porté par M. Eltsine à un parti en piteux état – il avait déjà perdu son *« rôle dirigeant »* dans la Constitution en 1990 – intervenait après une autre épreuve, autrement plus cuisante : celle du suffrage universel. Le 12 juin dernier en effet, M. Eltsine, candidat des forces démocratiques à la présidence de Russie, battait haut la main cinq autres candidats, tous soutenus d'une manière ou d'une autre par les communistes.

Poussées scissionnistes

Dans l'armée, traditionnellement considérée comme l'un des bastions du parti, les appels de la hiérarchie à voter pour M. Nikolaï Ryjkov ne rencontrèrent guère plus de succès que dans le reste de la population. Les réformateurs du parti perçurent le choc comme salutaire : dans les semaines qui suivirent, plusieurs personnalités réformatrices, parmi lesquelles MM. Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, les deux anciens lieutenants de M. Gorbatchev, participèrent au lancement du Mouvement pour les réformes démocratiques ; parallèlement, sous la houlette du colonel Routskoï, élu vice-président de Russie aux côtés de M. Eltsine, les communistes réformateurs russes se constituaient pratiquement en parti, provoquant l'exclusion de M. Routskoï des rangs du PC de Russie.

Mais, indifférents aux leçons des partis frères d'Europe de l'Est, sourds au verdict populaire, les conservateurs du parti, plongés dans le plus profond désarroi, ne parvenaient à élaborer d'autre stratégie que celle de l'exclusion ou de la soumission. Le spectacle du plénum du comité central du 25 juillet fut à cet égard pathétique : alors qu'on s'attendait, comme chaque fois en pareille occasion, à un baroud d'honneur des ténors conservateurs, M. Gorbatchev faisait accepter, sans enthousiasme certes mais sans trop de mal non plus, son programme de rupture avec le *marxisme-léninisme*.

En fait, les conservateurs avaient déjà trop avalé de couleuvres mais, conscients sans doute de la nécessité de se ressaisir et de reprendre leur souffle, semblaient se réserver pour le congrès du PCUS, prévu avant la fin de l'année. M. Iakovlev perçevait dès la semaine dernière les signes avant-coureurs de la réaction : apprenant la demande d'exclusion prononcée contre lui par la commission de contrôle du PCUS, il prenait les devants et en démissionnait, profitant de l'occasion pour dénoncer la menace d'un *« coup d'Etat »* (*le Monde* daté 18-19 août). *« Je voudrais prévenir la société qu'un groupuscule stalinien influent s'est formé au sein du noyau dirigeant du parti »* qui *« prépare une revanche sociale, un coup d'Etat et une prise du pouvoir au sein du parti »*.

Le même jour, vendredi 16 août, le quotidien de la défense, *L'Etoile rouge*, publiait un sévère avertissement du comité du parti des forces armées aux *« forces anti-communistes qui attaquent ouvertement le PCUS »*.

S. K.

La dislocation d'un empire

Suite de la première page

Cette logique le conduisit à faire, dans la dernière longueur, d'importantes concessions aux revendications des Républiques, afin d'arracher leur accord, et à fermer les yeux sur les incohérences juridiques du traité. Pour les conservateurs, qui avaient perdu le contrôle du processus d'élaboration du Traité de l'Union depuis le printemps, la version finale du texte consacrait en fait la dislocation de l'Union soviétique, après celle de l'empire socialiste.

Les premières déclarations du Comité d'Etat pour l'état d'urgence, qui a pris le pouvoir lundi matin, montrent bien que les « durs » ne pouvaient se résoudre à la signature de ce document : *« Des forces extrémistes ont émergé pour tenter de liquider l'Union soviétique, démanteler l'Etat et prendre le pouvoir à tout prix. Le résultat du référendum national* (du 17 mars 1991) *sur l'unité de la patrie a été foulé aux pieds »*, a déclaré le comité dans un communiqué lu à la télévision. De fait, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, avait multiplié les critiques ces derniers jours. Au cours d'une longue conférence de presse la semaine dernière, M. Pavlov a mis en garde les Républiques contre les risques de *« vide de pouvoir »* si le Centre, c'est-à-dire l'Union, était dépossédé du contrôle de l'économie.

Le nouveau Traité de l'Union

Samedi de nouveau, à trois jours de la signature du traité, le gouvernement d'URSS reprochait au texte de faire obstacle à un espace économique commun. Un autre adversaire du traité, M. Anatoli Loukianov, le président du Parlement soviétique, exigeait des *« discussions supplémentaires »* sur ce projet qui ne définit pas clairement, selon lui, *« un espace économique unique, un système bancaire unique et la protection des propriétés de l'Etat nécessaires à son fonctionnement normal »*.

M. Mikhaïl Gorbatchev avait pourtant mis pas mal de temps à accepter l'idée d'un nouveau Traité de l'Union. Ce sont en fait les déclarations d'indépendance des Républiques baltes, au printemps 1990, puis celle de souveraineté de la Russie, en juin de la même année, qui finirent par le convaincre de la nécessité de trouver une nouvelle formule régissant les rapports entre le Centre, ou l'Union, et les Républiques. Il créa alors un groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau Traité de l'Union pour la fin de l'année.

Le 23 novembre 1990, un premier projet fut donc distribué au Soviet suprême (Parlement) d'URSS et à ceux des Républiques. A l'exception des pays baltes, puis de la Géorgie, toutes les Républiques avaient participé aux consultations, mais l'empreinte du Centre dans ce premier document, d'orientation très fédérative, était déterminante, même si une concession sémantique de taille devait être conservée dans les versions suivantes, jusqu'à celle d'aujourd'hui : toute référence au socialisme y disparaissait et l'*« Union des Républiques soviétiques souveraines »* remplaçait l'*« Union des Républiques socialistes soviétiques »*.

L'hiver 1990-1991 fut très rude, à tous points de vue, sauf pour les conservateurs-centralisateurs, qui reprenaient du poil de la bête – en Lituanie et en Lettonie, le sang coula en janvier. Dans un tel climat, la nouvelle version publiée le 9 mars 1991 pouvait difficilement satisfaire les Républiques soucieuses de concrétiser leur souveraineté. Le référendum du 17 mars, organisé à l'origine par Moscou pour faire confirmer par un vote populaire sa volonté de maintien de l'intégrité de l'URSS, fut un coup pour rien, chaque République l'organisant à sa manière, y ajoutant une question de son cru, ou ne l'organisant pas du tout. Puis, au printemps, tout se débloqua. Le leader russe, M. Boris Eltsine, décida que le moment était venu de pactiser avec le président Gorbatchev, auquel il avait précédemment déclaré la guerre.

L'entente nouvelle fut scellée, le 23 avril 1991, par la fameuse « Déclaration des 9 + 1 » signée dans la datcha présidentielle de Novo-Ogarevo, près de Moscou, par M. Gorbatchev – représentant le Centre – et les dirigeants de neuf Républiques (Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménie, Kirghizie, Tadjikistan, Azerbaïdjan), parmi lesquels, donc, M. Eltsine. Dans cette déclaration, les signataires soulignaient la nécessité de conclure rapidement le nouveau Traité de l'Union. Les six Républiques restantes (Lituanie, Lettonie, Estonie, Géorgie, Moldavie et Arménie) s'étaient délibérément placées hors jeu, considérant que leurs proclamations d'indépendance étaient incompatibles avec un quelconque Traité de l'Union.

C'est alors que le ton des négociations commença à changer. Car lorsque M. Eltsine salua dans la déclaration du 23 avril *« une grande victoire »* des Républiques, c'est qu'il avait en tête un processus directement opposé à celui envisagé par le Centre. La datcha de Novo-Ogarevo accueillit plusieurs autres réunions des « 9 + 1 », au fil desquelles il devint de plus en plus évident que les principaux protagonistes ne parlaient pas le même langage. En gros, lorsque les uns parlaient de confédération, les autres entendaient fédération. Deux logiques antagonistes, défendues à l'extrême d'un côté par l'Ukraine, la plus revendicatrice des Républiques, suivie de la Russie, et de l'autre par le président du Parlement d'URSS, M. Anatoli Loukianov, centralisateur à tout crin. Incorrigible optimiste, M. Gorbatchev voyait des progrès à chaque réunion et promettait la signature du Traité de l'Union dès juillet, c'est-à-dire avant son voyage à Londres pour le G-7.

L'élection de M. Eltsine et le « non » de l'Ukraine

Mais, entre-temps, un fait nouveau s'était produit, bouleversant un peu plus le jeu politique soviétique et affaiblissant encore M. Gorbatchev : l'élection triomphale de M. Eltsine à la présidence de Russie, le 12 juin, au suffrage universel. Quant à la puissante Ukraine, elle faisait savoir que, en tout état de cause, elle ne signerait pas le traité avant d'avoir adopté sa nouvelle Constitution, donc pas avant la fin de l'année. Face à la dynamique implacable des Républiques, le Centre était moins que jamais en mesure d'imposer ses exigences, même par la ruse : lorsque, à la réunion finale de Novo-Ogarevo, le 24 juillet, les participants trouvèrent comme par enchantement dans leur dossier deux nouvelles variantes inédites de Traité de l'Union, l'une concoctée par les services de M. Loukianov, l'autre par ceux de M. Gorbatchev, ils n'y prêtèrent même pas attention et se concentrèrent sur la version sur laquelle ils avaient travaillé tous ces derniers mois.

Il était pourtant d'autant plus important pour M. Gorbatchev d'arracher un résultat à cette réunion du 24 juillet qu'elle se situait à la veille d'un plénum du comité central du PCUS et à une semaine du sommet soviéto-américain. Au bout de douze heures de discussions, il eut donc le soulagement de pouvoir annoncer que *« les travaux du Traité de l'Union étaient terminés »* et que le texte était désormais *« ouvert à la signature »*, quitte à s'avancer un peu, en laissant entendre par exemple que même l'Arménie allait le signer, ce que s'empressait de démentir son président, M. Ter-Petrossian, simplement venu à la réunion en *« observateur »*.

Rien d'étonnant, donc, à ce que le texte final, tel qu'il a été publié le 14 août par l'agence Tass, posât plus de questions qu'il n'en résolvait. Les Républiques, certes, y avaient la part belle, et les quelques différences avec la dernière version publiée (*le Monde* du 27 juin) montraient que M. Gorbatchev avait dû s'incliner sur plusieurs points supplémentaires. Symbolique, par exemple, le russe n'était plus *« la langue d'Etat »* de l'Union, mais sa *« langue véhiculaire »* ; les chefs de gouvernement des Républiques participent, *« avec voix délibérative »*, aux travaux du conseil des ministres d'URSS ; la nomination des ministres de l'Union doit être soumise à l'approbation du Conseil des Républiques, l'une des deux Chambres du futur Parlement fédéral.

Contradictions et imprécisions

Outre les dispositions particulièrement dures à avaler pour les conservateurs, comme celle concernant la gestion commune des entreprises de la défense par l'Union et les Républiques, la confusion qui régnait toujours sur bien des points ouvrait la porte à toutes les contestations et à tous les conflits possibles. En matière de droit international, par exemple, la désignation de ces nouveaux *« Etats souverains »* comme *« membres à part entière de la communauté internationale »* signifiait-elle qu'ils pouvaient adhérer aux Nations unies et que la Russie allait avoir un ambassadeur à Washington ou à Paris ?

Les importants articles 5 et 6 sur la répartition des compétences entre l'Union et les Républiques étaient truffés de contradictions et d'imprécisions. Quant à la question cruciale de l'impôt fédéral, qui n'était toujours pas réglée à l'issue de la dernière réunion du 24 juillet et avait dû faire l'objet d'ultimes négociations en sous-main les jours suivants, elle n'était toujours pas éclaircie dans l'article 9 : la position défendue par M. Eltsine l'avait emporté, puisque l'Union, pour financer son budget, devait percevoir un impôt *« dans des pourcentages fixés en concertation avec les Républiques »*, et ce budget fédéral allait être contrôlé par les Républiques. Mais qui allait prélever cet impôt, l'Union ou les Républiques ? Autre question non résolue : le statut des six Républiques non signataires.

Parallèlement, l'Ukraine continuait de laisser planer des doutes sur son adhésion à ce projet de Traité de l'Union, et les diverses Républiques passaient entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux sans s'embarrasser du Centre, comme l'on fait la semaine dernière les cinq Républiques d'Asie centrale en créant une sorte de Marché commun musulman. M. Eltsine, lui, n'avait pas attendu d'avoir signé le traité pour en livrer son interprétation sur l'un des points les plus sensibles, celui de la propriété des ressources naturelles – dont les plus lucratives sont situées sur le territoire de sa République, la Russie. Dès la semaine dernière, il avertissait que l'industrie du gaz et du pétrole de Russie devait incessamment passer sous juridiction russe et qu'il allait prendre un décret exemptant les producteurs de pétrole de la région de Tioumen, en Sibérie, de reverser 40 % de leurs gains en devises à l'Union. Si la Russie s'emparait de tout ce qui était produit sur son gigantesque territoire, que restait-il donc à l'Union ?

SYLVIE KAUFFMANN

L'impossible réforme économique

Suite de la première page

Les réformes ont en revanche accru la désorganisation de l'appareil soviétique. *« C'est l'anarchie »*, s'inquiétaient ces derniers temps les hommes d'affaires occidentaux de retour d'URSS.

Tout au long de ses six années, M. Gorbatchev a en fait hésité entre une stratégie de rupture radicale et une politique de transition douce. Il a en définitive toujours refusé de faire le grand saut et a rejeté la thérapie de choc que préconisaient certains de ses conseillers. C'est ainsi qu'il devait repousser *in extremis* à l'automne 1990 le fameux « plan des cinq cents jours » préparé par ses collaborateurs et qui aurait dû conduire à une transformation du système économique en une période très courte.

Les débats sur la réforme économique ont été permanents. Derrière les discussions théoriques, ce sont en fait des questions politiques qui se posaient. M. Gorbatchev a mis en particulier beaucoup de temps pour faire accepter une évolution sur trois éléments-clés de ce qui aurait pu être une véritable réforme : le rôle du parti dans l'économie, celui des administrations centrales ensuite (le Plan, en particulier), notamment dans le système des prix, la question de la propriété enfin.

Les dernières décisions de M. Gorbatchev montrent qu'il avait peut-être réussi, après la période de stagnation de l'hiver 1990, à obtenir quelques concessions de la part de ses opposants. Chargé de la mise en œuvre des réformes, le premier ministre, M. Valentin Pavlov, économiste opposé à une véritable révolution libérale, n'a pas vraiment facilité la tâche de M. Gorbatchev. Au début de 1991, ce dernier avait, enfin, amorcé une réforme dans le domaine essentiel des prix. Mais comme d'autres changements (la réforme monétaire de janvier en particulier), celle-ci fut engagée de manière très maladroite, provoquant un vif mécontentement dans l'opinion. L'ex-patron du Kremlin venait de signer, la semaine dernière, un texte donnant naissance à un fonds chargé de privatiser une partie de l'industrie étatique soviétique (*le Monde* du 15 août).

La chute de la production pétrolière apparaît comme symptomatique de la dégradation générale de la situation économique. Les conditions techniques et sociales de l'exploitation et des transports de cette matière première essentielle à l'Union soviétique se sont détériorées à un point tel que la production s'est effondrée. L'URSS a été obligée de limiter ses ventes à l'étranger, accusant ainsi une baisse de ses recettes en devises. Sa balance commerciale s'est fortement dégradée, son endettement en devises s'est accru, dépassant actuellement les 64 milliards de dollars.

Le scénario est sensiblement le même dans l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. La production agricole devrait être relativement satisfaisante cette année, mais les conditions de transport, de stockage et d'emballage sont telles que les consommateurs ne devraient pas pouvoir en bénéficier. La réforme de la propriété dans les campagnes (avec l'introduction d'un système de bail de longue durée) est aussi symbolique de cette timidité du président soviétique. Bref, l'Etat central a perdu les commandes de l'économie. Dans certaines Républiques, le secteur privé se développe rapidement. Partout, les marchés noirs fleurissent.

Un appel au secours

Face à cette détérioration de la situation économique, M. Gorbatchev recherchait activement, depuis l'hiver dernier, secours à l'étranger. *« Faute d'aides alimentaires notamment, la dictature menace »*, expliquait-il en substance à ses interlocuteurs occidentaux. En fait, la stratégie de compromis adopté pendant ses six années par M. Gorbatchev à l'égard des capitaux étrangers a échoué.

Conformément à la politique du ver capitaliste dans le fruit socialiste, certains conseillers du numéro un du Kremlin estimaient, dès 1985, que, pour réformer l'économie soviétique, il fallait faire venir les entreprises occidentales en URSS. La législation de 1987 autorisant la création de sociétés mariant capitaux occidentaux et soviétiques est un symbole de ces compromis auxquels M. Gorbatchev s'est attaché. La bureaucratie centrale a multiplié les obstacles pour la mise en œuvre de cette réforme. Elle fut un échec total. Les capitaux étrangers ne sont pratiquement pas venus.

L'appel au secours en direction des Occidentaux se faisait de plus en plus pressant depuis quelques mois. Devant les sept Grands réunis à Londres en juillet, l'ex-numéro un soviétique avait obtenu que l'URSS négocie un accord d'association avec les deux Grands organismes financiers que sont le fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Il avait ensuite annoncé une demande officielle d'adhésion à ces deux institutions. Reprenant les conclusions d'une étude approfondie menée par quatre organismes (le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement), les Occidentaux lui avaient répondu qu'il n'y aurait pas d'aides financières tant qu'il n'y aurait pas de réformes radicales réelles.

L'échec économique de M. Mikhaïl Gorbatchev est sans doute l'une des principales causes de sa chute. Il est vrai qu'il avait dans ce combat pour l'instauration d'une économie de marché de nombreux et puissants adversaires. Dès 1985, une sociologue réformatrice, Mme Tatiana Zaslavskaïa, en avait dressé la liste. Elle citait les dogmatiques du parti et les privilégiés de la nomenklatura : les réformes en cours affaiblissaient le pouvoir financier du parti lui-même. Elle y ajoutait les bureaucrates de l'appareil d'Etat ainsi que certains dirigeants de l'armée : M. Gorbatchev voulait reconvertir l'industrie militaire au civil. Mais elle comptait aussi parmi les récalcitrants les ouvriers soviétiques eux-mêmes. *« Des salaires bas pour un travail faible »* : les travailleurs de l'URSS s'étaient habitués, en soixante-dix ans, à vivre sur la base de ce compromis social. Les réformateurs leur proposaient de travailler plus pour une situation incertaine et une rémunération variable. Les résistances multiples aux réformes économiques l'ont finalement emporté.

ÉRIK IZRAELEWICZ

La multiplication des points chauds

Ces dernières semaines, alors que se préparait la signature du traité de l'Union, des signes de tension sont apparus, ou réapparus, en de nombreux points du territoire soviétique. Samedi 17 août, le président de la République de Géorgie, M. Ziad Gamsakhourdia, a limogé son premier ministre et deux autres membres du gouvernement. Selon l'agence officielle soviétique, cette crise serait *due « à l'échec du gouvernement géorgien, qui n'a pas réussi à freiner l'aggravation de la situation économique, ni à éviter la baisse du niveau de vie de ses habitants »*. Annonçant le remaniement de son gouvernement, le président de la République estimait, dans une déclaration à la télévision, qu'*« un complot était en préparation »* contre lui et le gouvernement géorgien.

D'autre part, trois personnes, dont deux soldats d'unités du ministère azerbaïdjanais de l'intérieur, ont été tuées, dimanche, dans le Haut-Karabakh, région d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens, où des militants arméniens détiennent trente-huit soldats du ministère soviétique de l'intérieur en otage. Des mouvements de troupes et de blindés auraient été signalés en fin de semaine. Le ministère soviétique de l'intérieur avait brandi, jeudi soir, la menace d'un recours à la force pour libérer les soldats pris en otage.

Les dirigeants de la fédération de Russie et du Kazakhstan, MM. Boris Eltsine et Nursultan Nazarbaïev, réunis vendredi et samedi à Alma-Ata, avaient lancé un appel conjoint au président Gorbatchev et offert leur médiation pour mettre fin au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ils estimaient que les troupes soviétiques ne devaient pas participer au contrôle des passeports en Azerbaïdjan, les Arméniens affirmant que ces contrôles servaient de prétexte pour les expulser.

Au cours d'une conférence de presse, tenue samedi à Alma-Ata, M. Boris Eltsine avait, en outre, déclaré son opposition aux essais nucléaires soviétiques à Novaia-Zemlia, une île de l'Arctique située en Russie, et s'était prononcé pour l'arrêt total des essais sur le site de Semipalatinsk, au Kazakhstan.

En Lituanie enfin, où la situation reste précaire, des manifestations ont eu lieu, la semaine dernière, devant le siège du KGB. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الأصل

RENVERSEMENT D

Bla

La multiplication des points chauds

M. MIKHAÏL GORBATCHEV

Les réactions dans le monde...

Washington : surprise et inquiétude

Alain Frachon remplace Jean Krauze comme correspondant du Monde à Washington. Voici son premier article.

La Maison Blanche n'avait pas officiellement réagi, lundi 19 août en fin de matinée, au remplacement à la tête de l'Union soviétique de M. Mikhaïl Gorbatchev, un homme sur lequel le président Bush avait fondé ses espoirs de partenariat. Un membre de l'entourage présidentiel américain cité par l'agence Reuter a indiqué que M. Bush a été *« surpris »* par la nouvelle et qu'il suivait de près l'évolution de la situation.

WASHINGTON

de notre correspondant

Stupéfaction, incompréhension et un certain sentiment d'inquiétude : telles étaient les premières réactions des commentateurs à Washington à l'annonce de la « maladie » du président Gorbatchev. La nouvelle n'a été connue que tard dans la nuit de dimanche à lundi. Les grandes chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes – et notamment la couverture en direct d'un ouragan menaçant les côtes de la Caroline et de la Virginie – pour lire et relire la dépêche de l'agence soviétique Tass annonçant la *« démission », « pour raisons de santé »*, de M. Mikhaïl Gorbatchev et son remplacement par le vice-président, M. Guennadi Ianaev.

Du côté officiel, c'était encore le silence : le président George Bush, en vacances dans sa propriété du Maine, a été réveillé et tenu au courant par son conseiller pour les affaires de sécurité, M. Brant Scowcroft. Mais le ton des commentateurs de presse laissait déjà transparaître un début d'inquiétude quant à l'avenir du nouveau cours des relations américano-soviétiques, tant celles-ci paraissent dépendre, depuis deux ans, de la bonne entente entre MM. Bush et Gorbatchev. Au lendemain du sommet de Moscou, il y a trois semaines, le magazine *Time* résumait ainsi l'état des relations entre les deux pays : *« Mikhaïl Gorbatchev et George Bush ont développé une étonnante et subtile collaboration, utilisant ce rapport personnel pour faciliter l'acceptation par l'URSS de sa défaite dans la guerre froide. »*

Cela n'a été ni immédiat ni facile. Si l'un des premiers gestes de M. George Bush, dès sa prise de fonctions en janvier 1989, fut de s'entretenir au téléphone avec M. Mikhaïl Gorbatchev, il a néanmoins fallu plusieurs mois avant que le président américain se laisse convaincre – notamment par M. James Baker, le secrétaire d'Etat – de la sincérité des intentions du numéro un soviétique. Une fois cette conviction acquise, M. Bush ne lui mesura plus son soutien. Dans leurs correspondances, ils se donneront du *« cher George »* et du *« cher Mikhaïl »* et le président américain prendra grand soin de ne jamais paraître vouloir humilier l'URSS à l'heure où celle-ci voyait s'effondrer son statut de grande puissance.

Le « pari » de M. Bush

L'évolution des rapports entre Moscou et Washington paraissait ainsi largement dépendante de ce contact personnel entre les deux présidents. En clair, M. Bush « jouait » Gorbatchev, alors que certains de ses conseillers l'avaient mis en garde contre un pareil « investissement ». Jamais le « pari » sur M. Gorbatchev n'a semblé plus évident que le 30 juillet dernier, lors du discours prononcé à Kiev, en Ukraine, par M. Bush. Le président américain avait ouvertement soutenu le projet de M. Gorbatchev sur le traité d'union devant organiser les relations entre Moscou et les Républiques soviétiques. M. Bush avait mis en garde contre les velléités de *« séparation et d'isolement »* trop radicales que pourraient avoir les Républiques ; il avait déclaré que *« les Américains ne soutiendraient pas ceux qui cherchent l'indépendance dans le seul but de remplacer une tyrannie lointaine par un despotisme local »*. Ces propos avaient d'abord pour objet de consolider la position de M. Gorbatchev, quitte à susciter la colère des indépendantistes ukrainiens.

Le sommet de Moscou avait donné lieu à une rhétorique optimiste sur ce que M. Bush a lui-même qualifié de *« nouvelle ère »* entre les deux pays. On parlait de *« partenariat historique »* après des années d'hostilité. On célébrait l'coterremoot de la guerre froide, la fin d'une relation – fondée sur la rivalité militaire et politique – qui devait céder le pas à une époque de coopération. En témoignaient la signature de l'accord START sur la réduction des armements nucléaires stratégiques des deux Grands, une approche commune au Proche-Orient après des années de rivalités d'influences dans la région et des projets – même limités – d'aide économique et financière à une économie soviétique en voie de délabrement avancé.

Faute d'informations précises sur le sort de M. Gorbatchev, sur le rôle exact dévolu au vice-président Ianaev et sur l'éventuelle implication de l'armée et du KGB dans les événements de ces dernières vingt-quatre heures, personne ne voulait encore se risquer, à Washington, à parler d'une possible remise en cause de la politique soviétique à l'égard des Etats-Unis. Les dirigeants américains n'ignoraient évidemment pas que le nouvel état des relations américano-soviétiques dépendait, plus que jamais, de ce qui pouvait se passer sur la scène intérieure soviétique. Le journaliste Strobe Talbott, un des meilleurs spécialistes des relations entre les deux Grands, écriveit réeemment : *« M. Bush voit en M. Gorbatchev la seule personnalité soviétique capable de maintenir l'équilibre entre les partisans de la libéralisation* [à Moscou] *et les tenants de la réaction, équilibre plus important pour la paix du monde que celui existant entre les forces stratégiques nucléaires des deux pays. »*

Autrement dit, les dirigeants américains voyaient – et voient toujours – co M. Gorbatchev un tenant d'une ligne modérée, le seul à même de conduire la transformation de la société soviétique, co faisant suffisamment de concessions aux uns et aux autres, aux réformateurs et aux conservateurs, pour éviter tout danger de chaos, de guerre civile ou de coup de force de la part de l'armée et du KGB. Même si les relations entre les deux Grands ne peuvent nniquement dépendre de celles existant entre leurs dirigeants, le « pari » de M. Bush sur M. Gorbatchev vient pent-être d'être remis en cause.

ALAIN FRACHON

Londres : la poursuite des réformes « paraît peu probable »

LONDRES

de notre correspondant

En Grande-Bretagne, la chute du numéro un soviétique est perçue comme une catastrophe : e'est, co effet, Londres qui l'avait *« découvert »* co 1984, *« Cela va changer les relations Est-Ouest et peut menacer les mécanismes de coopération économique ainsi que l'intégration de l'URSS dans la communauté internationale »*, a déclaré lundi matin Mme Lindi Chalker, ministre adjoint des affaires étrangères. *« La plupart des Soviétiques ne veulent pas de cet ancien système. Espérons que les réformes puissent continuer, mais avec ce groupe-là, cela paraît peu probable »*.

M. Gorbatchev avait effeetué quatre visites en Grande-Bretagne. La première, à l'automne 1984, alors qu'il n'était que le numéro deux dn régime, danphin présumé d'un Constantin Tchemenko que l'on disait alors à l'agonie et qui l'avait fait connaître sur la scène extérieure. *« J'aime M. Gorbatchev »*, avait alors proclamé Mme Margaret Thatcher, *« c'est un homme avec qui on peut parler »*. Son épouse, Raïssa Maximova, *élégante, cultivée, curieuse*, avait suscité l'enthousiasme de la presse londonienne.

Quant à M. Gorbatchev, il avait déclaré aux hommes d'affaires de la City qu'il faisait plus confiance aux chiffres qu'aux promesses politiques. Jusque-là, Soviétiques et Britanniques evaient cotretenu des relations de feible intensité. Sa dernière visite à Londres avait eu lieu il y a six semaines, à l'occasion de sa rencontre avec les chefs d'Etat et de gonvernement des sept grands pays industrialisés lors du Sommet de Lancaster House, qui avait lié l'aide à l'URSS à la mise en route progressive dea réformes dans ce pays.

Parce que la Grande-Bretagne avait « découvert » M. Gorbatchev, ce pays evait bénéficié d'un traitement de faveur de la part du numéro un soviétique, qui permettait précisément à Mme Thatcher, peu suspecte de complaisance envers le Kremlin, d'exprimer avec la plus grande vigueur ses divergences sur les problèmes de fond. M. Gorbatchev considérait le Royaume-Uni comme la plate-forme idéale pour séduire les Européens et leur vendre cette *« maison commune européenne »* qu'il appelait de ses vœux. Les relations étaient restées tout aussi chaleureuses avec le successeur de la « Dame de fer », M. John Major.

Les rapports soviéte-britanniques avaient bénéficié de ces *« relations spéciales »*. La City était très active dans la mise en œuvre de la perestroïka, conseillant privatisations, aide à la réforme du système comptable, mise en place d'un nouveau code commercial. – *(Intérim)*

Bonn : une cellule de crise

En raison des événements de *la matinée à Moscou, le chancelier Kohl a interrompu ses vacances en Autriche et devait regagner Bonn, lundi, en début d'après-midi. Une cellule de crise a été constituée à la chancellerie. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, e annulé, pour sa part, une visite dans le Land de Saxe-Anhalt pour se tenir au courant de l'évolution de la situation. Le président du SPD, M. Björn Engholm, e dénoncé le *« putsch »*, de Moscou tandis qu'un responsable de la CDU, le député Karl Lamers, rappelait avec inquiétude la présence de plus de trois cent mille soldats soviétiques en territoire allemand.

BERLIN

de notre correspondant

Aucun dirigeant occidental n'entretenait de relations plus directes et familières avec M. Mikhaïl Gorbatchev que M. Kohl qui avait même commencé, tout récemment, à l'appeler par le diminutif de son prénom : *« Mischa »*. C'était à Kiev au début du mois de juillet dernier. Le chancelier avait fait une visite éclair auprès du président soviétique pour l'assurer du soutien de Bonn avant le sommet des pays industrialisés et l'aider à préparer son « grand oral » de Londres. Transformé en avocat du numéro un soviétique sur la scène internationale, le chancelier avait été le premier à accepter sa présence au sommet du G7, auquel il s'apprêtait à le faire revenir l'an prochain à Munich.

« Une amitié personnelle est née entre nous deux », répétait volontiers, depuis un an, le chancelier à propos de M. Gorbatchev qu'il avait pourtant comparé, ce 1986, à Goebbels, le chef de la propagande nazie... Il est vrai qu'entretemps, le numéro un soviétique avait offert aux Allemands l'unification.

L'accord définitif de M. Gorbatchev à l'unité allemande avait été obtenu en juillet 1990, lors d'un voyage historique de M. Helmut Kohl près de Stavropol, dans le Caucase, région natale de M. Gorbatchev. Celui-ci acceptait, contre une réduction de l'armée allemande à 370 000 hommes et de solides soutiens financiers de Bonn, de retirer les troupes soviétiques d'ici à 1994 du territoire est-allemand. L'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN n'était plus qu'une formalité. La presse allemande parlait de *« miracle du Caucase »*. En septembre 1990, un traité de *« bon voisinage, partenariat et coopération »* entre les deux pays équivalait à un traité de non-agression mutuel. Mais le Soviet suprême ne devait pas ratifier avant mars 1991 le traité à « 2 + 4 » qui redonnait à l'Allemagne sa souveraineté pleine et entière.

L'aide économique

Pour en arriver là, il avait fallu que la diplomatie allemande dispense des trésors, et pas seulement de patience. En délivrant un prêt de cinq milliards de deutsebemarks à l'Union soviétique en 1990, Bonn ne faisait pas mystère qu'il lui fallait payer le prix de la réunification. Officiellement, ce prêt servait à payer les dettes des cotreprises soviétiques vis-à-vis de l'Allemagne. Avec 13,5 milliards de deutsebemarks, l'Allemagne s'engageait peu après à financer le retour de 380 000 soldats soviétiques dans leur patrie et à leur construire des logements. Moscou devait enauite recevoir un prêt supplémentaire de douze milliards pour réaliser des commandes à l'industrie est-allemande.

En continuant d'insister sur la nécessité d'une aide financière à Moscou, Bonn s'était distinguée, ces dernières semaines, des autres capitales occidentales. Elle devrait aujourd'hui, comme l'a dit, lundi matin, le comte Lambsdorff (FDP), mettre tout son poids économique et fieancier dans la balance pour sauver ce qui peut eneore l'être de la atabilité en URSS. – *(Intérim.)*

...et en France

□ **M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti socialiste.** – *« Les conséquences seraient considérables tant pour le peuple soviétique que pour les progrès de la paix dans le monde »*, a déclaré M. Pierre Mauroy, après avoir condamné la *« tentative de coup d'Etat »*. L'ancien premier ministre estime qu'il serait *« illusoire de penser que le refus de pousser plus loin les réformes, et a fortiori un retour en arrière, puissent offrir une quelconque perspective à l'Union soviétique »*.

□ **Le RPR.** – Le Rassemblement pour la République (RPR) estime dans un communiqué que *« le gouvernement français et la Communauté européenne doivent réagir rapidement et fermement. Il est indispensable qu'ils signifient que les aides et la coopération fournies par eux sont liées à la démocratisation et au respect des droits de l'homme »*. *« Le communiqué destituant Mikhaïl Gorbatchev et instituant l'état d'urgence remet en cause toute l'évolution que les Occidentaux ont soutenue depuis plusieurs années et particulièrement ces derniers mois »*, ajoute le RPR.

□ **M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères.** – *« Rien n'indique que cette reprise du pouvoir en URSS va réussir. Pour moi, elle est très incertaine. La probabilité est au moins autant de voir l'URSS sombrer dans le chaos et dans la crise que de voir l'ordre stalinien se rétablir »*, a déclaré, à RTL, M. Jean François-Poncet, sénateur (Rassemblement démocratique et européen) du Lot-et-Garonne, ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing.

□ **M. Charles Fiterman, ancien ministre communiste, animateur des refondateurs du PCF.** – *« Je regrette et condamne la brusque éviction de Gorbatchev de la direction de l'Union soviétique. Elle intervient dans des conditions antidémocratiques dont la similitude avec celle du remplacement de Khrouchtchev est frappante. Elle suscite de vives inquiétudes pour l'avenir. Je reste convaincu qu'il n'y a pas d'autre issue pour l'Union soviétique que la poursuite et l'approfondissement du processus de réforme engagé, afin de construire les bases de développement d'une société socialiste, démocratique et moderne. Quels que soient les obstacles auxquels se heurte cette tâche difficile, je pense que les peuples soviétiques trouveront les chemins du rassemblement des forces qui permettent d'avancer encore dans cette voie nouvelle. »*

□ **M. Anicet Le Pors, ancien ministre communiste.** – Se disant *« profondément choqué »*, M. Anicet Le Pors, ancien ministre communiste, a qualifié, sur France-Inter, *« d'événement historique considérable »* ce qui se déroule à Moscou. *« Gorbatchev représentait pour moi une personne de grande valeur, et ce qui vient de se passer nous rappelle des pratiques que nous connaissions déjà »*, a-t-il déclaré. Animateur du courant refondateur, M. Le Pors redouta *« que ce qui vient de se passer soit un encouragement dans le monde à toutes les forces les plus conservatrices au sein des partis communistes »*. *« L'œuvre de Gorbatchev laissera une trace, car il a une responsabilité éminente dans la mise à bas de ce qu'on avait appelé le socialisme réel »*, a-t-il ajouté.

□ **Marcel Rigout, ancien ministre communiste.** – *« Si, comme tout semble le confirmer, les forces hostiles à la perestroïka ont destitué Mikhaïl Gorbatchev dans des conditions qui rappellent les méthodes du passé stalinien et les mauvais coups perpétrés au mois d'août – Mur de Berlin* [1961], *Prague* [1968] *– tous ceux qui sont réellement pour le socialisme démocratique ne peuvent qu'être inquiets et révoltés. Cette situation est pleine de périls pour l'Union soviétique. Elle ne peut que conduire à voir se rassembler en URSS, et partout dans le monde, tous ceux qui aspirent à ce que la démocratie l'emporte sur le totalitarisme. »*

□ **Rénovateurs et reconstructeurs communistes.** – *« Nous condamnons absolument le putsch de Moscou, opération désespérée des nostalgiques du stalinisme. Au-delà du rôle éminent de Gorbatchev, nous saluons la perestroïka comme une nécessité historique. Nous plaçons nos espoirs dans la maturité politique des peuples soviétiques ; nous souhaitons qu'ils puissent surmonter rapidement cette tentative criminelle pour reprendre le mouvement vers la démocratie. »*

□ **Les Verts :** *« L'URSS traverse aujourd'hui une crise dramatique (...). Les Verts veulent encore croire que la désapprobation des événements par l'opinion publique internationale, la fermeté des diplomaties et surtout la détermination lucide des citoyens soviétiques permettront de trouver une issue démocratique sans bain de sang. »*

Dans les autres capitales

o **Bruxelles.** – L'OTAN a convoqué, pour lundi matin, une réunion extraordinaire de son comité politique, qui groupe les numéros deux des représentations diplomatiques des seize pays membres de l'alliance.

o **La Haye.** – La présidence néerlandaise du conseil des ministres de la Communauté européenne a convoqué, pour mardi matin à La Haye, une réunion extraordinaire, au titre de la coopération politique européenne, des ministres des affaires étrangères des Douze.

□ **Varsovie.** – La destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev est *« inquiétante »*, a estimé, lundi matin, un porte-parole du gouvernement polonais qui s'est refusé à de plus amples commentaires. Selon le capitaine Jaroslaw Zukowicz, porte-parole des gardes-frontières polonais, les frontières entre l'Union soviétique et la Pologne *« étaient ouvertes normalement »*.

o **Prague.** – *« Nous attendons de plus amples informations mais cela nous rappelle certaines situations similaires dans le passé »*, a déclaré le porte-parole du président Vaclav Havel, faisant allusion à l'entrée des troupes du pacte de Varsovie à Prague, le 21 août 1968.

□ **Vienne.** – Le chancelier autrichien, M. Franz Vranitsky, a déclaré que bon nombre des initiatives prises par Mikhaïl Gorbatchev *« en direction de la liberté et de la démocratie sont irréversibles »*.

□ **Jérusalem.** – Tous les responsables de l'immigration en Israël ont été convoqués lundi matin par le président de l'Agence juive, une organisation para-gouvernementale chargée de l'immigration *« pour étudier la nouvelle situation inquiétante en URSS et chercher les moyens d'y faire face »*, selon le porte-parole de eet organisme, M. Gad Ben-Ari. Ce dernier a appelé les soixante mille juifs détenteurs d'un visa d'entrée co Israël *« à quitter immédiatememnt le territoire soviétique, s'ils le peuvent »*.

□ **New-Delhi.** – Le gouvernement indien a déclaré, lundi, que les changements politiques en URSS n'affecteraient pas les liens cotre New-Delbi et Moscou. Selon le ministre d'Etat des affaires extérieures, M. Eduardo Faleiro, *« il va sans dire que nos relations avec l'URSS ne dépendent pas des personnes et les changements à Moscou ne les affecteront pas »*.

□ **Tokyo.** – Le gouvernement japonais s'est réuni d'urgence. Le premier ministre, M. Tosbiki Kaifu, a demandé au ministre des affaires étrangères de eolleeter *« toutes les informations disponibles »* sur le changement intervenu à Moscou. Plusieurs hauts responsables du Parti conservateur, dont certains n'hésitent pas à parler de coup d'Etat, ont exprimé leurs craintes après le renversement de M. Gorbatchev. Le porte-parole du gouvernement a ajouté que le Japon réagirait en *« coordination »* avec ses alliés, et en particulier les Etats-Unis. – *(AFP, Reuter.)*

La chute d'un autre « réformateur »

Khrouchtchev avait aussi été évincé pour « raisons de santé » pendant ses vacances

C'était aussi pour des raisons de « santé », alors qu'il se trouvait en vacances et s'apprêtait à réformer une nouvelle fois l'appareil du régima, que Khrouchtchev avait été évincé par des conservateurs.

« Je m'en vais et ne vais pas me battre ». Le 13 octobre 1964, Nikita Khrouchtchav, qui dirige le parti *depuis onze ans et le gouvernement depuis aix ans*, comparaît en accusé devant ses pairs du présidium (nom que l'on donnelt alors au bureau politique). Une première fois, en 1957, une coalition groupée autour de Molotov eveit failli l'évincer ; il n'avait redressé le situation qu'en bataillant pendant près de deux semaines devant le comité central. Mais cette fois, les jeux sont faits.

Khrouchtchev demande seulement de pouvoir dire quelques mots au plénum du comité central qui doit ratifier la décision. Mais il est brutalement interrompu per Leonid Brejnev : *« Non, cela n'aura pas lieu. »* Même si Khrouchtchev avait voulu résister, il était trop tard.

Il n'éteit arrivé que quelques heures plus tôt de Pitsounda, se résidence de vacances sur les bords de la mer Noire, où il se trouvait depuis le 30 septembre. Ce n'est que la veille au soir, le 12 octobre, qu'il evait été *« convoqué »* par un appel téléphonique de Mikhail Souslov lui disant : *« Tous les camarades du présidium sont rassemblés. Il faut discuter d'urgence de certains problèmes d'agriculture... »* Khrouchtchev proteste : *« Que peut-il bien y avoir de si urgent ? Je reviens dans deux semaines, nous en parlerons alors. »* Mais Souslov insiste.

C'eet l'arrêt du premier dégel poststalinien et le point de départ d'une ère da *« atagnation »* qui allait durer vingt ans.

« Noyer » les vétérans

Les travaux d'approche des adversaires du numéro un ont commeneé pendant l'été 1964. Le terrain est mûr avec les échecs agricoles de Khrouchtchev, le mécontentement d'un parti dont l'appareil e été divisé deux ans plus tôt en deux branches l'une pour l'agriculture, l'autre pour l'industrie] et aussi de gravee difficultés diplomatiques : la crise des fusées à Cuba, en 1962, et les très mauvaises relations entre Moscou et Pékin. Mais il y e d'autres motifs plus spécifiques . On redoute une nouvelle réforme de Khrouchtchev lors du plénum du comité central annoncé pour novembre. Il devait être notamment question de changements dans la direction. Khrouchtchev, qui avait célébré au printemps son soixante-dixième anniversaire, s'occupeit de le relève : Il entendait « noyer » les vétérans du bureau politique dans une messe de « jeunes » moins conservateurs.

Le 14 octobre, les membres du présidium, en l'absence du principal intéressé, se mettent d'accord sur le mensonge du communiqué officiel qui sera diffuaé la lendemain, alors qu'on découche les *portraits* du retraité : Khrouchtchev avait démissionné *« en raison de son âge avancé et de son état de santé »* ...

M. T.

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAÏL GORBATCHEV

Soixante-dix-huit mois à la tête de l'URSS

1985

11 mars : Succédant à Constantin Tchernenko, décédé la veille, M. Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du PC soviétique.

8 avril : M. Gorbatchev accepte le principe d'un sommet américano-soviétique et annonce un moratoire jusqu'en novembre sur le déploiement des SS-20 en Europe.

2 juillet : Andreï Gromyko est élu chef de l'Etat ; M. Édouard Chevardnadze lui succède aux affaires étrangères.

29 juillet : L'URSS annonce un moratoire sur les essais nucléaires.

27 septembre : Rencontre Reagan-Chevardnadze à Washington : les Soviétiques proposent une réduction de 50 % des armements nucléaires stratégiques et la renonciation des Etats-Unis à l'IDS.

2-5 octobre : Voyage en France de M. Gorbatchev.

15 octobre : *M. Gorbatchev présente les directives sur la modernisation de l'économie, engageant ainsi la perestroïka.*

19-21 novembre : Rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève ; signature d'un accord de principe sur une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires.

1986

15 janvier : M. Gorbatchev propose un plan de liquidation de toutes les armes nucléaires d'ici l'an 2000.

29 février : M. Gorbatchev estime possible un accord séparé sur les missiles à portée intermédiaire.

25 février-6 mars : XXVII[e] congrès du PCUS.

13 mars : L'URSS prolonge son moratoire sur les essais nucléaires.

16 avril : A Berlin, M. Gorbatchev assiste au XI[e] congrès du SED.

26 avril : Catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

8 juin : M. Gorbatchev assiste à Budapest à une réunion du Comité consultatif politique du pacte de Varsovie.

28 juin : A Varsovie, M. Gorbatchev assiste au X[e] congrès du Parti ouvrier unifié polonais.

7-10 juillet : Visite à Moscou du président Mitterrand.

28 juillet : Discours de M. Gorbatchev à Vladivostok.

11-12 octobre : Rencontre Gorbatchev-Reagan à Reykjavik.

19 novembre : Loi sur le travail individuel permettant la création d'un secteur semi-privé.

24 novembre : Voyage en Inde de M. Gorbatchev.

19 décembre : Emeutes à Alma-Ata.

19 décembre : Libération d'Andreï Sakharov peu après le décès en prison du dissident A. Marchenko ; de nombreux prisonniers de conscience commencent également à être libérés.

1987

27 janvier : Plénum du comité central sur la politique des cadres ; relance de la *glasnost*.

14-16 février : Forum international, à Moscou, *« pour un monde sans armes nucléaires »* ; discours de Gorbatchev.

28 février : M. Gorbatchev propose aux Américains un accord séparé sur la base de l'*« option zéro »* pour les missiles de moyenne portée en Europe.

10 avril : Visite à Prague de M. Gorbatchev, qui formule de nouvelles propositions de désarmement.

6 mai : Manifestation à Moscou de l'organisation nationaliste russe Pamiat.

30 mai : Mathias Rust se pose avec son Cessna sur la place Rouge ; le ministre de la défense, le maréchal Sokolov, est limogé.

Juin : Plénum du comité central qui ratifie une réforme de la gestion économique et élit trois proches de M. Gorbatchev au bureau politique.

Septembre : Entretiens à Washington entre M. Chevardnadze et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

Octobre : Nouveaux entretiens Shultz-Chevardnadze à Moscou.

30 octobre : Visite de M. Chevardnadze à Washington.

2 novembre : Discours de M. Gorbatchev pour le 70[e] anniversaire de la révolution.

11 novembre : M. Boris Eltsine est écarté de la direction du parti à Moscou.

8-10 décembre : Sommet Reagan-Gorbatchev à Washington ; signature du traité sur le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires (FNI).

1988

1[er] janvier : Entrée en vigueur de la loi sur l'autonomie des entreprises.

6 février : Changement de direction au Gosplan.

18 février : M. Boris Eltsine est *« libéré »* de son poste de membre suppléant du bureau politique.

11-24 février : Manifestations nationalistes en Arménie pour réclamer le rattachement de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh.

26 février : Reprise des essais nucléaires soviétiques.

28 février : Manifestations et massacres à Soumgaït (Azerbaïdjan) ; bilan officiel : 32 morts.

13 mars : Publication dans *Sovietskaïa Rossia* d'une lettre en forme de manifeste hostile à la perestroïka.

14-18 mars : Voyage en Yougoslavie de M. Gorbatchev, qui prononce un discours sur l'indépendance des partis communistes.

5 avril : Un article de la *Pravda* dénonce le manifeste publié le 13 mars par *Sovetskaïa Rossia*.

29 avril : M. Gorbatchev reçoit le patriarche de Moscou.

15 mai : Début du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, qui sera achevé le 15 février 1989.

23 mai : Le comité central adopte des réformes sur la réorganisation du parti et l'instauration d'un *« Etat socialiste de droit »*.

26 mai : Loi sur les coopératives.

29 mai - 2 juin : Sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou.

13 juin : M. Gorbatchev reçoit à Moscou Mgr Casaroli.

13-21 juin : Réhabilitation des principaux dirigeants victimes des procès staliniens des années 30.

28 juin-2 juillet : Conférence nationale du PC soviétique.

29 juillet : Devant le comité central, M. Gorbatchev propose que des terres soient louées aux paysans pour des périodes allant jusqu'à cinquante ans.

5 août : Mise en garde de M. Ligatchev contre l'économie de marché.

11 septembre : Le drapeau estonien est autorisé à Tallin et l'estonien devient langue d'Etat dans la République.

12-16 septembre : Voyage de M. Gorbatchev en Sibérie.

18 septembre : Nouveaux heurts entre Arméniens et Azerbaïdjanais dans le Haut-Karabakh.

30 septembre : Plénum du comité central ; réorganisation du bureau politique et du secrétariat.

1[er] octobre : M. Gorbatchev est élu chef de l'Etat par le Soviet suprême.

28 octobre : Réforme de la Constitution ; la multiplicité des candidatures est encouragée pour les élections au Congrès des députés du peuple.

16 novembre : Le Parlement estonien proclame la primauté de ses lois sur celles de l'URSS.

22-23 novembre : Manifestations nationalistes à Tbilissi, Bakou et Erevan.

6 décembre : M. Gorbatchev annonce à l'ONU une réduction de 10 % des forces armées soviétiques.

7 décembre : Tremblement de terre en Arménie.

10 décembre : Arrestation en Arménie de la plupart des membres du « Comité Karabakh ».

1989

12 janvier : L'administration du Haut-Karabakh est rattachée à Moscou.

2-4 février : Voyage en Chine de *M. Chevardnadze.*

15-16 février : Plénum du comité central sur l'agriculture ; nouvelle *« enquête »* sur la question nationale.

26 février : Plénum du comité central ; M. Gorbatchev laisse à nouveau entendre que le rôle dirigeant du parti n'a pas besoin d'être garanti par la Constitution ; le plénum condamne la sécession du PC lituanien.

12 février : Publication de la *« plate-forme »* adoptée par le comité central et qui devra être soumise au Congrès des députés ; affrontements meurtriers au Tadjikistan.

15 février : Le Parlement de Lettonie se prononce pour l'indépendance de la République.

24 février : Election du Parlement lituanien.

4 mars : Elections des Parlements de Russie et de Biélorussie.

11 mars : Le Parlement lituanien proclame l'indépendance de la République, qualifiée d' *« illégale »* le 13 par M. Gorbatchev.

13 mars : Le Congrès des députés du peuple approuve le principe de l'instauration du régime présidentiel et l'abrogation du rôle dirigeant du PC.

15 mars : Elu président de l'URSS, M. Gorbatchev annonce une *« radicalisation »* des réformes.

25 mars : Le PC estonien se sépare à son tour du PC soviétique mais au terme d'une *« période transitoire »* de six mois.

26 mars : M. Gorbatchev nomme les membres de son *« conseil présidentiel »*.

31 mars : M. Gorbatchev demande au Parlement lituanien de revenir sur sa déclaration d'indépendance.

3 avril : Le Parlement soviétique adopte la première loi sur les modalités de sécession d'une République ; premières consultations entre le Kremlin et Vilnius qui restent sans résultat.

13 avril : M. Gorbatchev donne deux jours à la Lituanie avant d'instaurer un blocus économique de la République si celle-ci n'abroge pas les décisions prises à la suite de sa déclaration d'indépendance ; cet ultimatum est rejeté le lendemain par le président lituanien, M. Landsbergis.

14 avril : M. Gorbatchev présente un plan d'accélération des réformes économiques, prévoyant notamment un vaste plan de dénationalisations.

26 avril : MM. Kohl et Mitterrand adressent une lettre conjointe au président Landsbergis lui suggérant de *« suspendre pendant un temps les effets »* de la déclaration d'indépendance lituanienne afin de *« faciliter l'ouverture de pourparlers »* avec Moscou.

1[er] mai : A l'occasion de la célébration de la fête du travail, M. Gorbatchev est hué sur la place Rouge à Moscou et choisit de quitter la tribune officielle.

4 mai : Le Parlement letton adopte une déclaration d'indépendance mais assortie d'une *« période de transition »*.

17 mai : Entretiens Baker-Chevardnadze à Moscou.

29 mai : M. Boris Eltsine est élu président du Parlement de la Fédération de Russie et réclame *« la souveraineté »* de cette dernière.

31 mai-3 juin : Visite de M. Gorbatchev aux Etats-Unis ; en marge de ce voyage le président soviétique rencontre à San-Francisco le président sud-coréen Roh Tae-woo.

5 juin : Affrontements interethniques en Kirghizie, près de 80 morts.

12 juin : M. Gorbatchev accepte de rencontrer les présidents des trois Républiques baltes à la suite d'une réunion du Conseil de la Fédération à Moscou.

13 juin : Moscou annonce une levée partielle du blocus contre la Lituanie ; la question d'un *« moratoire »* sur la déclaration d'indépendance est discutée à Vilnius.

19 juin : Ouverture à Moscou de la conférence des communistes de Russie, qui se transforme en Congrès constitutif ; face aux attaques des conservateurs, M. Gorbatchev laisse entendre qu'il pourrait abandonner son poste de secrétaire général du PC.

29 juin : Vilnius annonce la *« suspension »* pour cent jours de la déclaration d'indépendance lituanienne.

2 juillet : Ouverture du XXVII[e] congrès du PC soviétique qui s'achève le 13 juillet. Boris Eltsine quitte le PC. Mikhaïl Gorbatchev, qui, élargi, voit ses pouvoirs renforcés, prône une réforme de l'Union ; Ivachko, dont la candidature au poste de numéro deux du parti est rejetée par les délégués à une écrasante majorité ; M. Gorbatchev est reconduit dans ses fonctions de secrétaire général ; M. Eltsine quitte le PC soviétique.

16 juillet : A Moscou, Helmut Kohl accorde à M. Gorbatchev sur l'appartenance de la future Allemagne unifiée à l'Alliance atlantique.

15 août : Un décret annule toutes les privations de citoyenneté prononcée entre 1968 et 1988 contre des Soviétiques.

30 août : Lors d'une réunion à Moscou, M. Gorbatchev se prononce pour une transition rapide vers l'économie de marché.

9 septembre : Rencontre Bush-Gorbatchev à Helsinki qui confirment leur accord dans la crise du Golfe.

11 septembre : Plénum au Soviet suprême sur la réforme économique et le sort du premier ministre, M. Ryjkov ; une *« synthèse »*, soutenue par M. Gorbatchev, est proposée quelques jours plus tard, mais le chef du gouvernement refuse de s'engager à l'appliquer.

24 septembre : Le Soviet suprême investi M. Gorbatchev de pouvoirs l'autorisant à introduire par décrets une économie de marché.

5 octobre : Devant le comité central, M. Gorbatchev évoque le danger d'une *« libanisation »* de l'Union soviétique ; la situation économique se détériore à vitesse accélérée.

15 octobre : Le prix Nobel de la paix est attribué à M. Gorbatchev.

19 octobre : Le Soviet suprême approuve un programme de réforme économique présenté par M. Gorbatchev.

26 octobre : Visite en Espagne de M. Gorbatchev qui se rend ensuite, le 28, à Paris où il signe avec M. Mitterrand un traité *« d'entente et de coopération »*.

7 novembre : A l'occasion de l'anniversaire de la révolution, M. Gorbatchev lance un appel à l'*« unité des forces démocratiques »* ; deux coups de feu sont tirés sur la place Rouge pendant la cérémonie.

9 novembre : Visite à Bonn de M. Gorbatchev qui signe avec le chancelier Kohl trois accords de coopération.

10 novembre : MM. Gorbatchev et Eltsine tentent de s'entendre sur les rapports futurs entre Moscou et les Républiques.

13 novembre : Devant un millier d'officiers soviétiques, M. Gorbatchev évoque le risque d'un *« bain de sang »* si l'unité économique et militaire du pays n'est pas préservée.

16 novembre : Modifiant leur ordre du jour, les députés soviétiques imposent un débat sur la situation catastrophique de l'URSS.

4 décembre : Le Soviet suprême approuve la réforme du pouvoir central.

11 décembre : M. Krioutchkov, chef du KGB, dénonce des tentatives étrangères de déstabilisation.

12 décembre : M. Bush décide d'accorder une aide d'urgence à l'URSS.

17 décembre : M. Gorbatchev propose l'organisation d'un référendum sur le traité de l'Union suivi d'un autre sur la propriété de la terre.

20 décembre : M. Chevardnadze, protestant contre *« l'avancée de la dictature »*, démissionne de ses fonctions de ministre des affaires étrangères.

25 décembre : M. Gorbatchev obtient satisfaction sur ses projets de référendum et l'extension des pouvoirs présidentiels.

27 décembre : Election laborieuse de M. Guennadi Ianaev à la vice-présidence de l'URSS.

1991

7 janvier : L'armée intervient dans les pays Baltes pour faire respecter la conscription ; les parachutistes s'emparent dans la nuit du 12 au 13 du département de la défense lituanien, faisant 14 morts et 120 blessés.

14 janvier : M. Valentin Pavlov est nommé premier ministre et M. Alexandre Bessmertnykh aux affaires étrangères.

20 janvier : Les forces soviétiques donnent l'assaut au ministère de l'intérieur letton : cinq morts.

26 janvier : Un décret présidentiel renforce les pouvoirs du KGB.

1[er] février : Echec d'une réunion du Conseil de la Fédération.

9 février : *Les Lituaniens se prononcent à 90,5 % pour l'indépendance.*

19 février : M. Eltsine demande la démission de M. Gorbatchev, qu'il accuse d'avoir *« trompé le peuple »* ; il est désavoué le 20 par le Parlement.

23 février : Plusieurs [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible]

6 mars : Le Conseil de la Fédération examine le projet de traité de l'Union.

11 mars : M. Eltsine appelle à la création d'un nouveau parti.

17 mars : Référendum sur le maintien de l'Union soviétique.

30 mars : Géorgie : référendum sur l'indépendance qui est proclamée le 9 avril.

5 avril : Le Congrès de Russie accorde des pouvoirs spéciaux à M. Eltsine.

9 avril : M. Gorbatchev soumet au Conseil de la Fédération un plan anticrise qui est rejeté par plusieurs Républiques ; M. Eltsine s'y rallie le 24.

6 mai : Regain de tension en Arménie où sont envoyés des renforts de parachutistes.

20 mai : Le Parlement soviétique adopte une loi autorisant l'émigration.

22 mai : Les députés russes adoptent le principe du régime présidentiel dans leur République.

12 juin : M. Boris Eltsine est élu au suffrage universel président de la République de Russie.

21 juin : Le Parlement soviétique écarte la demande de pouvoirs spéciaux réclamée par le premier ministre, M. Pavlov.

1[er] juillet : Neuf réformateurs, soutenus par M. Gorbatchev, appellent à la création d'un *« mouvement pour les réformes démocratiques »*.

17 juillet : M. Gorbatchev assiste à Londres au sommet des pays industrialisés.

25-26 juillet : Plénum du comité central du PCUS ; M. Gorbatchev propose l'abandon du principe de la lutte des classes.

28 juillet : M. Alexandre Iakovlev démissionne de son poste de conseiller du président Gorbatchev ; menacé d'être exclu du PC, il choisit d'en démissionner le 16 août après avoir dénoncé la menace d'un *« coup d'Etat »* contre M. Gorbatchev.

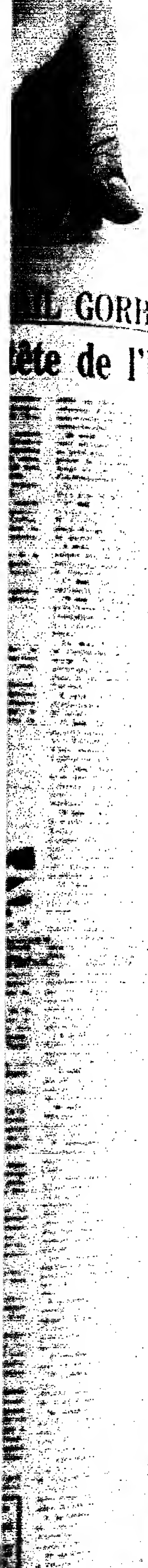
QUI A ÉCRIT ?
"Si j'avais des monacos comme vous..."
HACHETTE

CULTURE GÉNÉRALE
Les bases de la réussite
Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale.
Documentation gratuite à :
Institut Culturel Français
Sce 7168, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tél. : (1) 42.70.73.63

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(suite de la France 3e superpuissance)
Ressources, économie des 43 pays d'expression française. Droit de la mer... les zones maritimes sont bien des prolongements « terrestres » des Etats riverains (France 2e domaine maritime mondial). Structure des Etats d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, carrefours francophones (40 missions, ACCT (40 membres) et la planète UDEF. Atlas des Etats de langue française : 43 cartes. 250 p., 98 F.
Franco chez l'éditeur :
MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEIL-SUR-LAYON
(Tome I épuisé. Les 2 tomes 140 F franco)

Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS NON CONVENTIONNEL

مكتبة من الأصل



L GORBATCHEV
ête de l'URSS

Météosat, Spot, ERS-1...
Jamais planète n'a eu autant besoin
de notre sens de l'observation.

Couche d'ozone en danger, effet de serre, climats perturbés... Jamais la Terre n'a eu autant besoin d'attention. Grâce à l'Agence Spatiale Européenne, l'Europe vient de lui offrir un moyen de mieux la connaître pour mieux la protéger: ERS-1. En coopération avec Dornier, Matra Marconi Space a fourni l'essentiel du satellite. Sa plate-forme est directement issue de celle de Spot. Grande première technologique, ses radars permettront à ERS-1 de se consacrer presque exclusivement à l'étude de notre environnement, de jour comme de nuit, même à travers les nuages. Avec Météosat, Spot, ERS-1 et bientôt Hélios, Matra Marconi Space possède une expérience et un savoir-faire uniques en Europe dans le domaine des satellites d'observation.

MATRA MARCONI SPACE

EUROPE

YOUGOSLAVIE

Le président accuse l'armée de soutenir les autonomistes serbes

Le président yougoslave, le Croate Stipe Mesic, a accusé, dimanche 18 août, l'armée fédérale d'être entrée *« sans autorisation »* la veille à Okucani, une petite ville de Slavonie occidentale (Croatie), à 250 kilomètres à l'ouest de Belgrade, où de violents affrontements se sont produits ces derniers jours entre Croates et Serbes.

Cette déclaration à la presse du numéro un de la présidence fédérale, qui est, aux termes de la Constitution, également commandant en chef de l'armée, illustre la profonde confusion régnant à tous les échelons de l'autnrité, tant fédérale que républicaine ou locale. *« Mon maintien au sein de la présidence yougoslave confère une légalité à la sale guerre qui se livre en Croatie »*, a déclaré M. Mesic, ajoutant *qu'il ne* prendrait plus part aux travaux de la présidence *« si l'armistice échoue »*. Il a insisté pour que la direction collégiale du pays *« nomme l'agresseur »* qui n'est antre, selon lui, que la Serbie. Dénonçant la devise du régime du président nationaliste serbe Slnbodan Milosevic selon laquelle *« tous les Serbes doivent vivre dans un seul Etat »*, M. Mesic a estimé qu'elle n'était qu'un prétexte à la Serbie *« pour s'approprier des territoir«s croates »*.

M. Mesic, qui avait convoqué samedi 17 août, à la demande du gonvernement croate, une réunion d'urgence de la présidence pour examiner la situation à Okucani, a souligné dimanche que la commission fédérale pour le contrôle dn cessez-le-feu *« devra établir l'état de fait »* et *« appeler à répnndre tous ceux qui ont recouru à la force armée sans autorisation »*. La situation en Croatie, nù le cessez-le-feu du 7 août est violé quotidiennement, s'est encore compliquée avec les vinlents affrontements d'Okuenni. Les échauffourées dans cette ville, à population mixte serbe et croate, ont fait deux morts, une trentaine de blessés dans les deux camps et un nombre indéterminé de prisonniers, selon diverses sonrces. D'après un bilan donné samedi soir par la télévision indépendante Yutel, plus de vingt personnes ont été tuées en Croatie depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Fin de la mission de la CEE

L'agence yougoslave Tnnjug nvait indiqué qne l'armée avait participé à Okucani, samedi vers midi, à des négociations avec les belligérants serbes et croates avant qu'une longne colonne de blindés et autres véhicules militaires n'entre dans la ville en début d'après-midi, alors que les armes s'étaient tues. Le ministre croate de l'intérieur, M. Ivan Vekic, a, quant à lui, affirmé samedi soir que l'armée avait *« attaqué directement les forces de lo police croate »* à Okucani et que des tirs d'nrtillerie étaient partis du territoire de Bosnie-Herzégovine, à hauteur de la localité de Stara Gradiska, à 20 kilomètres d'Oknçani. Il a nuvertement accusé l'armée de *« participer directement aux combats du côté serbe »* et affirmé que la Croatie *« n'abandonnera pas Okucani »*, devenue un symbole de la résistance croate aux aspirations autonomistes serbes. M. Vekic n également annoncé une nnnvelle mobilisation de policiers d'active et de réserve *« qui seront déplnyés dans les secteurs de crise »*.

Une colnnne de plnsienrs dizaines de chars de l'armée yougoslave était bloquée dimanche en fin de journée à quelques kilomètres d'Okucani. Les Croates ont fait sauter un pont sur la rivière Strug, à 3 kilomètres environ au sud de l'autoronte reliant Zagreb, la capitale croate, à Belgrade, pour stopper l'avancée de l'armée. Les Croates s'attendaient, dans la soirée, à une nouvelle attaque dès que les chars de l'armée fédérale auront repris leur progression. La situation restait confuse à Okucani même, et la zone était survolée à basse altitude par des avions militaires.

D'autre part, l'émissaire de la CEE, M. Henry Wijnaendts, ambassadeur des Pays-Bas à Paris, a achevé, dimanche soir, sa troisième mission de bons offices en Yougoslavie, au cours de laquelle il a insisté auprès de ses interlocutenrs sur *« l'extrême urgence »* d'ouvrir des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. M. Wijnaendts a déclaré qu'il avait fait part à ses interlocuteurs de la disposition des Douze à organiser une conférence internationale sur la Yougoslavie. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

MEXIQUE

L'opposition dénonce les nombreuses irrégularités du scrutin

Avant même que ne soit publiés les premiers résultats des élections du dimanche 18 août, l'opposition a dénoncé de nombreux cas de fraude. Les responsables du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929, ont accusé l'opposition d'exagérer ces irrégularités pour embarrasser le président Selines qui avait fait adopter de nouvelles règles pour esnurer le transparence des élections.

SAN-LUIS-POTOSI

de notre envoyé spécial

Malgré les garanties données par le président, malgré la présence d'observateurs indépendants et les mises en garde de l'Eglise catholique, les *« plus importantes élections de l'histoire du Mexique »* se sont déroulées dans un climat marqué par de multiples dénonciations de fraude en faveur du PRI. Les protestations les plus véhémentes ont *été enregistrées dans les deux Etats* du centre du pays – San-Luis-Potosi et le Guanajuato – où les chances de succès de l'opposition restent les plus élevées, comme dans le district fédéral de Mexico.

En l'nbsence de résultats suffisants pour déterminer la tendance aux petites heures de ce lundi, rien ne permettait de confirmer l'ampleur de la victoire du PRI dans ces élections pour le renouvellement des cinq cents députés de la Chambre fédérale, de la moitié du Sénat et, dans six Etats sur trente et un, du poste de gouverneur et des Parlements locaux.

Dès l'ouverture des bureaux de vote, les *« brigades vnlantes »* de l'opposition commencèrent à signaler les nombreuses *« irrégularités »* constatées dans l'ensemble de l'Etat de San-Luis-Potosi. Selon M. Salvador Nava, candidat unique des trois principales formations d'opposition – de droite et de gauche – au poste de gouverneur, *« il s'agit, une fois de plus, d'un processus électoral totalement frauduleux qui fait appel aux méthodes traditionnelles du PRI : refus de reconnaître les représentants de l'opposition dans les bureaux de vote, intimidation de paysans transportés par le PRI jusqu'aux urnes, infiltration d'électeurs non-inscrits dans les circonscriptions et bourrage d'urnes »*.

M. Nava espère cependant ne pas revivre les événements qui, il y a exactement trente ans, le privèrent déjà de la victoire, provoquant la mort d'une douzaine de ses partisans. A l'époque, le pouvoir et le PRI n'étaient pas disposés à accepter la moindre brèche dans leur contrôle absoln de la fédération. *« Je ne crois pas,* dit-il, *que nous revivrons la situation dramatique de 1961 quand nous avons été occupés par plus de huit mille soldats appuyés par des blindés. »*

L'endece de M. Nava, aujourd'hui âgé de soixante-dix sept ans, lui avait valu un séjour en prison et des mauvais traitements. Après quelques années de silence, il décida de reprendre la tête du mouvement «naviste» et remporta les élections municipales en 1982, reprenant ainsi la mairie de San-Luis-Potosi.

L'élection à la présidence, en 1988, de M. Salinas allait se traduire par une amélioration des relations entre l'Etat rebelle et la fédératinn. *« Je ne crois pas que le président, qui m'a reçu l'an dernier pour connaître mes intentions,* affirme M. Nava, *appuie la fraude organisée par des autorités inférieures. Du moins, j'espère ne pas me tromper. »*

BERTRAND DE LA GRANGE

SALVADOR

M. Perez de Cuellar invité par Washington et Moscou à intervenir dans les négociations de paix

Le secrétaire d'Etat américain James Baker et son bomologue soviétique Alexandre Bessmertnykh ont adressé une lettre commune au secrétaire général des Nations unies, lui demandant d'intervenir pour faire avancer des négociations de paix au point mort au Salvador, a affirmé le *New York Times* dans son édition du samedi 17 août. Dans cette lettre, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique indiquent, selon le quotidien, qne l'engagement direct de M. Javier Perez de Cuellar conférera à ces négociations – commencées en mai 1990 sous l'égide du diplomnte péruvien Alvaro de Soto, représentant l'ONU – *« un sens d'urgence et de priorité essentiel à leur succès »*. Les combats entre les forces de l'ordre et la guérilla ont fait quatre morts la semaine dernière, selon l'armée. Une grenade lancée par nn soldat salvadorien dans un *bal à Los Amates a tué six* personnes et blessé qnatre-vingts autres. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le gouvernement annonce la libération de plus de trois cents militants islamistes

ALGER

de notre correspondant

Trois cent vingt neuf militants islamistes, emprisonnés depuis le 5 juin, devaient être élargis, dimanche 18 août, a annoncé, samedi soir, le gouvernement de M. Sid Abmed Ghozali. Cette mesure de clémence, visiblement destinée à apaiser le Front islamiste du salut (FIS), ne concerne, toutefois, que les personnes faisant l'objet d'internements administratifs préventifs, c'est-à-dire n'ayant pas encore été inculpées. Elle ne protège pas les bénéficiaires *« d'un nouvel internement, au cas où l'instruction judiciaire révèle qu'ils ont commis des crimes ou délits »*, souligne le gouvernement.

Les autorités militaires, chargées de l'application de l'état de siège, ont rappelé, à plusieurs reprises, que les poursuites judiciaires entamées contre les dirigeants du FIS, notamment MM. Madani et Benhadj et leurs six compagnons du Majliss Es-choura, iront jusqu'à leur terme. Ceux-ci sont toujours en détention dans une caserne de Blida, à cinquante kilomètres de la capitale.

Ces derniers jours, des rumeurs circulaient avec persistance dans les milieux de la mouvance islamiste sur un possible et proche élargissement des leaders du FIS. C'était faire fi des femmes mises au point des militaires, au moment où une polémique s'est engagée, par médias interposés, sur la natnre des délits reprocbés aux dirigeants islamistes incarcérés : délits d'opinion ou de droit commun ? Les libérations annoncées *risquent de ne pas suffire, en tout* cas, à convaincre le FIS de participer au deuxième forum entre le gouvernement et les partis, prévu le 22 août. – *(Intérim.)*

ESPAGNE : après la mort de trois *membres présumés de l'ETA*

Violents affrontements au Pays basque entre manifestants et forces de l'ordre

De violents affrontements ont opposé policiers et manifestants basques sympathisants de l'ETA, dimanche 18 août, au Pays basque espagnol après la mort, la veille, de trois membres présumés d'un commando de l'organisation indépendantiste, tués par la garde civile. Les trois hommes ont trouvé la mort alors que les services spéciaux de la garde civile (GAR) prenaient d'assaut la villa où ils s'étaient retranchés à Saint-Sébastien, en plein centre de la ville. La violente fusillade a duré plusieurs heures. Une quatrième personne, une jeune femme, a été blessée et arrêtée. Deux policiers ont également été blessés. La veille, quatre personnes avaient été arrêtées à Saint-Sébastien et dans la ville voisine de Renteria. Selon la police, cette opération a permis le démantèlement du *« Commando Donosti »*, en activité depuis juin 1989 et accusé de quatorze attentats au cours desquels treize personnes ont été tuées. – *(AFP, Reuter.)*

IRLANDE DU NORD : menacés par l'IRA

Deux hommes se sont retranchés dans la cathédrale de Newry

Deux Irlandais dn Nord auxquels l'IRA avait ordonné de quitter le pays se sont réfugiés samedi 17 août dans la cathédrale catholique de Newry. L'armée républicaine irlnndaise avait exigé la semaine dernière le départ de six habitants de la ville frontalière entre les deux parties de l'île, accusés d'avoir eu *« un comportement inacceptable »*. Quatre d'entre eux ont nbtempéré. Les deux autres, MM. Liem Kearns et David Madigan, ont refusé de se soumettre, bien qu'ils risquent le châtiment des *« traîtres »*, une balle dans le genou. Une manifestation de soutien en leur faveur a eu lieu dimanche. La police, la classe politiqne et les milieux religieux d'Ulster ont multiplié les appels au calme alors que la semaine passée a connn un regain de violence qui a causé la mort de huit personnes, dont un soldat britannique, tué par l'IRA. – *(Reuter, AFP.)*

ITALIE

Les derniers réfugiés albanais ont été expulsés

Les autorités italiennes ont rapatrié de force, samedi 17 et dimanche 18 août, les 2 500 réfugiés «irréductibles» albanais, qui demandaient le statut de réfugié politique. Plus de 500 déserteurs de l'armée, dont le gouvernement affirme avoir obtenu des autorités albanaises des assurances sur leur sort, faisaient partie de ce dernier cnntingent. Les opérations de rapatriement vers Tirana des réfugiés albanais, qui, le 13 août dernier, avaient été envoyés par petits groupes dans quatorze régions italiennes, se sont déroulées sans difficultés et dans la plus grande discrétion.

Alors que ces réfugiés avaient réussi pendant près d'une semaine à rester à Bari, faisant craindre une résistance violente et obtenant des autorités un *« accueil provisoire »*, ils ont pu, une fois dispersés à travers toute l'Italie, être mis dans les nombreux avions réquisitionnés par le gouvernement. Les quelque 120 irréductibles demeurés près de Bari ont d'abord refusé de sortir de leur centre d'accueil, et ce n'est qu'après leur avoir montré une fausse lettre du préfet affirmant qu'ils allaient être transférés à Florence que les carabiniers ont pu leur faire accepter de partir.

Le ministère de l'intérieur italien a déclaré qn' *« un approfondissement de la situation des irréductibles à la lumière des lois de notre pays, des conventions internationales et des déclarations du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés a permis de confirmer l'absence absolue de motif valable à leur prétention, purement arbitraire, de rester en Italie »*. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : libération d'un délégué du CICR prisonnier de moudjahidines.** – M. Alexandre Ghelew, délégué suisse du Comité International de la Croix Rouge, enlevé le 6 août dernier an nord de Kaboul, a été libéré dimanche 18 août, a annoncé un porte-parole du CICR. M. Ghelew nvait été enlevé par un groupuscule de l'nppnsitinn afghane alors qu'il transportait un blessé. – *(AFP, AP.)*

□ **BANGLADESH : libérntion d'un vétéran de la guerre d'indépendance.** – La Cour suprême dn Bangladesh a ordonné dimancbe 18 août la libération de M. Kader Siddiqi. De retonr d'exil en décembre 1990, le commandant Siddiqi était emprisonné depuis le mois de janvier. Vétéran de la guerre d'indépendance de 1971, il avait fui le pays après avoir été condamné à sept ans de travaux forcés pour l'assassinat de soldats impliqués dans le coup d'Etat qui renversa en 1975 Cheik Mujimur Rahman, le premier président du pays. – *(Reuter.)*

□ **INDE : suicide de douze séparatistes tamonls sri-lankais.** – Dnuze personnes soupçonnées d'appartenir aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE, principal groupe séparatiste tamoul du Sri Lanka) se sont donné la mort, samedi 17 août, au moment où la police investissait deux villages du Karnataka (sud du pays) où ils se cachaient, a-t-on appris de source officielle. La police a lancé une vaste opération contre le LTTE, sonpçonné d'avoir commandité l'assassinat, le 21 mai dernier, de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. – *(AFP.)*

□ **IRAN : vinlente manifestation contre le régime.** – De *« violents incidents »* ont opposé jeudi les forces de l'ordre à des habitants d'une localité de l'ouest de l'Iran et ont été suivis vendredi par nne manifestation de soutien au régime organisée par les responsables politiques et religieux locaux, a rapporté, samedi 17 août, la presse iranienne. Des oppnsnnts au régime islamique ont pris part à ces affrontements, qui nnt eu lieu à Nadjaf-Abad (ex-Zour-Abad), nne banliene de Zanjan, ville située à 320 kilomètres à l'ouest de Téhéran. Aucune indication n'a été fournie sur le nombre des personnes impliquées dans ces incidents. – *(AFP.)*

□ *ISRAEL : quatre Palestiniens* tués dans les territoires occupés. – Qnatre Palestiniens nnt péri, dimanche 18 août, lors d'incidents violences dans les territoires occupés par Israël. Deux ont été tués, dans la bande de Gaza, par des Arabes qui les soupçonnaient de «collaboration». Deux autres ont été tués par des soldats israéliens en Cisjordanie. – *(Reuter.)*

□ **MADAGASCAR : l'archevêque Razafimahatratra demande le départ du président Ratsiraka.** – Devanl près de 800 fidèles réunis, dimanche 18 août, à Tananarive, l'archevêque Victor Razafimahatratra en n appelé *« à la sagesse et au courage politique de M. Le président Ratsiraka pour qu'il se retire* et *transmette le pouvoir, de manière à créer les conditions de la sérénité et de la paix sociale »*. Selon des membres de l'opposition, le chef de l'Etat anrait demandé l'asile pnlitlque aux Etats-Unis, mais aucun responsable américain n'a pu être joint pour confirmer cette information. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : une cnmmission financée par l'UNICEF va enquêter sur la mort d'« enfants-esclaves ».** – Une commission de la Coordination des droits des enfants, financée par l'UNICEF, est attendue, mercredi 21 août, dans la province de Madre-de-Dios, pour enquêter sur la mort de dizaines d'enfants forcés de travailler dans les mines d'or et dont les cadavres ont été découverts la semaine passée (*le Mande* du t6 août), a annoncé un porte-parole de cette commission. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

AFRIQUE DU SUD : selon la presse nationale

Les organisations noires pourraient être associées à la conduite de l'Etat

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Une forme de partage dn pouvoir entre majorité noire et gouvernement de la minorité blanche pourrait être *« expérimentée »* avant la tenue d'élections générales et l'adoption d'une Constitution multiraciale. C'est ce qui ressort d'un document, publié par la presse dominicale du 18 août, selon lequel, si le pouvoir central et la conduite des affaires de l'Etat doivent rester l'apanage du président De Klerk et de son gouvernement, la majorité noire pourra néanmoins disposer d'un droit de regard sur les activités de l'Etat et, en premier lieu, des forces de sécurité.

D'après une source proche des milieux officiels, le scénario pour une transition en douceur reposerait sur un principe de base : l'association des organisations représentatives de la majorité noire à l'action de l'Etat, à travers un maillage très élaboré de commissions para-étatiques, dotées de pouvoirs étendus.

Des *« commissions de paix »*, fédérées au niveau national et ayant des pouvoirs de police tels que droit de perqnisition dans les casernes et commissariats, saisie de documents (...) devraient ainsi être formées. Par ailleurs, des commissions *ad hoc*, constituées de magistrats et de hauts fonctionnaires de police, disposeront de cours de justice spéciales, habilitées à juger les crimes et délits politiques. L'ANC, le mouvement Inkatha, à dominante zouloue, et le Parti national seront représentés dans tons ces organismes. Pour couronner le tout, un secrétariat permanent de la Commission de paix nationale (NPC) devrait être créé, dans lequel la presse locale voit déjà l'esquisse d'un *« embryon de gouvernement intérimaire »*. – *(Intérim.)*

□ **CAMEROUN : saisie de l'hebdomadaire *le Messager*.** – L'hebdomadaire indépendant *le Messager*, paraissant à Douala, a été saisi, samedi t7 août, par décision des autorités, qui n'ont fourni aucun motif. Fréquemment victime de la censnre, *le Messager*, à qui la Société de presse et d'éditions du Cameroun (SOPECAM) a fermé ses portes il y a un mois, sur ordre du gouvernement, avait tenté de contourner l'obstacle en se faisant imprimer au Nigéria

□ **NIGERIA : Lagos décide de suspendre son adhésion à l'Organisation de la conférence islamique.** – Le président Babangida a annoncé, dimanche 18 août, que son pays suspendait son adhésion à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont il était membre depuis 1986.

RELIGIONS

La visite du pape en Hongrie

Jean-Paul II prend la défense des Croates et des Hongrois de Transylvanie

A la quatrième journée de son voyage en Hongrie, lundi 19 août, Jean-Paul II devait se rendre à Szombathely, dans l'ouest du pays, et présider, au Nepstadion de Budapest, un rassemblement de jeunes. Samedi et dimanche, il a largement traité le thème des minorités dans la nouvelle Europe.

MARIAPOCS
de notre envoyé spécial

Des grappes de fidèles accrochés aux balustrades, des bannières à l'image de la Vierge Marie, des couronnes de fleurs autour d'un crucifix, des théories d'évêques et d'officiants co lonrde ebasuble dorée : tout ce que l'Europe de l'Est compte de chrétientés bier persécutées, njoord'hni rennissentes, est à l'hoonour co dimancbo à Meriepocs. Condoit par les chœurs byzantins, le pape célèbre, pour la première fois au cours d'un voyage à l'étranger, la messe en rito groc, celui des Eglisos gréco-catholiques, dites « uoietes », do Roumanie, d'Ukraioe, do Tcbécnslovequie, hier rayées de la carte des pays communistes.

Mariapocs est une minuscule bourgade dans le nord-est de la Hongrie, du nom d'un sanctuaire marial peu connu. Pour traiter du drnit des minorités natinoales, c'est ce lieu quo le pape avait cbntsi, à le frnntière dc trois pays : la Roumanie à moins de 50 kilomètres ; Oujgorod en Ukraioe (Ruthénic sub-carpathique) à 100 kilomètres, et la frontière sinvaque à 60 kilomètres.

Si cnviron vingt mille Ukraioicos, quioze millc Sinveques avaient pu se déplacer facilement, les espaces réservés aux Roumains soot restés pertiellement vides. Près de quinze millc d'entre eux d'nrigioe boogroise (majoritairement de rite catholique romain) nnt pu venir de Transylvenie (Cluj, les Maramures, Blaj, Oradea), mais beaucoup ont été découragés pnr les astuces des autorités roumaines : paiement d'uoe assuraoce, triplemeot du prix du train négocié nvec l'épiscopat, etc. Certains ont préféré venir en taxi, voire à pied.

Des applaudissements éclatent quand, sur un ton déterminé, Jean Paul II prend le défense des minorités bongroises de l'étranger : *« Ces minorités ont le droit d'exister*, s'écrie-t-il, *de préserver leur culture spécifique, d'utiliser leur langue, d'avoir des relations avec des groupes qui partagent leur héritage commun de culture et d'histoire.»* Ovatioos oussi quaod il préseote Mgr Janos Szemcdi, le premier évêque ukrainien sorti do cleodcstinité, co août 1988. Il evait adressé à M. Gorbatchev une pétition, signée par une centaine de prêtres et de religieuses, réclamant la légalisation de son Eglise.

La revanche des persécutés

A ce moment, la gorge nouée, les *mains jniates serrant* un *chapelet*, de vieux fidèles ukrainiens égrènent leurs souvenirs : *« On fermait les rideoux et, molgré les menaces, on célébrait la messe à la maisnn nu dans l'appartement. »* Beaucoup de ces gréco-catholiques sorteot pour la première fois de leur pays. Le pape couvre leurs voix quand il s'adresse à la foulc en hongrois, en roumain, en ukrainien, en ruthène, en slovaque, en croate, en slovène... *« Vous avez porté la croix du Christ sur vos épaules*, dit-il. *Evêques, prêtres, religieux, laïcs, vous avez souffert pour la foi chrétienne et votre attachement à l'Eglise. »* Et il poursuit, s'adressant également aux Eglises nrthodoxes dc Rnumeoic ou de Russic ; *« Maintenant cette période noire est terminée. L'Europe est au seuil d'une nouvelle ère. Il y a un besoin urgent d'unité. Il exige des Eglises autocéphales (orthodoxes) et des autres Eglises qu'elles cherchent à se réconcilier »*.

Les « légitimes aspirations » croates

Samedi encore à Pecs, dans le sud de la Hongrie, à moins de 50 kilomètres de la Croatie, quelques ceotaioes de entholiques croates avaient franchi la frontière pour voir le pape ; ils étaient précédés de cinq évêques croates, dont celui de Zagreb, le cardinal Kuharic, ostensiblement accueilli par Jean-Paul II. *« Très chers fils croates*, a lancé le pape sous les applaudissements, *je vous assure encore une fois que je suis proche de vos légitimes aspirations. Et je renouvelle mon appel à la communauté internationale pour qu'elle vous aide dans cette heure difficile de votre histoire... »* Rien de neuf par rapport aux propos tenus é Rome lors des angélus dominicaux depuis le début de la crise yougoslave, mais Jean-Paul II ajoute qu'il souhaite se rendre *« très bientôt »* en Croatie. La surprise est grande dans la fnule. Jean-Paul II a été régulièrement invité depuis dix ans en Yougoslavie, sans suite en raison des tensions croissantes entre Croates, eo majorité catholiques, et Serbes, en majorité orthodoxes.

Devant le corps diplomatique, semedi snir, à Bodapcst, Jean-Paul II a consacré soo discours aux minorités nationales en Europe centrale. Estimant *« légitimes »* les lieos que snuhaitent garder les Hongrois *« avec leurs frères résidant dans plusieurs pays avoisinants »*, il e ajouté : *« Si les frontières sont inviolables, ne faut-il pas affirmer tout autant que les peuples eux-mêmes sont inviolables ? Entre minorités et majorités, il est urgent de dépasser les préjugés ou les ressentiments hérités de l'histoire. »*

Le soutien exprimé, au cours du même week-end, à la cause croate et à celle des Hongrois de Transylvanie ne peut pas être mis sur le même plan. En effet, l'Eglise distingue eoire les droits d'une « minorité » à exprimer sa propre identité dans un ensemble plurinationnl (comme les Hongrois en Roumanie) et ceux d'une « nation », dont elle entend encourager le processus d'accès à l'indépendanee, s'il est conforme aux règles internatiooales et à la Constitution de son pays, ce qui aux yeux de Jean-Paul II semble le cas de la Croatie, de le Slovénie ou de le Lituanie.

Coopération avec les protestants

Dimanche soir à Debrecen, deuxième ville et « capitale » calviniste du pays, le pape a été accueilli par Mgr Elemer Kocsis, président du Conseil œcuménique des Eglises hongroises, ainsi que par Mgr Laszlo Tokes, évêque calviniste de Transylvanie, qni evait joué uo rôle majeur dans le déclenchement des évènements de Timisoara.

Après avoir déploré la rigidité de la discipline catholique sur les mariages mixtes, qui heurte dans uo pays comptant une forte minorité de protestants (plus de 30 %), Mgr Kocsis a iosisté pnur que cathnliques et protestants coopèrent à la défense des mioorités natiooales. Dans le même seos, comme il l'avait fait le matin à Mariapocs avec les orthodoxes, Jean-Paul II e lancé un appel à la réconciliation avec les confessinns protestantes pour rebâtir l'Europe sur ses *« fondations chrétiennes »* : *« comme chrétiens, le meilleur service que nous pouvons rendre en ce momen: est de renouveler notre otiachement commun aux valeurs chrétiennes qui ont fondé la Hongrie et l'Europe. »*

HENRI TINCQ

JUSTICE

Pour retrouver l'assassin d'une collégienne à Metz

Dix personnes doivent donner leurs empreintes génétiques

Quatre mois d'enquête n'ont pas permis de retrouver le ou les assassins de Laurence Guillaume, retrouvée morte le jeudi 9 mai 1991, non loin de Metz. En désespoir de cause, le juge d'inotructinn, M. Albegly, a décidé de recourir à la méthode la plus sophistiquée qui soit utilisée à ce jour : l'identification *par empreintes génétiques*.

Une collégienne âgée de quatorze ans, Laurence Guillaume, a été tuée vers 1 heure dn matin, dans la nuit dn mardi 7 eu mercredi 8 mai. Elle rentrait, avec son vélomoteur, chez elle, à Servigny-lès-Sainte-Barbe, après avoir passé la soirée à la foire de Metz, en compegoie de quelques emis. Ceux-ci l'ont quitté vers 22 b 30. Le corps de Laurence sera découvert dans un champ à Rugy, à quelque dix kilomètres de snn domicile ; son blouson et ses papiers d'identité sur un parking au bord de l'autoroute menant à Nancy (*le Mnnde* du 11 mai 1991). Des témoins diront que, peu eprès l'beure où elle avait quitté la foire, soo cyclnmoteur était à côté d'uoe voiture blanche, près de laquelle se tennit un homme de forte corpulence. C'est la seule piste.

« Code à barres »

Faute du portrait-robot de l'assassin, les eoquêteurs dispose néanmoins de sa *« carte d'identité génétique »* que le laboretoire interrégiooal de police scieotifique do Lyon a pu établir à partir de prélèvements réalisés sur le corps de la victime.

Pour tenter d'élucider le mystère, le juge Michel Albagly a donc choisi de faire dresser le portrait génétique de dix personnes ayaot possédé une voiture blnnche : trois anciens amis de l'adolescente, des relations de son père, ou des hommes déjà interpellés pour des affaires de mœurs. Le père de la jeune fille sera lui-même soumis eu test. Tous, bien entendu, devroni donner leur aceord. A défeut de trouver l'assnssin, ces « témoins » pourront être disculpés de manière quasi certaine.

Tout être humain possède en effet un patrimoine génétique qui lui est propre. La technique des empreintes génétiques eonsiste, schématiquement, è visualiser sous forme de « code à barres », grâce à unc sonde ADN, certaines régions spéeifiques de ce patrimoine. L'identification se fait à partir de prélèvements de eellules « à noyau », sang, sperme, fragments de peau ou cheveux. Les scientifiques, en l'occurreoce, pourroot compnrer les résultets obtenus pour les dix « témoins » soumis au test à la « carte d'identité génétique » de l'assassin. La probabilité de trouver dans le moode deux individus possédant le méme code étant infime, de 1 sur 50 millions, au pire.

Les analyses, bien sûr, prendront du temps. Un examen complet demande deux mois. Et l'énigme ne sera, partiellement, résolue que si les prélèvements ont été faits *dans de bonnes conditions (l'ADN* craint la chaleur et l'humidité).

Eo tout état de cause, cette méthode, utilisée en matière de police scieotifique pour la première fois en Grande-Bretagne en 1987, ne désigne pas un coupable. Elle permet seulement de sortir du nombre un suspect numéro un. L'coquête et la justice reprenoent ensuite leurs droits. Avec un dossier plus étayé.

S. D.

Les paradoxes de la restitution des biens d'Eglise

KALOCSA
de notre envoyé spécial

La rue principale de Kalocsa ne porte plus le nom d'Etienne-Ier, le fnndeteur de l'Etet hongroia. Cnmma beaucoup d'autres avenues à travers *le pays, elle a* été rebaptisée et s'oppelle désormsis « evenua Saint-Etienne » ... Un chongement hautement symbolique, à l'image de cette ville de vingt mille habitants.

Kalocaa, la copitele du paprike, située à une centaine de kilomètres au sud de Budapest, au pied de la puszta magyar, e toujours été un important centre épiscopal de le Hongrie. Et même après une parenthèse de quarante ans de régime athée, cet héritage historique refait surface. L'Eglise catholique oe réveille et pourrait, théorlquement, récupérer la moitié daa bâtiments du centre-ville.

Pratiquement tous les immeubles de la rue principale appartenaient, avant guerre, à l'nrchevêché. Les communistes ont tout confisqué. Au total : quarante-cinq bâtiments. Aujourd'hui, ils abritent (entre autres) huit des dix écoles primalras, l'unique centre culturel, le musée et les archives de la ville, le maison des partis, un hôtel, une braaserie et des lngements aocinux. Et toute catte infrestructure municipale est désormeis mnnecée. A Kelncee comme ailleurs, l'incertitude est dn mise. Le Parlement hongrois, dominé par les trois partis de la coalition *conservatrice au pouvoir*, e adopté, le 10 juillet dernier, una loi autnrlaent leo Eglisea à reprendre leura anciennes propriétés, à l'exception des biens fonciers. Une loi approuvée un mois seulement avant l'*arrivée* de Jean-Paul II en Hongrie...

Gusztev Török, msire de Kalocsa et membre du principal parti d'opposition, l'Alliance des démocrotes libres, s'efforce d'être le plus diplomate possible. Il insiste sur les *« très bons rapports »* qu'il entretient avec l'archevêque. Mais derrière cette courtoisie de façade, se cache une réelle inquiétude. Pour l'instant, l'Eglise modère ses revendications et avance à petits pas. Elle a déjà repris le contrôle d'un jardin d'enfants, transformé en établissement catholique. Et, dès la rentréa, une religieuae eere nommée directrice adjointe de l'une des écoles primaires. Dans quatre ans, l'école passera, elle aussi, sous le tutelle de l'Eglise. La décision a semé un vent de panique chez les instituteure ! En guise d'opaisement, l'archevêché s'est engagé à garder les enseignants qui acceptent le nouvel « esprit » de l'école.

Les municipalités expropriées

Jusque-là, pas de problème. Mais les négoeietions se corsent. L'Egliae veut également récupérer le centre de redressement pour odoloecents de la ville, jadis propriété des jésuites, dans le but d'ouvrir le premier Institut de formation des enseignnnta religiaux sn Hongrie. Pour le hiérarchie catholique, inquiète de l'absence de relève, c'est une priorité absolue. Mais la municipalité rechigne à abandonner ce bâtiment.

L'archevêque de Kalocsa, Mgr Laszlo Danko, se montre pragmatique : *« Nos propriétés ont été collectivisées en vingt-quatre heures. Mais ce serait mal vu de tout réclamer tout de suite »*. D'oillaurs, rien na presae. Au terme de le loi, les différentes Eglises nnt dix ens pour demander le retour da leurs bianc. Elles peuvent récupérer lee bâtiments à daux conditinns : prouver qu'elles étaient propriétaires des lmmeubles eprès la guerre et s'engager à les utiliser uniquement pour dee beaoins ecclésiastiques.

Aucun inventaira official n'a encore été dressé, meis l'Eglise catholique, de loin la plus importanta des troia enmmunautés chrétiennes de Hongrie (avec les calvinistes et les luthériens), disposeit d'un ênnrma paetnle avant guerre. Plus de dix mille demandes de restitution ont été adreesées au gouvernement dapuis le débat de l'année. Toutes les agglomérations hongrnises sont concarnénn ; le faculté de médecine de le ville de Szeged sera prochainement transformée en maison dae associatlona catholiquea. Un camp d'été de l'Ecole des beaux erts, près du lac Balaton, ve hientôt être remis aux scouts. A Budapest, environ cent soixante bâtiments, y compris ceux qui abritent les ambassades d'Iren et da Corée du Nord, sont convoités. Toutes las Eglisas traditionnelles ainsi qu'une quarantaine d'ordraa religieux ont formulé des ravendlentiona. Même las adaptes de Krishna et les Témoins de Jéhovah réclament des édifices !

Gueztav Török, in meire de Knloesn, aat formel. *« Si l'archevêché insiste pour reprendre le centre culturel et la maison des partis*, dit-il, *nous serons obligés de demander des dédommagements à l'Etat pour construire d'autres bâtimants »*. Il vient de mettre le doigt sur l'un des plus grenda paradoxes de la nouvelle loi. L'Eglisa, qui réclame le retour de ses propriétés au titre de *« réparation historique »* ae met, à son tour, à exproprier des municipalités !

Dans l'immédiat, l'archevêché ne réclame que cinq bâtiments mais n'exclut pas d'en demander d'autres *« par la suite »*. Cette tactique da grignntage crée un climet de melaise et d'incertituds permanant. Fatalistes, les habitants da Kalocsa eaaistent à ces trenoferts de propriété sans broncher. *« Les communistes ont puni notre ville car elle était un centre religieux*, reconte un journaliete locel. *Aujourd'hui, c'eet nntre deuxième punitinn. La ville va être privée de bâtiments dont elle a besoin »*. Mais à Kalocsa, il reste un obstacle que l'Egliae n'a pas encore réussi à surmonter : le retrait du monument aux morts soviétiques, situé à deux pas seulement du oiège de l'archevêché...

YVES-MICHEL RIOLS

La communauté juive critique l'attitude du clergé sous le nazisme

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Un incident a marqué la rencontre, dimanche soir 18 août, à la nonciature apostolique de Budapest, entre le pape et une dizaine de représentants de la communauté juive hongroise, qui compte environ 150 000 membres, délégation dirigée par M. Peter Feldmajer, président. Dans un texte lu en polonais par un rabbin, M. Peter Kardos, le communauté juive a déploré que *« les chefs de l'Eglise catholique en Hongrie, en ce temps* (celui de la seconde guerre mondiale), *n'ont pas dénoncé publiquement la déportation de centaines de milliers de juifs »*. (600 000 juifs hongrois ont disparu dans le génocide).

Conformément aux usages, ce texte avait été adressé au Vatican avant d'être prononcé et, dimanche matin, un appel de la secrétairerie d'Etat demandait aux responsables de la communauté juive hongroise de retirer cette phrase. Après discussions, le texte original a été maiotenu.

En conséquence, le pape a cru bon d'ejouter à son discours : *« Je voudrais rappeler que les représentants de l'Eglise catholique ici en Hongrie, aussi bien que dans d'autres pays, ont tout fait pour défendre les juifs, selon les possibilités permises par les circonstances. »* Et il e cité comme exemple le rôle de Mgr Angelo Rotta, nonce de Pie XII à Budapest, qui fut chassé par les communistes en 1947, et celui de Mgr Apor, archevêque d'Eger. Jean-Paul II s'est également inquiété de *« voir ressurgir et se diffuser* (en Hongrie) *des sentiments, des attitudes et des initiatives antisémites »*.

H. T.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

EN BREF

□ **Un berger opposé à la chasse tué à Castellar.** – Les gendarmes de Menton qui eoquêtent sur la mort du berger de Castellar (Alpes-Maritimes), tué samedi 17 août dans un guet-apens, ont remis en liberté, dimanche 18 août, les personnes mises en garde à vue, après vérification de leur emploi du temps. Pierre Lescheria, trente-trois ans, nvait été blessé à coups de chevrotioes puis achevé à coups de crosse, alors qu'il allait rejoindre son troupeau à moto. Il s'était plaint récemment, dans un bulletin associatif local, de menaces de mort è la suite ootamment de sa décision d'interdire l'accès de ses terrains aux chasseurs. Le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) a souligné, dans un communiqué, *« l'urgence de démasquer les assassins »*.

o **Un tireur fou assassine huit personnes dans un centre commercial australien.** – Avant de se suicider, un chauffeur de taxi âgé de trente-trois eos, a déclenché samedi 17 août, dans un centre commercial de la banlieue de Sydney, une tuerie dans laquelle huit personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessées. Les premiers éléments de l'enquête n'ont pas permis à la police de trouver nne explication au geste du forcené. Le premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud, M. Niek Greiner, a décidé, lnndi 19 août, d'interdire à la vente des armes semi-automatiques du genre *SKS, déjà prohibées* dans d'autres Etats à la suite d'incidents semblables. – *(Corresp.)*.

□ **Une essence « propre » pour les grandes villes américaines.** – Des représentants de l'industrie pétrolière et des principaux groupes de défense de l'environnement ont signé, veodredi 16 août, à Wasbiogtoo, un accord pour le mise sur le marché d'unc *« essence propre »* visant à réduire de 15 % la pollution automobilc dans les principales villes des Etats-Unis, d'ici à 1995. Le nnuveao carburant sera plus nxygéné avec des teux plus faibles de benzèoe et de métaux lourds. Cetle *« essence propre »*, disponible dès l'hiver prochain dans quarante et une villes les plus tnuchées par la pollution, coûtera eviron *cinq cents* (environ 30 centimes) de plus par gallon (3,8 litres). Le surcoût est destioé à finaocer les 3,5 milliards de dollars nécessaires pour edapter les raffineries à ce nnuveau carburant. – *(AFP, UPI.)*

□ **Un ouragan touche la côte américaine de Caroline dn Nord.** – L'ouragan « Bob » a touché la côte de Caroline du Nord, où, dimanche 18 août dans la soirée, des vents de 185 km/h ont endommagé des lignes électriques et causé des inondations. Des régions balnéaires fréquentées de la région avaient été évacuées dimanche, et les accès eux îles du littoral fermés. Selon les *spécialistes* de la météo, « Bob » devait remnnter vers le nord, pour retoucher la côte à Cape Cod (Massachusetts) lundi soir. Il ne devrait pas atteindre le force de l'ouragan « Hugo » qui evait dévasté les Caraïbes et les Caroline en septembre 1989. – *(AFP)*.

□ **Séismes snr les côtes américaines.** – Une série de tremblements de terre d'intensité variable a secoué les côtes américaines samedi 17 août. Les secousses ont été ressenties dans le sud du Chili, nu nord-ouest du Venezuela (endommageant une centaine d'habitations) et aux Etats-Unis, dans les Etats de Californie et d'Oregoo, provoquant glissements de terrnin et coupures de réseaux électriques. Aucune victime ne serait à déplorer. – *(AFP.)*

□ **Une femme de soixante-quatre ans retrouvée morte dans une décharge de l'Isère.** – Une femme de soixante-quatre nns a été retrouvée morte, dimanche matin 18 août, dans la décharge publique de Chimilin (Isère), à une trentaine de kilomètres de Grenoble. Le corps, nu, de la victime, dont l'identité n'a pas été révélée, portait de nombreuses traces de coups.

Droit-Eco
ça se prépare
Stage de pré-rentrée : 2 septembre
Quatre semaines pour réussir son année de fac
IPEC Quartier Latin Institut Privé
Tel 46 33 81 23 ou 43 29 03 71

SPORTS

ALPINISME : un record controversé

Une fillette de sept ans au sommet du mont Blanc

Valérie Schwartz, une fillette de sept ans, de nationalité suisse, est devenue, mardi 6 août, la plus jeune alpiniste à avoir réussi l'ascension du mont Blanc (4 807 mètres). Son «exploit», largement médiatisé, suscite la réprobation quasi unanime des spécialistes de la haute montagne.

GRENOBLE
de notre bureau régional

A quand un accouchement sur le «toit de l'Europe»? Cela aurait le mérite de couper court à la surenchère... Un record vient en effet d'être établi, *qui laisse perplexe* : la plus jeune montagnarde au sommet du mont Blanc s'appelle Valérie Schwartz et elle n'a que sept ans. Partie lundi 5 août de Chamonix, avec une cordée formée de ses parents et d'un guide de haute montegoe, elle a fait étape au refuge du Goûter (3 863 mètres), avant de reprendre l'ascensioo, mardi matin, vers 3 heures. Parvenue à la cime à la mi-journée, elle en est redescendue en deux jours, par le refuge des Grands-Mulets (3 051 mètres). « *En pleine forme* », insiste son père.

La meilleure « perfnrmsnce » restait jusqu'alors celle de la Haut-Savoyarde Cristel Bochatay. En 1975, elle avait effectué la course à l'âge de huit ans. Du moins évoluait-elle dans son environnement naturel, pour o'être autre que la fille du gsrdien du refuge du Goûter. Valérie, qui pratique la randonnée à ski depuis ses cinq ans et qui, quelques jours plus tôt, avait gravi le mnnt Blanc du Tacul (4 248 mètres), bénéficiait, elle aussi, d'une préparation très poussée, fait valnir son père, M. Georges Schwartz, médecin à Genève. Dans les milieux de la montagne, la condamnation n'en est pas moins générale.

« Les rares études sur le sujet concluent que les enfants sont mal adaptés à la haute altitude », indique M. Jean-Pierre Herry, médecin de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (ENSA) de Chamonix et présideot de ls eommlssion médieale de la Fédératinn française de la montagne et de l'escalade (FFME).

La question de la limite

Aux troobles physiologiques encourus, poursuit-il, s'ajoutent les *risques objectifs – depuis le début* de l'année, vingt-sept personnes ont trouvé la mort dans le massif du Mont-Blanc – devant lesquels les enfants sont plus démunis. *« Nous sommes outrés*, renehérit un homme du Pelotnn de gendarmerie de haute *montagne* (PGHM) de Chamonix. *On sait combien l'organisme se fatigue dons une telle ascension. Pour un gosse, c'est abnminnble. Il est lnmentoble qu'un guide s'y soit prêté. Quant au père, à la limite, il pourrait être poursuivi pour mauvals traitements à enfant. »* La *question* soulevée est hien celle de la limite.

Or, il n'existe eo la matière aucune règlementatinn. *« Nous pourons essayer de dissuader un client d'entreprendre une telle expédition, pas le lui interdire »*, souligne M. Daniel Meot, guide-chef de la Compagnie des guides de Chamonix. En 1987, cependant, le PGHM n'avait pas hésité à barrer le chemin à un alpiniste polonais, parti à la conquête du mont Blanc, snn fils de deux ans snr les épaules.

« Valérie était heureuse, au sommet », assure son père qui est médecin. On le croit volontiers. Sa motivatioo eût paru plus convaincante, pourtant, si, de retour dans la vallée, il o'avait promptement alerté les médias, livrant à une chaîne de télévision les images de ce booheur-là. Plus discret, on l'eût trouvé plus authentique. Offert en spectacle, il devenait grimsce de cirque, fût-il le grand cirque blanc.

PIERRE LE HIR

VOILE : le Tour de France

L'hôpital prend la mer

La neuvième étape du Tour de France à la voile a été remporté par le voilier La Ciotat-SAEM, dimanche 18 août, à Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). A l'issue de cette étape, un triangle olympique disputé sur 40 milles, La Ciotat-SAEM occupe toujours la première place du classement général devant *Défi Français-America's Cup 92*. Cette treizième édition du Tour de France est marquée par la participation d'un équipage féminin représentant l'Hôpitel public de France.

« Où sont las filles ? ». Aux étapes, les curieux arpentent les *pontons* à laur recharcha. Ellas voleraient presque la vedette aux vainqueurs. Seul équipage exclusivement féminin de cette treizième édition du Tour de France à la voile, le voilier *Hôpital public de France* fait son petit effet. A chaque escale, c'est le cocktail obligatoire à l'hôpital ou à la mairie. Au départ, à Dunkarqua, mille deux cents «hospitaliers» étaient venus souhaiter bon vent à leurs «collègues».

Dans un milieu de la voile où les femmes restent l'exception, les «hoapitaliàrea» ae débrouillant plutôt bien. Arrivées deuxièmes à l'escale de Saint-Malo, cinquièmes à Saint-Cyprien, dimanche 18 août, elles ont cessé de faire sourire leurs concurrents masculins. *«Au début, on ne nous prenait pae au sérlaux et certains nous croyaient là pour faire de la figuration»*, explique une équipière, surveillente de bloc. Laborantines, infirmières, médecin-anesthésiste, secrétaire médicale, kiné ou manipulatrice radio, certaines n'avaient pourtant jamais mis les pieds sur un bateau.

Sur 619 candidatures féminines recueillies à travers la France, seul vingt et une ont pu être retenues. Le choix de régatières expérimentées pnur lae *ancadrer*, evac Christine Briand comme skipper et Marit Soderstrom, emmma taeticienne, ainsi qu'un entraînement de haut niveau au centre national de voile de La Rochelle, pendant cinq semaines, a permis de mettre tout le monde dans le bain.

Grincements de dents

«J'ai remarqué tout de suite qu'allaa étaient habituées à effectuer des gestes précis au sein d'une équipe, expliqua leur entraîneur, venu les encourager. *C'était agréabla. D'autant plus qu'elles n'avaient pas la grosse tête ce qui n'est pas toujours le cas des équipages de professionnals »*. En participant au Tour de France à la voile, le Comité de gestion des œuvres sociales des établissements hospitaliers publics (CGOS) et la Fédération hospitalière de France (FHF) ont souhaité promouvoir l'hôpital public ainsi qua son personnel. L'opération ne s'est pas faite sans grincements de dents. Dans un communiqué récent, la Fédération de la santé et de l'action sociale de la CGT *dénonça « cetta opération de marketing de prestige »* organisée *«au détriment des activités sociales »*.

Le budget de trois millions de francs consacré à l'opération a été financé pour un tiers par le CGOS qui dispose d'un budget annuel de plus d'un milliard de francs. Les deux autres tiers se répartissent antre différentes entreprises privées et la FHF.

« Le bateau peut sembler un luxe inutile par rapport au problème financiar que rencontre l'hôpital mais on n'a pas le droit de condamner un service public à rester repliar sur lui-même, estime Jacques Taglang, directeur du CGOS. *Notra objaetif principal était de montrer à l'ensemble des agents hospitaliers, at principalamant des femmes qui constituent 80 % des effectifs, qu'on pouvait faire parler d'eux autrement que sous des aspects problématiques »*.

MARTINE LARONCHE

AUTOMOBILISME : championnat du monde des voitures de sport

Jaguar par K.-O. sur le «Ring»

Jaguar a réussi son deuxième doublé de la saison, dimanche 18 août aux 430 kilomètres du Nürburgring, cinquième manche du championnat du monde des voitures de sport. Le Britannique Derek Warwick qui a signé sa troisième victoire, e devancé de moins de cinq secondes son coéquipier italien Teo Fabi. Les deux pilotes Jeguer ont été relayés à tour de rôle par l'Australien Devid Brabham. Les abandons des deux Mercedes et des deux Peugeot permet à Jeguar de se détacher au classement du championnat du monde.

LE NÜRBURGRING
de notre envoyé spécial

Les nostalgiques du grand «Ring», le légendaire circnit du Nürburgring n'étaient pas, dimanche 18 août, au rendez-vous allemand de la cinquième manche du championnat des voitures de sport. *« L'ancien circuit, unique en son genre, était le plus grand défi qu'un pilote automobile puisse relever »*, se souvient le Finlandais Keke Rosberg, ancien champion du monde de formule 1, revenu à la compétition chez Peugeot. En 1976, l'Autrichien Niki Lauda evait failli périr carbonisé sur *cette route* de campagne de 22 kilomètres, serpentant dans les forêts de l'Eifel. Aujourd'hui, pour 13 deutsche marks de droit d'entrée, nombreux sont encore les Allemands qui viennent s'offrir un tour de ce «Ring» qui s longtemps servi de *cadre privilégié aux duels entre Ferrari* (nenf victoires) et Porsche (douze victoires) dans les 1 000 km du Nürburgring.

Bien dessiné, le nouveau circuit de 4,542 km, ennstruit en 1984 répond, certes, aux nouvelles normes de sécurité et offre *un bon compromis* de difficultés techniques proposées aux ingénieurs et aux pilotes pour le réglage des voitures, mais il prive le spectateur de ces émotinns qu'il vient souvent rechercher dans le sport automobile. Dimanche, ils étaient une quinzaine de milliers pour suivre la cinquième manche du championnat du monde des voitures de sport. Quatre fois moins que le week-end précédent pour une compétition de voitures anciennes!

«Je ne comprends pas la politique de la FISA (Fédération internationale do sport automobile), dit Jorgen Barth qui fournit le moteur Porsche aux écuries privées. *Ce championnat est à la recherche d'un public. Or, comme en formule 1, on lui interdit désormais l'accès du paddock où il pouvait voir de près les voitures et les pilotes qui le font rêver.»* Mais si les Allemands ue se sont pas déplacés en masse, c'est peut-être aussi parce que les Mercedes, championnes du monde en titre et victorieuses ces trois dernières années au Nürburgring, avaient accumulé les problèmes de moteurs aux essais où *elles avaient été dominées par les* Peugeot et, surtout, par les Jaguar.

Depuis le début de la saison, l'écurie britanoique est la graode béoéficiaire de l'absndon des moteurs turbos au profit des atmosphériques de 3,5 litres, désormais communs à la formule 1 et à ce nouveau championnat des voitures de sport . Jaguar, dont le capital est détenu à 98 % par Ford, a pu disposer d'emblée du V8 déjà bien rodé par l'écurie Benetton en formule 1, tandis que les autres constructeurs oot dû concevoir de nouveaux moteurs atmosphériques.

Le défi de Peugeot

En profitant de ce grand chambardement pour venir se joindre à Jaguar et à Mercedes qui bénéficiaient de *plusieurs années d'expérience* en sport-prototypes, Peugeot n'a pourtant pas choisi la voie la plus facile. Contrairement aux autres grands constructeurs qui ont d'abord décidé de confier leurs moteurs à des artisans déjà rodés aux courses d'endurance, le Suisse Peter Sauber pour Mercedes et l'Ecossais Tom Walkinshaw pour Jaguar, les Français sont partis en novembre 1988 d'une *«feuille blanche»* pour concevoir eux-mêmes châssis, moteur, boîte de vitesses et télémétrie.

Malgré le renforcement des effectifs de PTS, passés de quatre-vingts à cent vingt personnes et l'arrivée de nouveaux iogénieurs comme Tim Wright, nn spéeialiste des châssis chez McLareo, l'équipe de Jean Todt o'a pas lésiné sur les heures supplémentaires pour respecter les échéances fixées : première maquette en soufflerie en octobre 1989; premiers tours de roues *à Mouthéry le* 20 juin 1990; premier test en course dans l'ancien championnat des voitures de sport-prototypes le 23 septembre 1990 à Montréal (abandon) et début du nouveau championnat des voitures de sport le 14 avril 1991 à Suzuka.

La réussite exceptionnelle connue à Suzuka, où Philippe Alliot et Mauro Baldi avaient signé une victoire inespérée en profitant des problèmes de démarreur des *Jaguar*, avait été une belle récompense pour cet énorme travail. Mais un tel miracle avait peu de chances de se renouveler face à des voitures plus rapides de trois à quatre secondes au tour seloo les circuits. Pour empêcher Jaguar de continuer è se tailler impunément la part du lion, Peugeot a choisi de s'inspirer des points forts de son adversaire.

Ainsi les trois mois de coupure entre les deux courses britannique et allemande, ont été mis à profit par les ingénieurs de Peugeot pour transfigurer la 905 et lui donner une allure de Jaguar avec un double aileron à l'avant et à l'arrière. La première 905 *semblait sacrifier autant* à l'esthétique qu'à la performance avec uoe calandre évoquant celles dc toute la gamme des Peugeot, une robe très enveloppante et un seul aileron à *l'arrière. Mais par manque* d'appuis aérodynamiques que procurent des ailerons importants, la première 905 s'était révélée difficile à conduire et plus délicate encore à régler.

Munie de ses imposants ailerons, la 905, comme la Jaguar, se comporte et se règle désormais comme *une formule 1 carénée . Si l'évolution* aérodynamique a été la plus spectaculaire, les ingéoieurs ont aussi travaillé sur les barres anti-roulis pour améliorer la tenue de route et, surtout, sur le moteur avec une nouvelle version allégée de 16 kg. Le pilotage jusque-là très éprouvant malgré la direction assistée, en s été transformé. *« On a l'impression qu'elle pèse 200 kg de moins »*, disait Philippe Alliot après les premiers essais.

Cette impression favorable s été *confirmée en qualifications où* les deux 905 étaient à moins d'une seconde des Jaguar, mais surtout en course où Philippe Alliot et Mauro Baldi ont exploité le premier arrêt de ravitaillement pour devancer les deux Jaguar du vingt-neuvième au cinquante-quatrième des quatre-vingt-quinze tours. Après les rapides abandons des Mercedes de Michael Schumacher (papillon d'accélérateur cessé) et de Jean-Louis Schlesser (*boîte de vitesses*) *et* de la 905 de Keke Rosberg (sortie de route sur tête à quene), seule la deuxième lionne a paru en mesure d'inquiéter les deux Jaguar jusqu'à l'arrêt de Philippe Alliot qui venait de répandre son huile sur la piste (tige de soupape cassée).

Déçu par le résultat, Jean Todt, directeur de Peugeot Talbot sport (PTS) se disait toutefois rassuré par la capacité de réaction de son équipe en cours de seisoo. *« En performance, nous avons démnntré que nous pouvons désormais être devant ou au niveau des meilleurs. Il nous reste des problèmes de fiobilité* à *résoudre avam la prochaine course* à *Magny-Cours. »* Ces promesses de *duels ne suffisent pas toutefois* à lever toutes les incertitudes sur l'avenir de ce nouveau championnat.

Incohérences du calendrier

La FISA a annoncé au Nürburgriog l'annulatioo de le prochaioe épreuve programmée quinze jonrs plus tard à Jerez-de-la-Frootera. Comme ceux du circuit Paul-Ricard et de Montréal, les orgaoisateurs espagnols ont estimé qu'ils ne pourraient pas bnucler leur budget à cause du manque d'intérêt du public et des télévisions pour cette compétition. Les grands eonstructeurs comme Peugeot ou Mercedes ont dû débloquer des budgets de promotion pour aider les organisateurs du Nürburgring on permettre la mise en place d'une épreuve de remplacement à Magny-Cours (15 septembre).

Des trois grands constructeurs qui ont inauguré le nouveau championnat des voitures de sport, deux semblent déjà se ménager des portes de sortie si la compétition ne répond *pas* à leurs espérances. *Mercedes qui* a recruté l'ingénieur Harvey Postlethwaite (ancien directeur technique de Ferrari puis de Tyrrell) préparerait un moteur et peut-être uo châssis pour revenir en formule 1. Tom Walkinshaw qui dirige l'équipe Jaguar a racheté des parts de l'écurie Benetton et consacre déjà plus de temps à la formule 1 qu'aux voitures de sport.

L'annonce de l'arrivée de Toyota, le plus grand constructeur automobile mondial, qui devrait aligner une voiture dans la dernière manche de ce *championnat*, le 27 octobre à Autopolis, ne suffit plus pour rassurer.

L'iocohérence du calendrier des voitures de sport, avec des périodes pouvent aller jusqu'à huit semaines entre deux courses, laisse planer un doute sur la volonté de la FISA de hisser ce championnat au niveau de celui de la formule 1. Bernard Ecclestone, vice-président de la FISA *et officiellement* en charge de la promotioo de cette compétitioo, n's d'ailleurs assisté à aucune des cinq premières manches. Il est vrai que ses intérêts particuliers en formule 1 sont désormais trop importants pour qu'il prenne le risque de favoriser la moindre concurrence.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL

Marseille rejoint Monaco et Metz en tête du championnat de France

L'Olympique de Marseille, victorieux à Caeo (3-1), dimaoche 18 août, à l'occasion de la sixième journée du championnat de France de football de première division, a comblé son retard de deux points sur l'AS Monaco en tête de la compétition. La veille, au parc des Princes, la formation monégasque avait subi sa première défaite de la saison, face au Paris Saint-Germain (2-0). *Les Marseillais*, qui se sont logiquement imposés grâce à des buts de Jeao-Pierre Papio (deox fois, doot nn pénalty) et Abedi Pelé, ont su profiter de la contre-performance d'une équipe de la Principauté handicapée par l'expulsioo, en première mi-temps, de son défenseur central Roger Mendy. Au classement général, les deux principaux favoris dn championnat sont poortant devancés par le FC Metz, vainqueur dc l'AS Saint-Etienne (1-0), et qui dispose d'une meilleure différence de buts

Les résultats

AUTOMOBILISME

CHAMPIONNAT DU MONDE DES VOITURES DE SPORT
(430 km du Nurborgring)

1. Jagusr (Warwiek-Brshbam), les 431,5 km en 2 h 23 min 41 sec (*moyenns : 180,183 km/h*) ; 2. Jaguar (Fabi-Brabham), à 4 sec 9/10 ; 3. Porsche Kramar (Reuter-Toivonan), à 6 tours ; 4. **Salamia Primagaz** (Oppenman-Altenbach), à 8 tours; 5. Mazdaspeed (Sala-Kennoddy), à *6 tours*.

Classement par équipes (après cinq manches) : 1. Jaguar, 75 pts ; 2. Sauber Mercedes, 50 ; 3. Mazdaspsed, 38 ; 4. Porsche Kremer, 37; 5. Peugeot, 29.

Classement des pilotes. – 1. Fabi (it), 62 pts; 2. Warwick (GB), 50; 3. Mass (All), Schlesser (Fra) et Reuter (All), 37.

CYCLISME

CHAMPIONNATS DU MONDE SUR PISTE
Le palmarès 1991

Le Français Francis Moreau est devenu champion du monde de poursuite, vendredi 16 août, à Stuttgart (Allemagne), à l'occasinn dss Championnsts du monds ds *cyclisme sur piste. Samedi*, il s. pris la deuxième place de la Course aux points, derrière le Soviétique Vlatcheslav Ekimov. Il a également établi un nouveau record du monde des 5 kilomètres sur piste couverte en 5 min 40 s. 167.

Professionnels

Poursuite individuelle : Francis Moreau (Fra).

Vitesse : *vacant* (l'Australien Carey Hall déclassé pour dopage).

Course aux points : Viatcheslav Ekimov (URS).

Keirin : Michael Hubner (All).

Dsmi-fnnd : Denny Clsrk (Aus)/ entraîneur Bruno Walrave (Aus).

Amateurs

Vitesse : Jens Fiedler (All.).

Poursuits individuells : Jens Lehmann (All).

Poursuite par équipes : Allemagne.

Tandem : Allemagne (Eyk Pokorny/ Emanoel Raasch).

Kilomètre contre la montre : José-Manuel Morano (Esp).

Demi-fond : Roland Koenigshofer (Aut)/ entraîneur Karl Igl (Aut).

Course aux points : Bruno Risi (Sui.).

Dames

Poursuite individuelle : Petra Rossner (All.).

Course aux points : Ingrid Haringa (P-B).

Vitesse : Ingrid Haringa (P-B).

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première Division
(Sixième journée)

*Nîmes et Nantes	0-0
*Sochaux b. Auxerre	1-0
*Toulouse et Lens	1-1
*Lyon et Cannes	0-0
*Lille b. Montpellier	1-0
*Paris-SG b. Monaco	2-0
*Rennes b. Nancy	3-1
*Toulon-Le Havre	4-0
*Metz-Saint-Etienne	1-0
Marseille b. *Caen	3-1

Classement. – 1. Metz, Monaco, Marseille, 10 pts ; 4. Nantes et Lille, 8 ; 8. Paris-SG, Lens, Le Havre, 7; 9. Saint-Etienne, *Auxerre*, Sochaux et Caen, 6 ; 13. Lyon et Toulouse, 5; 15. Cannes et Nîmes, 4 ; 17. Rennes, Montpellier et Nancy, 3; 20. Toulon, 2.

Deuxième division
(Sixième journée)
GROUPE A

*Rouen et Guingamp	3-3
*Beauvais et Red Star	0-0
*Sedan et Louhans-Cuiseaux	2-2
*Bourges b. Tours	4-1
*La Roche-sur-Yon et Valenciennes	2-2
Amiens b. *Ancenis	1-0
*Brest b. Dunkerque	1-0
*Angers b. Laval	3-0
Orléans b. *Le Mans	2-0

Classement. – 1. Brest, 9 pts ; 2. Angers, Louhans-Cuiseaux et Guingamp, 8 ; 5. Bourges et Valenciennes, Rouen, 10...

GROUPE B

*Strasbourg b. Châteauroux	3-0
*Epinal b. Annecy	2-1
*Istres b. Grenoble	2-0
Bordeaux b. *Nice	3-1
*Gueugnon b. Rodez	3-1
*Saint-Seurin b. Alès	1-0
*Perpignan b. Saint-Quentin	2-1
*Martigues b. Mulhouse	3-1
*Ajaccio et Bastia	2-2

Classement. – 1. Strasbourg et Bordeaux, 10 pts; 3. Istres et Perpignan, 9; 5. Bastia, Gueugnon et Rodez, 7...

MOTOCYCLISME

CHAMPIONNAT DU MONDE DE VITESSE
Grand Prix de Saint-Marin

L'Américain Wayne Rainey (Yamaha), a remporté le Grand Prix motocycliste de Saint-Marin (catégorie 500 cc), dimanche 18 août, sur le circuit de Mugello. Il e devancé son compatriote Kevin Schwantz (Suzuki) st l'Australisn Michael Doohan (Honda).

ÉCHECS

Le championnat du monde

Timman à un demi-point des demi-finales

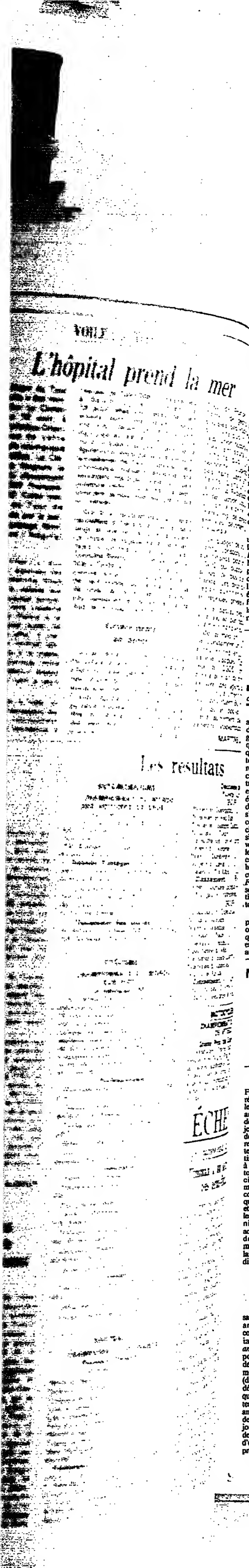
Si Timman, qni mène 4-2 face à Kortchnoï après la sixième ronde disputée dimenche 18 août à Bruxelles, est pratiquement assuré d'aller en demi-finale dn tournoi *des candidats au championnat* du monde d'échecs puisqu'il o'a qu'un demi-poiot à marquer (une nulle) dans les deux parties qu'il lui reste à jouer, aucun des autres candidats des quarts de finale n'a encore sa qualification en poche.

Karpnv mène bien 2,5-1,5 devant Anand mais il a deux parties ajoornées à terminer lnndi dans lesquelles son jeune edversaire, à chaque fois, un pion de plus passé. L'ancien champion du monde a gagné la quatrième partie après être sorti vivant par miracle de la troisième où Anand a raté le mat ou le gain en deux coups !

Short et Gneifaod o'ont fait qu'une nulle en six parties. Le Britannique, après une défaite au premier tour, a gagné deux fois de suite, annulé sa quatrième partie, remporté la cinquième et s'est fait battre dimanche. Il mène 3,5-2,5. Enfin, Ivantchouk a repris l'avantage sur Youssoupov (3,5-2,5) grâce a deux victoires dans la troisième et la cinquième ronde.

مكتبة الأسكندرية

CULTURE



CINÉMA

L'amour sur ordinateur

On peut tout programmer. Tout ou presque

LE DOSSIER RACHEL
de Damian Harris

A dix-neuf ans, Charles Highway – Dexter Fletcher – étudiait et grand chasseur de filles, programme sur ordinateur sa stratégie amoureuse et les résultats qu'il obtient – de quoi rendre jaloux Don Juan. Charles ne compte que des succès. Enfin, presque. Lorsqu'il ouvre le «dossier Rachel», on s'aperçoit que ce n'est pas si simple.

L'histoire se passe à londres, dans un climat mi-humoristique, mi-mélancolique. En réalisant *le Dossier Rachel*, adaptation d'un roman de Martin Amis raconté à la première personne, Damian Harris a gardé ses distances, pour ne pas sombrer dans l'étude psychologique. La matière était là, pourtant : Charles séduit difficilement Rachel (Ione Syke) fille de la bonne société, mais d'origine américaine, ce qui la rend pragmatique, et parfois déconcertante pour lui. Lorsqu'elle cède, elle se révèle une véritable bombe sexuelle. Charles assume, mais l'expérience de la vie à deux lui révèle son propre manque de maturité, sa peur des responsabilités – tout ce qui avait échappé à l'ordinateur.

Très souvent, le réalisateur place Charles face à la caméra, donc aux spectateurs auxquels il s'adresse avec des airs de connivence. On n'est pas vraiment chez Woody Allen, mais c'est d'autant plus efficace que Dexter Fletcher, petit brun à la bouche gourmande, mince comme un fil et obstiné comme un moustique, invite à la sympathie envers son personnage, qui pourrait paraître odieux. L'opposition de deux milieux sociaux, les paradoxes de la liberté sexuelle, donnent lieu aux meilleurs gags de cette comédie bon chic bon genre par certains côtés, et aimablement distrayante.

JACQUES SICLIER

Disney en France

Un dessin animé américain réalisé dans l'Hexagone

LA BANDE A PICSOU
de Bob Hathcock

La Bande à Picsou, le film, dessin animé de moyen métrage bénéficie d'un lancement inhabituel pour ce genre de classique, d'abord parce qu'il sort à un moment où, à quelques *rares exceptions*, les distributeurs se débarrassent de leurs casseroles, ensuite parce qu'il flatte notre chauvinisme. En attendant l'ouverture de l'Euro-Disneyland, il est en effet le premier Walt Disney à avoir *été réalisé en France, dans le studio* des Frères Brizzi. On ne cesse de s'extasier devant la prouesse qui consiste à faire strictement la même chose, aussi bien – mieux est impossible – que la maison mère. Interviewés à la *télévision*, à la *radio*, *dans* les journaux, les frères répètent qu'ils espèrent continuer, mieux qu'ils souhaitent réaliser leur propre histoire, et qu'ils avaient déjà pensé à *la Flûte enchantée*. Pour l'heure, ils sont juste entendants. «Leur» réalisation est une copie conforme, c'est tout ce qu'on leur demande.

C'est aussi ce que demande le public d'enfants à qui s'adresse cet oncle Picsou. Ils aiment retrouver ce *qu'ils connaissent*. *Ils* reconnaissent et aiment le canard grippe-sou mais au fond brave homme, ses neveux et leur petite copine, pas trop dissipés, mais pas trop sages non plus. Ils retrouveat avec plaisir les scéaes d'action qui citent *Indiana Jones* en plus cinglé encore, puisque dans le dessin animé est le cinéma de l'impossible. Ils envient le génie dans la lampe d'Aladia, sorte de Scapia dont le rêve est de devenir un vrai petit garçon, et à qui chacun peut demander de réaliser trois vœux, ils aimeraient bien en avoir un sous la main.

Malgré tout, est-ce que le bon vieux Picsou, qui a quand même fait rire deux générations, est capable de faire oublier le temps de ses eventures les inévitables Tortues Ninja et leur marketing effréné? Ce n'est pas sûr.

COLETTE GODARD

□ **Atlantis à Orange.** – Soigneusement entretena depuis des mois, le mystère du dernier film de Luc Besson *Atlantis* a été levé vendredi 16 août au Théâtre antique d'Orange, devant 6 000 spectateurs et sur écran géant. Le film, qui replonge dans l'univers du *Grand bleu* sur le mode dn documentaire et a pour seules stars les otaries, beleines, danphins ou reqains blancs, a reçu un accueil mitigé dn public. Sortie nationale le 21 août.

PHOTOGRAPHIE

Qualité suisse

La Confédération helvétique vue par soixante photographes à l'occasion de son sept centième anniversaire

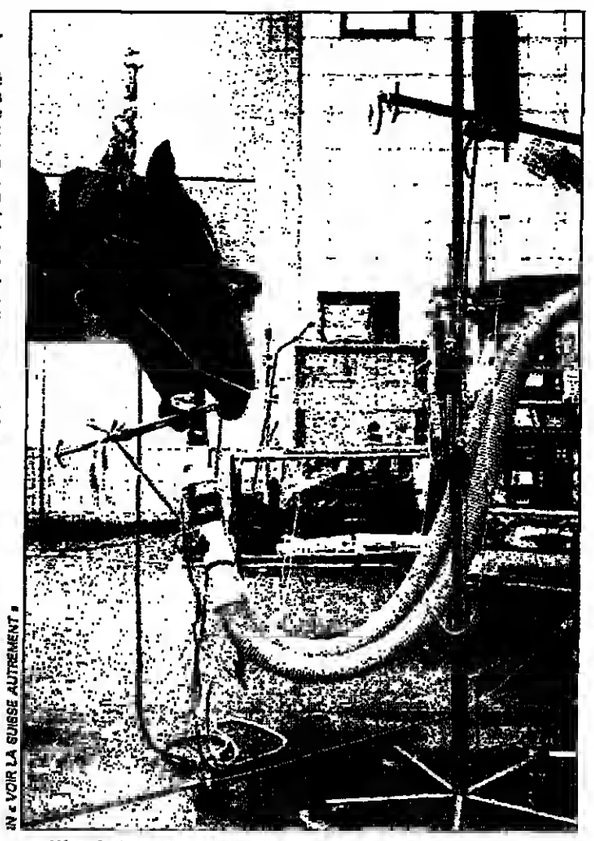
FRIBOURG
de notre envoyé spécial

Rien n'incarne mieux la qualité suisse que le couteau multilames *qui permet, en un tournemain, de* tout découper, tout ouvrir, tout manger. Le pbotographe belge Micbel Van Den Eeckhoudt e essayé de montrer comment on fabrique l'outil indispeasable au scout. Refus catégorique du fabricant. Top secret. *«On voit donc les limites de l'utopie d'un pays si soucieux de sa discrétion qu'il se dérobe toujours à la curiosité d'autrui»*, peut-on lire aa Musée d'art et d'histoire de Fribourg, où cette bistoire nous est contée.

Comment photographier un pays discret? Le casse-tête s'est posé à la soixantaine de photographes qui ont participé aux deux expositions « Voir la Suisse autrement » (Fribourg) et « Nouveaux itinéraires » (Lausanne), à l'occasion du sept centième anniversaire de la Confédération belvétique.

Le maître d'œuvre Cbarles-Henri Favrod, directeur du Musée de l'Elysée à Lausanne, aurait pu se eoateater d'aligaer enx murs des pbotos d'archives – il l'a fait, à juste titre, avec Henri Cartier-Bresson et René Burri. Il a préféré passer des commandes, étalées sur ciaq ans, à un grand aombre de photographes suisses, français, chinois, belges, afgbans, libeaais, espagnols... et il a réalisé deux catalogues pour des prix dérisoires. La commande se justifiait car lorsque *« lo photogrophie triomphoit partout dans le monde en 1891, on ne s'en est pas servi pour dresser un étot de lo Suisse qui seroit pourtant bien utile à consulter oujourd'hui »*, écrit Charles-Henri Favrod.

L'inventaire eommenee à Frlbourg où Miebel Van Den Eeckhoudt s'est donc cassé le nez contre la «qualité suisse» (mais s'est bien récupéré avec des reportages sur un hôpital vétérinaire et le cirque Knie). Thomas Flechtner e photographié « une utopie suisse au Peadjab », à savoir la ville de Chandigbar construite par Le Corbusier; Jean-Pascal Imsand e suivi un saisonnier du rail depuis Zurich jusqu'en Espagne; le Britannique Martin Parr a tourné en dérision, à coup de couleurs corrosives, les touristes étrangers sur les glaciers, comme cette femme en robe imprimée de tournesols de Van Gogb, qui tient des fleurs séchées à la main, face au Cervin.



Hôpital vétérinaire, Berne, 1990, par Michel Van Den Eeckhoudt

Il y a de très bons éléments dans ce patchwork d'images toutes garanties «croix suisse». Dans sa série intitulée «O moats indépendants », le Geaevois Nieoles Faure, quarante-deux ans, met tout ce qu'il peut dans son cadre eux couleurs criardes pour le polluer : les varices d'une femme, les publicités agressives des stations de ski; quatre bommes très cuir, dont les tenues en latex aoir dominent le glacier.

Faure n'embellit ni n'assombrit la réalité : il joue avec les coucbes du *réel, depuis la pierre* jusqu'au ciel, en passant par les dégâts provoqués par l'homme sur la montagne. La démonstration de Hugues de Wurstemberger, pbotographe suisse de treote-six ans qui vit en Belgique, sur un sujet aussi anodia que «les vertes préalpes», est étourdissante, avec ses cadrages exagérés, surréalistes, drôles, comme cette bouse éclatée sur le sol de l'étable, aux pieds de la vache.

Oa n'est pas encore dans la montagne, mais oa y arrive. En référenee eux « nouveaux itinéraires », Charles-Henri Favrod a judicieusement ouvert l'exposition avec des pbotos du *vingtième siècle*, dénichées pour la plupart à l'Alpiae Club de Londres. Dix photographes sont repartis sur les traces de leurs anciens, redécouvrant la montagne depuis des hauteurs intermédiaires. Micbel Séméniako rend hommage au Cervin, le pie le plus pbotogénique au monde. Ses *Alpes sont surnaturelles*, investies par la nuit, éclairées à le torche baladée dans le cadre, qui provoque des éclats blancs dans le ciel, sur les glaciers, la pierre et les troncs d'arbres.

Des « paysages habités »

Mais le grande révélation de cet anniverseire suisse est Tbibaut Cuisset, pbotographe français de trente-trois ans, de l'agence Métis. A force de ne voir que de la « belle couleur spectaculaire » (ebeaude, riebe, oraagée, sombre, mangée par les ombres, prise en fin de journée), on evait oublié que la photographie pouvait aussi être plus diseréte, toute en nuances subtiles. Chez Cuisset, le ciel a'est pas violet, mais simplement bleu, presque blanc. L'herbe asséchée a'est pas ambrée, mais jeune pâle. Les nuages ne sont pas aoirs, meaeçants, meis blanes. *« C'est surexposé ! »*, s'était écrié un représentant de Kodak à la vue de ses paysages pastels. *« C'est très proche de ce que j'ai vu »*, lui e répoadu l'auteur.

Thibaut Cuisset est parti ea montagne pour *« contempler »* à la chambre et saisir, sans anecdote eucune, des *« paysages habités »*, comme il les appelle : un bord de route, un chemia qui part vers le sommet, une barrière discrète, un talus fraîchement érigé. L'homme est à la fois absent et partout dans ces images, *« excès de réel qui tendent vers la fiction »*, précise le pbotographe. Cuisset a'est pas un coloriste au sens où il ae sacrifie jamais son sujet – les paysages bablités – à la lumière et à la couleur. C'est cet équilibre là, fragile, qui read ses imeges si émouvantes.

MICHEL GUERRIN

► **« Voir la Suisse autrement », Musée d'art et d'histoire de Fribourg, Remparts, Anclanne Douane et pont de Grendfey. Jusqu'au 16 septembro. Catalogue, 194 p., 15 Francs suisses. Tél. : 19-41/37-22-85-71.**

► **« Nouveaux itinéraires », Musée de l'Elysée à Lausanne. Jusqu'au 8 septembre. Catalogue. 118 peges. 30 Francs auisese. Tél. : 19-41/21-817-48-21.**

MUSIQUES

Les années 50 en question

Recherches, dogmes, marginaux : l'après-guerre classique n'a-t-elle enfanté que des chefs-d'œuvre ?

LA ROQUE-D'ANTHÉRON
de notre envoyé spécial

L'une des clefs de la réussite du Festivel de La Roque-d'Antbéron réside dans sa capacité de renouvellement. René Martin, son directeur artistique, aurait pu se contenter de doser savamment stars du clavier et jeunes espoirs, comme le font tant de ses confrères. Au lieu de cela, remontant peu à peu le cours du temps, il a convié des piano-fortistes, des clavecinistes, à participer à ce grand raout du piano mondial, tout en organisant des journées spéciales bâties aatour de grands maîtres et de leurs élèves (1), des concerts-créations «cinématographiques (2), des conférences-débats (3) et des «master classes» (4). Il a également tenu à faire jouer des pianistes de jazz (5), à inviter des acteurs, des danseurs, à programmer des eompositeurs igaorés per le milieu classique (6) et des pianistes laissés-pour-compte de l'industrie du disque et du concert.

Dans les guinguettes des bords de la Marne

Avec l'aide de la SACEM et de sa fondation, le festival posait, cette année, une question ea trois concerts, dix compositeurs et sept iaterprètes : *«Que reste-t-il de nos années 50?»* A cette question, il est possible de répondre d'eu moins deux façons. En sélectionnant les meilleures œuvres de cette époque (du moins, celles que la postérité e désignées comme telles) ou celles qui ont fait du «bruit» en leur temps (sans se soucier de ce que les années 90 peuvent en penser). Afin de ne pas trop prendre parti, la journée du 14 août mélangeait ces deux «possibles» épicés par un clin d'œil. Ouverte à 18 heures par le premier cahier de *Musica Callada* du marginal Federico Mompou (1893-1987) murmuré par Jean-François Heisser, cette page d'histoire de la musique s'est refermée sur le pianiste de jazz John Lewis.

Malgré leur talent et leur conviction Florent Boffard (qui jouait la *Première Sonate* de Boulez, composée en 1947, créée en 1950), Pierre-Laurent Aimard (qui jouait *la Bouscarle* de Messiaen et la *Musica Ricercata* de Ligetti) et Jean-François Heisser (qui jouait le *Cinquième Klavierstücke* de Stockhausen) a'ont pu, une fois eneore, imposer ce répertoire à un public de toute façon clairsemé. Ainsi que le faisait remarquer l'un des interprètes de cette soirée : *«Je croyais que ces œuvres finiraient par devenir des classiques, au même titre que les dernières sonates de Beethoven, que nous nous ferions à ce langage. Je ne le crois plus. Je les joue encore, mais il m'arrive de plus en plus souvent de me dire, au moment même où je suis au piano, qu'elles n'ont pas tenu le coup.»*

Et pourtant, la *Première Sonate* de Boulez est plus ludique, moins tétanisée que la *Seconde*, la *Bouscarle* de Messiaen, biea qu'assez «bavarde» (elle dure neuf minutes pour un matériau thématique qui ne demandait sans doute pas un tel développement), est bien moins démodée que les célèbres modes de valeur et d'intensité, qui firent couler tant d'encre eu début des années 50 (Messiaen voulait sérialiser tous les paramètres de la composition et dn jeu de piano : hauteurs, durées, rythmes, attaques, nuances; le résultat musical est loin d'être à la hauteur de la complexité de cette *Etude de rythme*). Mais, bistoriquement, cette piéce nous eurait mieux conduits à Stockhausen, qui devint l'élève du compositeur après l'avoir entendue.

Donnée en premiére française, la transcription pour deux pianos du ballet *Agon* de Stravinsky n'e pas davantage convaincu que la *Sonate pour deux pianos* de Poulenc qui, melgré des beautés indéniebles, eommence ebez Stravinsky et s'achève, selon une mauvaise habitude du compositeur, dans les guinguettes des bords de la Marne. L'inoffensif néo-classique *Concertino pour deux pianos* de Chostakovitch donnait une bien piètre image de l'un des créateurs majeurs du vingtième siècle. La *Sonate pour violoncelle et piano op. 119* de Prokofiev ae s'imposait pas davantage dans un tel cadre que le *Concerto pour clarinette, harpe, piano et orchestre à cordes* d'Aaron Copland, doat le larmoyant premier mouvement ressemble à de la mauvaise musique de film et le second à un ersatz de Gerswhin.

Que reste-t-il des années 50 ? Mompou l'oublié qui, en dehors de toute notion de progrès, élaborait sa *Musique du silence* en explorant les infiaies possibilités de coloration du son, l'harmonie, la rythmique – et avee lui d'autres ineoaaus des grands circuits classiques ? John Lewis qui, sans complexes, improvise sur *Around Midnight* à la main droite, tandis que sa main gauche joue comme un ostineto lugubre l'introduction du mouvement lent du *Concert pour piano, violon et quatuor à cordes* d'Ernest Chausson? Pianiste, compositeur, arrangeur, il e été de toutes les équipées (Festivel de Doneuseh ingen, concerts avec Charlie Parker, Miles Davis, Lester Young, musiques de films). Il a fondé le célèbre Modern Jazz Quartet, n'a apperemment excommuaié persoane, et semble heureux de faire de la musique d'aujourd'hui pour un public d'aujourd'hui.

ALAIN LOMPECH

► **Prochains concerts : Eliso Virsaladze joue Schumann, Liszt et Prokoviev (le 20 août, à 21 h 30); John Gibbons joue Mozart, au piano-forte (le 22 août, à 18 heures); Gyorgy Sebok joue Bach et Mozart (le 22 août, à 21 h 30, pour la clôture du festival). Tél. : (16) 42-50-51-15 ou 51-16.**

(1) Pierre Sancan, en 1983; Vlado Perlemuter, l'année suivante.

(2) Nuit de la création, avec les pianistes compositeurs Michael Levinas et George Benjamin, autour de la *Lulu* de Pabst.

(3) Ravel, par Perlemuter et Mozan, par Paul Badura-Skoda, en 1981 ; la pédagogie du piano, en 1985; Chostakovitch, par Tatiana Nokolaeva, en 1986; Charles Koechlin, par Michel Fleury en 1987.

(4) Karl Ulrich Schnabel, Pierre Sancan, Jean Hubeau, Rudolf Firkusny, *Alaia Planès, Jorge Bolet, Erik Werba*, Menahem Pressler, Jean-François Heisser, Janos Starker, Maria Joao Pirès, Jeaa-Claude Penaetier, Dmitry Sitkovetsky ont donné des cours d'interprétation à de jeunes ensembles en résidence invités par le festival.

(5) Chick Corea, en 1984 ; Martial Solal et Paul Bley, en 1985 et en 1988.

(6) André Dussolier lisant Lamartine. Delphine Seyrig. Sami Frey pour une œuvre de Carlos d'Alessio sur un texte de Marguerite Duras, en 1985 ; René Bootlang et le Elinor Ambash Vocalise Danse Théâtre, en 1986.

Le cas Barda

Il est sans doute la plus mystérieux des pleniste français. Les dictionneires ignorent son nom, mais ses confrères de le même générétion ne tarissent pas d'éloges sur son jeu. Né vers le milieu des années 40, Henri Barde e été formé en Egypte, au Conservetoiro de Paris et à la Juilliard School. Partout il e fait sensation, a enregistré deux disques qui ont obtenu, chacun, un grand prix. Et pourtant, son nom ne figure pas souvent dans les annoncee de concert.

C'ast un enxieux qu'il feut réconforter avant son entrée sn ecène, qui salue le public à quinze pas du piano, ne semble pas toujours d'accord avec la salle qui l'acclame. Maia c'est un sacré pianiste. Lorsqu'il surmonte sa nervosité (qui lui fait prendre des tempos déments dont sa tachnique se rit), il voue fait oublier beaucoup d'autres plenietes. Il joue les *Veleaa nobles et sentimentales*, le Menuet du *Tombeau de Couperin* de Ravel en rebondissant sur le clavier, comme s'il lui brûlait les doigt, avec une élégance de dandy et la fausse désinvolture des grands artistes.

Sa *Sonate en si mineur* de Chopin se cherche d'abord un peu dens un premier mouvement plus fiévreux qu'organisé, mais quelle élégance, quelle tendresse dans le mouvement lent (le plus beau nocturne de Chopin disent certains), quelles envolées dans le finale ! Ce récital n'e pas été enregistré par Radio-France : le aeul dee trente-trois concerts de Le Roque-d'Anthéron reyé de le lista.

A. Lo.

THÉATRE

La saison 1991-1992 du Théâtre national de la Colline

Les *Comédies barbares*, de Velle-Inclan, événement du Festival d'Avignon, eont donnée dans la grande salle, en deux soirées ou en intégrale, les eemedis et dimanches du 20 octobre au 19 janvier. Suivent du 4 février au 2 mars, également en deux soirée ou en intégrale – le dimanche, – les deux pièeee de Roger Planchon, qu'il a miaes lui-même en scène, et créées la saison dernière à Villeurbanne *le Vieil Hiver et Fragile forêt*. La Colline se constituant une sorte de répertoire, Jorge Lavelli reprend *Greek*, de Steve Berkoff, du 9 mei au 20 juin, et c'est Luc-Antoine Diquero qui remplace Richard Fontana.

D'autre part, il accueille à nouveau *l'Eté*, de Romain Weingerten, dena le petite salle du 10 septembre au 27 octobre. Suivent *Un mari*, d'Italo Svevn, par Jaeques Laasalle, en coproduction avee le Comédie-Française, *Déjeuner chez Ludwig W*, de Thomae Bernhard, par Jacques Rosner, *les Videurs* de John Godber, par Richerd Lewie, du 17 mers eu 26 evril. Enfin une nouvelle pièce de Steven Berkoff, par Lavelli : *Kvetch*, du 15 mai eu 21 juin.

► **Reneelgnemenfa : Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Tél : 43-66-43-60. Collectivités : 43-66-40-30.**

SPECTACLES

CINÉMAS

LUNDI 19 AOUT

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Les Quarante Ans des *Cahiers du cinéma* : le Théâtre des matières (1977), de Jean-Claude Biette ; *18 h* ; *les Enfants du placard* (1977), de Benoît Jacquot, 20 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

CHEB (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHEROKEE (Fr.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47).

LE CID (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : *UGC Opéra*, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Le Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-19-15) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Pathé Wepler*, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : *La Géode*, 19e (40-05-80-00).

FATAL GAMES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-29-12-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GHOST (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *Grand Pavois*, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 6e (43-26-19-09) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

IMPROMPTU (Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LA LEÇON (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MISERY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NEW JACK CITY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34).

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA RELÈVE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

RETOUR AU LAGON BLEU (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *Bretagne*, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE CRI DU PAPILLON. Film anglo-franco-tchèque de Karel Kachyna, v.o. : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DOSSIER RACHEL. Film britannique de Damian Harris, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LE FER ET LA SOIE. Film américain de Shirley Sun, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; *Le Gambetta*, 20e (46-36-10-96).

NAVY SEALS. Film américain de *Lewis Teague*, v.o. : *Forum Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VALSE DES PIGEONS. Film français de Michael Perrotta : *Forum Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BANDE À PICSOU. Film américain de Bob Hathcock ; Paul Brizzi, Gaetan Brizzi, Clive Paillant, Mattias Marcos, Rodric, Vincent Woodcock, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *v.f. : Rex*, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy*, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Rees, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 9e (43-59-04-67) ; v.f. : *Saint-Lazare-Pasquier*, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CHIENNE DE VIE. Film américain de Mel Brooks, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 8e (42-25-10-30) ; *Le Pagode*, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; *Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE CRI DU PAPILLON. Film anglo-franco-tchèque de Karel Kachyna, v.o. : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DOSSIER RACHEL. Film britannique de Damian Harris, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LE FER ET LA SOIE. Film américain de Shirley Sun, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; *Le Gambetta*, 20e (46-36-10-96).

NAVY SEALS. Film américain de *Lewis Teague*, v.o. : *Forum Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VALSE DES PIGEONS. Film français de Michael Perrotta : Forum *Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

THE FIELD (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *14 Juillet Bastille*, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 8e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 16e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

TOUJOURS SEULS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN DIEU REBELLE (Fr.-All.-Suis.-Sov., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Pathé Français*, 9e (47-70-33-88).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : *Lucernaire*, 6e (45-44-57-34).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

URANUS (Fr.) : UGC Opéra, 6e (45-74-95-40).

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

LES VIES DE LOULOU (Esp., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

WARLOCK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

WEEK-END CHEZ BERNIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ARIANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-26-58-00).

LE BALLON ROUGE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL (A., v.o.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47).

CRIN BLANC (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DARK VICTORY (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

MILLIARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY ALLEN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

PROPRIÉTÉ INTERDITE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SPARTACUS (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LES TONTONS FLINGUEURS (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 14 h 10, 18 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 05.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h.

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) 13 h 50.

LES ANGES DE LA NUIT (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : *République Cinémas*, 11e (48-05-51-33) 22 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) 14 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.) : ReRet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 19 h.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34), 12 h.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 30.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

COSTA-VAGNON. Blancs-Manteaux (49-87-15-84) (dim.), 21 h 30 (19).

GRAND-PÈRE SCHLOMO. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.) 22 h (19).

POÈMES VOYOUS. Lucernaire Forum, Centre National d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.), 20 h 15 (19).

LES SEPT GRAINS DE BEAUTÉ. Oeuvre (48-74-42-52) (dim. soir), 20 h 45, samedi et dimanche, 15 h (19).

SUR LA GRAND-ROUTE. Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-mai (48-05-97-89) (dim. soir) 21 h ; dim. 17 h (20).

TROIS PARTOUT. Variétés (42-33-09-92) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; sam. 17 h 30 et 21 h ; dim. 15 h (20).

BOBINO (43-27-75-76). Festival du rire : 21 h. Lundi 18 août : *Guy Montagné, Serge Lado.*

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Bobos cadres : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Le Bébé de M. Laurent : 20 h 15. Grand-père Schlomo : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. Poèmes voyous : 20 h 15. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Egarements du coeur et de l'esprit : 20 h 30. Huis-clos : 21 h 45. Théâtre rouge. Dzonde : 18 h 30. La Ronde : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30.

OEUVRE (48-74-42-52). Les Sept Grains de beauté : 20 h 45.

PRÉ CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). La Double Inconstance : 20 h 15.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Fous du rire : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-09-40). Charité bien ordonnée : 21 h.

LES CAFÉS-THÉATRES

9 LANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Costa-Vagnon : 21 h 30. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Pourquoi pas ? : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Faites dans son premier fesse-show : 20 h 15. *Mangeuses d'hommes* : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FONO (42-71-40-20). *C'est magique et ça tache* : 20 h 30, 22 h et 24 h.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Le Roch : 20 h. Jean-Jacques Vanier : 21 h 15. Triboulet : 22 h 30.

SUNSET (40-26-46-60). Le Sunscène fait son festival : 19 h. Cinémaniac 2, le retour du come-back : 20 h.

PARIS EN VISITES

MARDI 20 AOUT

« La cimetière de Passy », 10 h 30, angle place du Trocadéro-avenue Paul-Doumer (V. de Langlade).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures, 14 h 15 et 17 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le palais Garnier, architecture et décor du Second Empire », 13 h 15, dans le vestibule, statue de Lully (Monuments historiques).

« Promenade historique dans l'île de la Cité et l'île Saint-Louis », 14 h 30, sur le Pont-Neuf, à côté de la statue de Henri IV (Connaissance de Paris).

« Vieilles maisons et cours secrètes du quartier Maubert », 14 h 30, métro Maubert-Mutualité, sortie rue des Carmes (Sauvegarde du Paris historique).

« Les passages couverts », 14 h 30, *31 bis, rue du Faubourg-Montmartre* (A nous deux Paris).

« Du cimetière d'Auteuil au laboratoire aérodynamique de Gustave Eiffel spécialement ouvert : le quartier Boileau-Exelmans », 14 h 30, métro Exelmans, sortie Cl.-Lorrain (V. de Langlade).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 15 heures, sommet du funiculaire, au fanion Paris autrefois.

« Histoire de la franc-maçonnerie au Musée du Grand Orient », 15 heures, 19, rue Cadet.

« L'hôpital de Bicêtre et le fameux puits de Boffrand », 15 heures, devant l'entrée de l'hôpital, par le métro Kremlin-Bicêtre (Monuments historiques).

« Le jardin du Luxembourg », 15 heures, sortie RER Luxembourg (Tourisme culturel).

« Trésors de la cathédrale russe. Différences de traditions et de dogme entre les Eglises de Rome et de Constantinople. Grammaire et facture des icônes », 15 heures, 12, rue Daru (L. Haulier).

« La Sorbonne », 15 heures, place de la Sorbonne, devant l'église.

« Parcours policier : passages, ruelles et labyrinthes, du Sentier à la Cour des miracles », 15 heures, sortie métro Sentier, côté rue des Petits-Carreaux (Paris et son histoire).

« Promenade de Mouffetard au Panthéon », 15 heures, métro Monge, place Monge.

« Hôtels, églises et ruelles du Marais sud », 17 heures, métro Saint-Paul-Le Marais.

« Hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.786

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : *620 000 F*
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75502 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 206 128 F
Télécopie : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Régie Presse SA.

Imprimerie du *Monde* 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-

هكذا من الأصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine

III. – Présence religieuse et marché

par Yvon Le Bot

L'ÉGLISE catholique se prépare à célébrer un demi-millénaire d'évangélisation de l'Amérique latine, dont les débuts avaient coïncidé avec le refoulement de l'islam et du judaïsme d'Espagne. Il s'agit aussi de mettre un point d'orgue à une «reconquête» qui dans les dernières décennies a permis à l'Eglise de reprendre le dessus après un siècle d'avancée des idéologies positivistes et libérales. Ce sera surtout l'occasion de réaffirmer, au seuil du vingt et unième siècle, la vocation catholique du sous-continent, contre le défi majeur que représente pour elle l'actuelle poussée des Eglises et sectes évangéliques.

La projection du catholicisme dans le Nouveau Monde au seizième siècle et la préservation de son monopole durant trois siècles avaient eu pour fonction de compenser les pertes infligées en Europe par la Réforme. Aujourd'hui, le protestantisme, venu du Nord, menace de l'intérieur la citadelle.

Traditionnellement liée aux forces conservatrices, l'Eglise fut délestée de son héritage colonial, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et dans la première moitié du vingtième, par les réformes libérales, la révolution mexicaine et des populismes anticléricaux, suite à quoi elle amorça un virage dont l'Action catholique et la Démocratie chrétienne furent des expressions et des instruments. La défense du droit de propriété, tempérée par l'affirmation de sa «fonction sociale» et par la promotion du coopérativisme, l'éducation considérée comme principal levier du développement, le syndicalisme de collaboration entre patrons et salariés et de réformisme paysan opposé à la théorie et à la pratique de la lutte des classes : l'application à l'Amérique latine de la doctrine sociale de l'Eglise, dans les années 40, 50 et 60, visait, comme ce fut le cas ailleurs, à y barrer la route au marxisme et au socialisme.

Une rupture révolutionnaire

Mais cette confrontation, la découverte de la misère et de l'exploitation qu'elle entraîna pour beaucoup de militants chrétiens et l'ouverture postconciliaire de la hiérarchie menèrent à la radicalisation d'une partie du clergé et des fidèles. L'épuisement des politiques réformistes et l'instauration des dictatures militaires précipitèrent le mouvement dont Helder Camara, archevêque de Recife, fut la figure la plus connue ; le chemin qui avait mené de l'action pastorale et éducative classique aux actions de développement se poursuivit pour certains dans ce qu'on appela la «conscientisation» : la théorie de la dépendance et la rupture révolutionnaire se substituaient au *desarrollismo* défaillant. La protestation éthique, l'exigence de justice conduisaient à dénoncer les autres postulats de la traditionnelle doctrine sociale de l'Eglise et à *lui substituer* une mouture marxisante de l'utopie, toujours renaissante, du royaume de Dieu sur terre.

Au Brésil, la théologie de la libération alimenta un mouvement d'auto-organisation de la société ; en Bolivie, un mouvement de défense des droits de l'homme. En Amérique centrale et en Colombie, elle fut surtout une théologie de la révolution au service d'un projet de prise du pouvoir d'Etat par la voie armée (ou de sa conservation, dans le cas des sandinistes). Dans leur messianisme, les disciples et imitateurs de Che Guevara croyaient inaugurer une ère, celle de l'homme nouveau. Avec le reflux du communisme, cette composante est devenue plus apparente : les curés-guérilleros, souvent d'anciens missionnaires espagnols (il y eut aussi parmi eux un prêtre irlandais...), sont des illustrations limites d'une forme d'autoritarisme, celle de l'imposition du salut par l'ascèse et le martyre.

La réunion de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM) à Medellin en 1968, dans le prolongement du concile Vatican II (1962), avait résolument inscrit l'institution dans le camp des partisans du développement et des réformes, et certains virent dans ses conclusions un appel et une autorisation pour des engagements plus radicaux. En 1979, le voyage de Jean-Paul II au Mexique à l'occasion de la réunion de la CELAM à Puebla marque le début d'une reprise en main qui sera ponctuée par de nombreux autres voyages. Il s'agit maintenant de redonner vitalité et confiance au catholicisme populaire (l'«option préférentielle pour les pauvres» est maintenue mais réorientée, détachée des choix politiques révolutionnaires) et d'en consolider l'insertion dans une Eglise institutionnelle renforcée dans son prestige et son autorité.

Le pape polonais est devenu aussi le «pape de l'Amérique latine». Ce sous-continent, où le socialisme n'a pas réussi à s'implanter mais où le capitalisme non plus n'a jamais réellement gagné les cœurs, présente pour lui un attrait particulier. Le Mexique notamment, où le peuple chrétien et le parti-Etat né de la révolution se sont affrontés au vingtième siècle dans une guerre suivie d'un compromis – mais non d'une véritable réconciliation – entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique : la Vierge de Guadalupe vaut bien celle de Czestochowa.

Ailleurs aussi, et surtout là où la balkanisation est le plus poussée, les images religieuses, christiques ou mariales, sont le plus sûr ferment du sentiment national. Le catholicisme et l'opposition à une Amérique du Nord perçue comme anglo-saxonne et protestante apparaissent encore comme les principes de l'unité latino-américaine, politiquement impossible. Il est tentant d'établir des correspondances avec le catholicisme polonais, vecteur de la formation et de la renaissance de la nation et de la résistance contre d'autres impérialismes.

La restauration du principe hiérarchique trouve des alliés et des relais dans les épiscopats, majoritairement conservateurs – au Mexique, en Colombie, en Argentine notamment, – ainsi que dans l'Opus Dei, dont des membres, laïques ou ecclésiastiques, occupent ou réoccupent des positions de pouvoir, par exemple au Guatemala, en Equateur et au Pérou, où la figure leader des magnats de l'économie connue comme les « douze apôtres » est un haut dignitaire de l'organisation. La Compagnie de Jésus, dont des fractions eurent un rôle de pointe dans la période précédente, a retrouvé un profil plus classique et moins voyant.

En Amérique centrale, après l'assassinat en 1980 de Mgr Romero, évêque de San Salvador, les évêques, de diverses sensibilités mais d'orientations en général modérées, ont joué un rôle de catalyseurs ou de médiateurs dans les processus de paix. Un peu partout, les marées humaines et l'enthousiasme populaire soulevés par le passage de « l'homme en blanc » ont emporté les ébauches d'« Eglises populaires », ne laissant que des morceaux épars d'une théologie de la libération dont nombre d'adeptes se sont convertis à des conceptions pragmatiques et modérées, tandis que d'autres sont à la recherche de nouvelles utopies. Le mouvement qui a porté le Père Aristide au pouvoir en Haïti ne contredit pas essentiellement cette observation.

(Cette carte ne tient pas compte de la récente poussée protestante.)

L'Amérique latine comptait en 1989 environ 365 millions de catholiques baptisés sur un total mondial de 905 millions, soit 40 % (3 600 jésuites sur 24 600). La communauté juive représentait quelque 900 000 personnes – sur 18 millions – dont 350 000 en Argentine, 200 000 au Brésil et 130 000 au Chili.

L'Eglise catholique a donc réalisé le projet de redevenir un acteur central par une voie plus politique qu'économique et différente de celles dans lesquelles voulaient l'entraîner les secteurs progressistes lors des années 60 et 70. Mais, alors même qu'elle pouvait espérer avoir gagné la partie, son emprise sur la société est fortement remise en question, d'une part par la poursuite de la sécularisation (sauf exceptions, la crise des vocations, par exemple, n'a pas été résolue et le clergé continue d'être constitué majoritairement par des missionnaires étrangers), d'autre part par la concurrence que lui oppose, dans un contexte d'exaltation du marché, une mouvance religieuse qui, malgré ses protestations d'apolitisme, pratique un mode plus poussé de confusion du politique et du religieux.

Les premières implantations protestantes (luthériennes, anglicanes) en Amérique latine sont apparues après l'indépendance, avec des immigrants européens, au Brésil, au Chili et en Argentine principalement, et sont demeurées circonscrites à ces groupes (1). A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, *accompagnant l'influence économique* et politique croissante des Etats-Unis dans la région, des missionnaires nord-américains des Eglises presbytériennes, épiscopales, méthodistes, baptistes... se glissèrent dans l'espace ouvert par le libéralisme dans sa lutte contre une Eglise catholique identifiée aux vestiges de l'ordre colonial.

En Amérique latine, la Réforme a fait ses premiers pas dans le sillage des réformes libérales. Mais ce n'est qu'avec les effets de la crise de 1929 que se développe le courant qui deviendra vite dominant au sein du protestantisme latino-américain et assurera sa percée, le pentecôtisme. Les quinze dernières années sont une *nouvelle étape, plus décisive : le* phénomène évangélique sort de la marginalité et s'affiche sur le devant de la scène. Au Brésil, en Bolivie, au Chili, au Guatemala surtout, on assiste à une véritable « explosion » (entre le quart et le tiers de la population dans le dernier de ces pays) ; les minorités protestantes sont plus pratiquantes, plus prosélytes et plus encadrées que les catholiques, sociologiquement majoritaires.

Le pentecôtisme opère une *«rechristianisation par le bas». A la* différence du protestantisme traditionnel, il s'implante dans les couches populaires, parmi les laissés-pour-compte du progrès, les témoins des échecs de la modernisation, les victimes des crises et des conflits. Il *se développe notamment au sein des* populations déracinées qui, lors des dernières décennies, sont allées gonfler les bidonvilles des grandes métropoles ou peupler les zones de frontières agricoles. Il se répand dans les zones rurales dépaysannisées, mais aussi au sein des populations indiennes paysannes délaissées par le clergé catholique (Bolivie) ou déçues dans leurs attentes à son égard (Guatemala), parmi les Indiens déplacés, parqués dans des réserves (Brésil) ou dans des villages de regroupement.

Les sectes prolifèrent dans un relatif vide institutionnel (le néo-libéralisme accentue une absence de l'Etat que compensent difficilement les municipalités, les ONG, les Eglises traditionnelles, les organisations de l'opposition), ainsi que sur un tissu social et économique désagrégé. La « communauté des frères » – comme les Indiens, les évangéliques s'appellent entre eux « *hermanos* » – offre un *substitut au lien communautaire* déchiré, décomposé. Elle aide le groupe à survivre dans des situations parfois extrêmes.

Les assemblées de pentecôtistes mobilisent l'affectivité, mettent en scène les émotions ; elles doivent une bonne partie de leur succès à l'aptitude à capter les aspirations et les expressions de la religiosité populaire et à les transmuer en « manifestations de l'Esprit saint » : possession, transe, « don des langues », don d'opérer des guérisons et autres « miracles », rêves divinatoires, signes annonciateurs de la fin des temps, etc. Cette réhabilitation s'accompagne toutefois d'une totale intolérance *à l'égard des croyances et des* cultes « païens », d'origine précolombienne ou africaine, et des syncrétismes plus ou moins acceptés par l'Eglise catholique. La chasse à l'« idolâtrie » et à la sorcellerie se *double d'une guerre au fléau de* l'alcoolisme.

Des positions politiques

Le recours aux satisfactions symboliques et les attentes millénaristes n'interdisent pas toute action socio-économique, mais les principaux changements s'opèrent dans la vie quotidienne, dans le cadre de la famille et de la communauté des croyants. Toutefois, lors des deux dernières décennies, des sectes néo-pentecôtistes et d'autres sectes de choc – pas toutes protestantes – affirment des positions plus ouvertement politiques et idéologiques, d'orientation fondamentaliste.

Leur stratégie est celle de la conquête des élites ; les « nés-de-nouveau » (*born again*) sont souvent des technocrates, des gestionnaires, des ingénieurs, des hommes et des femmes des médias ou du monde des affaires, des hommes politiques, etc., susceptibles d'occuper des lieux de décision et de pouvoir. Les médias jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des bases par ce « secteur émergent ». *Les résultats de* cette stratégie de « réévangélisation par le haut » ne se sont pas fait attendre : deux chefs d'Etat au Guatemala (le général Rios Montt et l'actuel président Jorge Serrano), un *vice-président* et *plusieurs personnalités* dans l'entourage du président Fujimori au Pérou, des députés au Brésil et en Colombie. Au Honduras, le président Callejas est entouré de membres de diverses sectes, dont l'Eglise de Moon.

Avec le reflux des idéologies révolutionnaires et progressistes, la « lutte pour le sens » se déplace : elle oppose maintenant un catholicisme d'après la période postconciliaire (d'après la Réforme) à un évangélisme qui, ayant lui-même pris le contre-pied de la Réforme, s'étend à la faveur des crises et des guerres et de tout ce qui jette un soupçon sur la vision optimiste des Lumières. Les nuances ne sont pas minces mais elles fixent ainsi – pour combien de temps ? – l'enjeu et le champ du conflit : l'Eglise catholique s'efforce de restaurer son autorité en affirmant sa vocation rectrice et protectrice des pauvres et des déshérités, mais, de plus en plus nombreux, ceux-ci se tournent vers des Eglises et des sectes qui, s'étant implantées ou renforcées à la faveur des dictatures militaires et de la vague néo-libérale, sont fondamentalement anti-humanistes.

Pourtant la complexité et la fluidité des rapports entre communauté et individu, entre base et responsables, au sein de chacune des deux mouvances, laissent ouvertes les chances de la modernité et de la démocratie. En tout état de cause, les sociétés latino-américaines, même si elles ne sont pas des sociétés laïques, sont trop sécularisées, trop fragmentées et trop ouvertes – à l'intérieur et plus encore sur l'extérieur – pour se laisser submerger par des vagues fondamentalistes ou de restauration religieuse.

(1) Pour une approche historique, cf. Jean Mayer, « Les protestantismes en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 9, IHEAL, Paris, 1990.

Prochain article
Progrès
et espérance régionale

Pérou : l'épée et la croix

Les jésuites ont été les propriétaires terriens les plus puissants de la vice-royauté tout en faisant du commerce

LE 16 novembre 1532, Francisco Pizarro, ses 180 soldats et ses 37 chevaux font irruption sur la place de Cajamarca. Le Père dominicain Vicente Valverde, qui accompagne les conquérants, offre sa Bible à l'empereur Atahualpa, qui la jette à terre et blâme les envahisseurs espagnols pour tous les dégâts causés. Parce qu'*« il refuse les choses de Dieu »*, Atahualpa est fait prisonnier devant son armée de 100 000 indigènes.

Sa libération est mise à prix : une salle remplie d'or et deux autres d'argent. Les fantastiques trésors de l'empire sont acheminés vers Cajamarca. Malgré la rançon, la bonne foi de l'Inca est trahie. Il est exécuté le 29 août 1533.

Pizarro et Valverde – l'épée et la croix – descendent alors sur Cusco. Cajamarca n'est que le premier épisode sanglant de la conquête, de l'évangélisation et du pillage de l'empire inca.

L'expropriation est justifiée théologiquement par une grande partie de l'Eglise. Les Incas idolâtres doivent payer leur rédemption en espèces sonnantes mais aussi en terres, en produits agricoles et en travaux forcés dans les mines d'argent de Potosi et celles de mercure de Huancadelica.

Très vite, la société andine, de base agricole, est désarticulée. La population indigène *« combustible du système productif colonial »*, comme l'a écrit le Brésilien Darcy Ribeiro, est décimée (elle tombe de neuf millions à un million d'habitants en cinquante ans) et les terres de la communauté indigène sont usurpées. Au début du XVII[e] siècle, l'économie coloniale est consolidée grâce à l'exploitation féodale des haciendas. L'Eglise vient en tête du système d'accumulation : le clergé séculier dispose d'une part de la dîme ; mais les curés perçoivent aussi certaines redevances, notamment lorsqu'ils administrent les sacrements ou président les cérémonies (baptêmes, mariages, enterrements) et les fêtes du *« saint patron »*.

Manuel de Vidaurre est sidéré de voir comment les Indiens misérables sont victimes de chantages et, pour *« gagner une place auprès des anges dans l'au-delà »*, sont obligés d'être les *« parrains »* de la fête. Il leur faut alors débourser chacun de six à quatorze pesos, livrer un panier d'œufs, une marmite de beurre et une douzaine de poules...

de Lima
NICOLE BONNET

Lire la suite page 14

هكذا من الأصل

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LECTURES — BERNARD MARIS

L'armée internationale de réserve

Le fameux village planétaire, engendré par l'économie-monde, a tous lee espects réjouissants du village : rien n'y passe inaperçu, on s'y déteste depuis des générations, et, à l'occasion, on s'y étripe pour des questions de clôture. Pas de bucolique engélus, mais le tintamarre inlassable du marteau-piqueur. Dans le vacarme et la fumée, le château du Nord est épié depuis les communs surpeuplés du Sud. Demain, bal tragique au village !

Chantons sous la pluie acide

L'État de la planète, de Lester R. Brown (1).

Qu'est-ce qui chauffe le plus, la Bourse ou le planète ? Les deux. Si l'économie va bien, l'écologie va mal. Depuis Jean-Baptiste Sey, qui clame que les ressources étaient inépuisables, un écooomiste croisant un écologiste n'e rien à lui dire, en dehors de l'injure rituelle d'adorateur de Cro-Magnon.

Fait extraordinaire, dans ce livre des économistes deviseot calmemeot d'écologie, ou peut-être l'inverse. Et tout ça depuis Weshington D.C., capitale du pays où moins de 5 % de la population mondiale absorbe plus du tiers de l'énergie du globe, avec le record absolu du déchet, où l'on renâcla infiniment pour signer le protocole de Londres sur la protection de l'ozone, et où la Texas Crude s'apprête à détruire, pardon, développer, uo millioo d'bectares d'Amazonie.

Dans une huitième autopsie du crime cootre natore, pis, du matricide, Lester Brown et ses associés déchirent l'alternative scbizophrénique de l'adoration ou de la haine de la croissance. Ils parlent du progrès, de l'emploi. Ils écoutent etteotivement les violons statistiques qui bercent notre hien-être. Forte bausse, aux Etets-Unis, de la productioo ou des valeurs boursières depuis 1980 ? Mais en moyenoe d'espéraoce de vie, d'analphabétisme, et de revenu par tête... les Etats-Unis déclinent ! La première victoire de l'écologie esl une victoire sur l'idéologie oiaise du chiffre.

Rassurez-vous, lecteur chagrin, il y a de quoi pleurer : la désertification, les pluies aeides, les gaz à effet de serre, la disparitioo des espèces, le smog, et l'omoipréseote et imbécile voiture, mauvais serviteur et bieo méchant meître. Quatre chapitres évoquent l'urbanisme, l'énergie, le recyclage, la forêt. Uo chapitre courageux parle de l'avortemeot.

Meis le plus curieux cooceroe les militaires. On imagioe mal la longue guerre menée par les armées cootre l'eovironnement. En temps de conflit évidemment, à coups de défoliants ou de tapis de bombes, mais surtout dans le sileoce du secret défeose eo temps de paix. Sans parler des bricoles, comme les taux da leucémie effrayants eprés les essais nucléaires daos l'Utab ou le Nevada, l'armée consomme beaucoup d'eau, d'air et d'espace. Et les dégâts procurés par l'entraîneoeot d'un bombardier furtif à notre petite ozone, bieo discrète aussi, pauvrette, foni presque regretter d'avoir jeté sa bombe à raser.

Il ne s'egit pas du traditionnel requiem pour une planète défunte. Pas de jérémiades apocalyptiques. Mais une politique écooomique verte, très précise (notamment dans le dernier chapitre eoosacré aux impôts verts et erédits verts), en attendant le « morale écologique » qui nous fera hien, un jour, pouffer de rire devant les grosses BMW.

Avec l'écnlogie, suggère Lester Brown, l'économiste retrouve son rôle primordial de comptahle. Il n'y aura pas de moratnire pour le dette écologique : quelqu'uo paiera. Que chaque génération soit done comptahle de son patrimoine. Allez, les comptables oationaux ! Enregistrez désormais les voitures qui naissent, mais aussi les papillons qui meurent. Sinon, ceux qui chanteot aujourd'hui sous la pluie ecide verront leurs eofants danser sur un cadavre.

Mouvements et populations

L'Empire du chaos, de Samir Amin (2).

Il y e chez Samir Amin des mots tellement porteurs de oostalgie : crise, contradiction, aliénation... Aliénatioo possède un si doux parfum de *sixties*... Et que dire do joli « *compradoriser* » (tradoction : « mercantiliser »), qui revient à chaque page ? Toute l'Amérique latine, le Che.

Samir Amin réécrit un peu ehaque fois le même livre. C'est le Patrick Modiano de l'économie. Ses lecteurs oe seront pas déçus. Ils retrouveroot les images du catalogne marxiste, confiaot, solide, et même des nouveautés : l'écologie et la guerre Nord-Sud. Feuilletez, camarades, et espérez. Car le libéralisme, *« qui a le vent en poupe, s'effondrera sous le poids des contradictions qui s'accumulent »*.

Le défi démocratique, l'alternative socialisme ou barbarie, le chaos moodial eggravé par l'extensioo du marché, et tant de luttes à venir... Clichés pour réchauffer les cœurs, ou crues vérités ? Le lecteur choisira. Mais dans tous les cas il aimera le ton particulièrement dur de ce livre, vis-à-vis de le Banque moodiele, qui fait parler les statistiques, à la façoo libérale, sous le torture des modèles ; de l'Europe, qui était peu avant la guerre du Golfe, et rien après ; des médias, caisses de résooance de la raison des plus forts... Le Nord règne, mais oe gouverne pas.

La Population de la France, de Daniel Noin (3).

Parce que les phénomènes de population se déroulent dans les profoodeurs sociales, la lecture d'un livre de démographie *permet toujours de se ressourcer*, d'autant que la France est, démographiquement, un pays original et mystérieux.

Par exemple, ce mystère de la première baisse de fécondité de l'Occident au XVIII[e]... Ne faisait-il plus boo vivre en France ? Au cootraire. Au même mumeot, les Français cessent d'émigrer, et notre pays devient un terminal. Oo s'y arrête. Oo s'y intègre. Et comment mesurer mieux l'intégration que par la fécondité des étrangères, qui se rapproche de celle des Françaises ?

Livre très descriptif, riche en séries longues et en cartes, porteur de multiples informations (ainsi, très étonnant : le taux d'aetivité des femmes était plus fort eo 1920 qu'aujourd'hui), et qui consacre une belle part à l'immigration.

Migrations, changements sociaux et développement, d'André Quesnel et Patrice Vimard (4).

Lire ce colloque de l'ORSTOM à base d'enquêtes démographiques sur les migrations internes d'Afrique ooire, d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Inde, pour le très gros travail de terrain, les difficultés d'analyse de la motivation du migrant, et surtout, bélas, l'inefficacité totale des tentatives de contrôle.

Le Nord se reforme

La Nouvelle Organisation internationale des échanges, de Bernard Dézert et Gabriel Wackermano (5).

Sous une couverture à donner des troubles visuels, de oombreuses cartes et dnooées (et parfois répétitions) coneernant les réseaux mondiaux d'échanges, les systèmes de transport, les réseaux et oœuds de communications. *« L'espace n'est jamais en équilibre »*, dit Gabriel Wackermann.

Centres et périphéries se déplacent constamment. Autour des trois graodes aires (Japon, Amérique, Europe), les liens invisibles des télécommunications deviennent plus importants que ceux, visihles, des marchandises.

Le Commerce international, de René Sandretto (6).

Alors, faut-il fermer ou non ? Lumineuse réponse normande dans cette belle synthèse, de lecture très aisée, qui part des institutions pour aller aux faits, en passant par les théories. On appréciera le présentatioo byper-didactique et la critique de la « divine justice » des analyses classiques (heureux les pays pauvres car ils vont s'enrichir grâce au commerce ioternational), ainsi que la bonoe part faite à l'échange inégal.

La réflexion sur le concept économique de nation, emprunté à François Perroux, est un peu la trame de l'ouvrage. Le Nord eehète au Nord, les termes de l'échange contioueot de se dégrader, et un suhtil *« protectionnisme furtif »* se dessine. L'accompagne une explosioo des firmes transnationales.

Paradoxalement, la sooveraioeté oationale s'affaiblit, alors que *s'affirme le fait national... « Les schémas théoriques classiques sont devenus eaduc »*, conclut ce livre riche d'informations, encadrés, et références.

(1) *L'Etat de la planète*, Economica, 385 p., 98 F.
(2) *L'Empire du chaos*, L'Harmattan, 140 p., 75 F.
(3) *La Population de la France*, Masson, 204 p., 125 F.
(4) *Migrations*, ORSTOM, 390 p., 110 F.
(5) *La Nouvelle Organisation internationale des échanges*, CDU-SEDES, 234 p., 156 F.
(6) *Le Commerce international*, Armand Colin, 190 p., 69 F.

Les pauvres et leurs experts

Démocratie et pauvreté (1) réunit les actes, presque spontanés, d'un colloque du Bicentenaire organisé par l'association ATD-Quart-monde. Un air très vif y souffle. Les grands universitaires invités (Michel Vovelle, Alfred Grosser, Pierre Rosanvallon...) ne sont pas vraiment de ceux qui se drapent dane le jargon, mais là, contact des militants de l'humilité et du dénuement oblige, ils ont laiesé la robe doctorale *au vestiaire*.

Intercesseur euprès de Diau, puis parasite, vagabond, canaille (*« Nous sommes les sans-culottes at la canaille »*, dit Robespierre), ballotté entre la peur, la haine, rarement la miséricorde, le pauvre n'est pas un bon consommateur, encore moins un bon producteur, at, contrairement à l'ouvrier, il n'a eucun avenir.

Chequa époque eut sea « nouveaux » pauvres : maçons de la Creuse, ouvriers accidentés, et Auvergnats, lesquels inspirèrent beaucoup de répulsion (aujourd'hui, ils auraient plutôt la narine délicate). Ils furent chassés de l'hôpital, récupéré per les nantis (trbe belle communication du professeur Péquignot). Babeuf fut un vrai pauvre. *Et nous, narcisses, émus* de notre propre compassion de bazar, notre pitié de jeu télévisé, pouvons-nous encore lire ce livre ?

Les Nababs de la peuvreté, de Graham Hancock (2). Deux catégories d'experts doivent se sentir ralativemenat mal à l'aise, eu moine dana leur capacité à communiquer leurs trouveilles : les experts en chômage et ceux en développement.

Ca livre concerne les eeconds. Il est d'una effroyeble méchanceté. Tourisma du développement, gros émoluments, et champagne au milieu des affamés.

Il contient une ettaque d'une violence inoufe contre la Banqua mondiale et sa bureaucratie, capable de préparer... *« une eolution finale pour les peuvree »* ! Hélas, les parasites na ea contentent pas d'êtra passifs, et sur le chemin de la Banque, les catestrophes financières succèdent aux catastrophes écologiques. A lire pour enrager.

(1) *Démocratie et pauvreté*, ATD-Quart Monde Albin-Michel, 690 p., 180 F.
(2) *Les Nababs de la pauvreté*, Robert Laffont, 340 p., 130 F.

Pérou : l'épée et la croix

Suite de la page 13

Les multiples confréries rivelisent de largesses. De surcroît, et illégalement, les curés se font un bon petit pécule en tant qu'agriculteurs, mineurs ou commerçants, comme celui déconcé par le franciscaio Buenaventura de Salinas, qui chargeait comme des mulets trois cents lodiens et les faisaient fouetter par des gardiens métis pour qu'ils acheminent son blé jusqu'à Cusco où le prix de vente était *trois fois plus élevé*...

Certains missionoaires protestent *vigoureusement contre ces pratiques*, alors que les Indiens pensent que *« l'or est le dieu des chrétiens »* comme le note le Père dominicain Bartolomé de Las Casas, ou comme le souligne le Père jésuite José de Acosta, *« que l'Evangile et les sacrements se vendent »*. Mais ils prêchent dans le désert, et l'interdiction faite eu clergé par le Concile de Trente de se mêler de commerce ou d'fndustrie restera lettre morte.

D'Importantes donations

Pour leur part, les ordres religieux bénéficient de donations (et d'importantes dots lorsque les filles de bonne famille entrent au couvent) mais ils vivent surtout de baux, d'hypothèques et d'usure, comme le démontre l'historien Luis Miguel Grave. Ayant étudié minutieusement le pouvnir de l'Eglise à Cusco pendant l'époque coloniale, il retrace notamment l'histoire des religieuses du couvent de Santa Clara et des bethléémites.

Les sœurs clarisses s'installent en 1559 à Ollantaytambo, dans la vallée sacrée de l'Inca, sur des terres dont un cooverti leur a fait cadeau. En 1586, elles accordent un prêt à Antonio de Porras, un propriétaire terrien voisin. Trois ans plus tard, la dette étant impayée, elles disposenl en usufruil d'une de ses haciendas el en obtiennenl, peu après, d'une feçon plus ou moins régulière, le droit de propriété. En 1622, la veuve de Porras perd toutes ses terres mais elle obtient en compensation que sa fille prenne le voile, ce qui était alors l'ambition la plus chère de l'élite locale. A Cusco même, l'ordre des bethléémites accumule, en peu de temps, des biens pour une valeur de 300 000 pesos.

Les moines héritent de la fortune du curé de San Blas, puis reçoivent les dons généreux de la confrérie du Doux nom de Marie, les biens mobiliers du notable Mollinedo et l'hacienda du curé d'Ollantaytambo. Ils dirigeot le plus grand hôpital de la vice-royauté et sont bientôt présents dans toutes les villes.

Ils sont quant à eux autorisés à « faire o'importe quoi » car ils doivent financer leurs œuvres de charité. Ils ne s'en priveront pas mais ils se comporteront eussi comme de dynamiques entrepreneurs Eo comparaison, les dominicains étaient les « pauvres de Cusco ». N'empêche, ils dépensaient 50 000 pesos par an pour moderniser et enrichir leurs monastères.

Cependaot les jésuites ont été les propriétaires terriens les plus puissants de la vice-royauté. En effet, ils ont réinvesti la majorité de leurs profits, tirés de leurs collèges et de leurs monastères, dans l'acquisition de terres situées principalement sur la côte. Ils ont diversifié la production, plantant de la canne à sucre au nord (le sucre deviendra le premier produit agricole d'exportation), des vignobles au sud et du coton.

Ils ont aussi introduit la coca à Huanta (Ayacucho) et fabriqué de l'alcool de canne. Comme les feuilles de coca et l'alcool laissaient partie du salaire de l'Indien, leurs débouchés étaient assurés ainsi que de bons dividendes, si l'on s'en rapporte aux commentaires royaux de Garcilaso de la Vega.

La Compagnie de Jésus s'était spécialisée aussi dans le commerce. Elle centralisait à Lima les marchandises provenant des régions les plus reculées et les redistribuait dans tout le pays. Le vice-roi Manuel de Amat, essaya, en vain, de mettre fio à cette activité, semble-t-il peu prestigieuse, parce que *« les Pères parcouraient tous les jours les marchés, les tavernes, les boutiques et les entrepôts avec leur mule, une petite table* [de calcul] *à la main pour compter l'argent gagné »*.

Les « fabuleux trésors » engrangés par les Pères jésuites faisaient jaser l'élite créole. Mais, dans une large mesure, il oe s'agissait que d'une légende, comme le démontrera l'inventaire de leurs biens à la suite de leur expulsion, en 1767. La quantité d'argeot et de hijoux saisis, considérable certes, était loin de répondre à l'attente des commissaires-priseurs. Cela démontre que les jésuites étaient beaucoup plus modernes que leurs contemporains, commente l'historien Pablo Macera.

Les idées libérales

Bien qo'ils aient investi des sommes fabuleuses dans la construction d'églises et l'ameublement de leurs résidences, ils accordaient une importance primordiale à l'acquisition de biens fonciers qui seront évalués à plus de 6 millions de pesos. Grâce eu perfectionnement de leur méthode de gestion, ils administraient une économie complexe et sur une grande échelle depuis Lima, ce qui les situe à l'evant-garde de leur époque.

Au dix-huitième siècle, l'Eglise est à son apogée. A Lima, la « ville des rois » (trente-six mille habitants) on compte alors six mille moines ; mais ceux-ci s'intéressent de plus en plus à la vie matérielle. Emules du frère Tomas de Mercado, qui fut l'auteur au seizième siècle d'un guide des marchands, ils s'érigent en agents commerciaux de la monarchie, allant jusqu'à proposer de nouvelles techniques pour améliorer l'exploitation des mines.

Les marins espagnols, Jorge et Antonio de Ulloa constatent que *« pour faire des richesses il faut prendre l'habit et ne pas avoir de scrupules... »*. Les tractations commerciales des jésuites étaienl, dans l'ensemble, limitées, eu regard des métbodes usuraires employées par d'autres religieux et dénoncées par les écrivains de l'époque.

Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, le féodalisme colonial est remis en cause. Les premiers soulèvements indigènes éclatent sur les hauts plateaux et, en 1781, Tupac Amaru assiège Cusco. Quarante ans plus tard, l'indépendance est proclamée à Lima, mais il faut attendre 1824 pour que Bolivar gagne la bataille finale dans les Andes. Avec l'avènement de la République, les idées libérales et maçonniques prennent de l'essor. De nouveaux groupes économiques vont surgir avec le boom du guano grâce auquel s'ébauchera l'Etat moderne.

Parallèlement va décliner l'influence de l'Eglise. Celle-ci essaie bien de maintenir son *statu quo* mais des voix toujours plus nombreuses proposenl le retour à *« l'humilité évangélique »* et s'élèvent contre *« le poids intolérable de la dîme et les charges monstrueuses »* qui accablent les paysans. Selon un inventaire effectué en 1847, trois mille deux cent cinquante-trois religieux et curés ont perçu 828 125 pesos dans l'année grâce aux redevances.

Les libéraux décident alors la suppression de la dîme et autres tributs. Ruinés, une cinquantaine de couvents ferment leurs portes et le nombre des religieux diminne de moitié. Les biens ecclésiastiques sont pillés : Bolivar finance une de ses expéditions militeires en eoofisquant 500 000 pesos à l'Eglise de la côte nord.

Le clergé est relégué aux sacristies et, bien vite, il est décidé que les curés deviendront de simples salariés de l'Etat. L'évêque d'Ayacucho, Mgr Moreyra, proteste : *« Avant, les fils de famille voulaient tous être prêtres. Maintenant, n'importe quelle carrière procure une vie plus florissante. L'Etat donne 50 pesos par mois aux curés. C'est moins que ce que reçoit le portier d'un ministère. »*

Les vocations religieuses se font plus rares... A la fin du dix-neuvième siècle, l'Eglise perd ses derniers privilèges. Désormais l'état-civil est laïcisé. Et, en 1919, le processus de sécularisation est achevé.

En revanche, duraot la secoode moitié du vingtième siècle, l'Eglise joue le rôle de pionnier de la réforme agraire dans les Andes. Les évêques de Cusco et de Cajamarca distribuent leurs terres aux paysans et créent des centres d'epprentissage pour former les futurs cadres ruraux.

Aujourd'hui, l'Eglise catholique n'est plus guère une puissance économique. Mais elle est toujours à la tête d'un patrimoine culturel important, contrôlant encore la moitié de l'éducation privée. Elle joue aussi un rôle de premier plan comme support institutionnel d'activités sociales (qu'il s'agisse de l'alimentation, de la santé, ou du développemenl) financées par la solidarité internationale. Enfin, face à un Etat en pleine déliquescence, l'Eglise est à nouveau l'institution la plus solide du pays.

de Lima
NICOLE BONNET

Correspondance

Après la publication de l'article intitulé « L'Italie hémiplégique » (« Champs économiques » du 23 juillet), Jacques Fayette, professeur à l'université Jean-Moulin de Lyon, nous écrit :

Il est incontestable que la faiblesse de l'Etat et que le problème du Mezzogiorno coostituent deux boulets dans la croissance italienne. Cependant, ce gouvernement, particulièremeot faible et qualifié de « balnéaire » lors de sa première composition, au début de l'été 1989, a pu réaliser un nombre impressionnant de réformes : loi Amato transformant le secteur bancaire, loi donnant une structure politique plus stable aux collectivités territoriales, évolution des structires universitaires.

Il convient de citer le début d'un mouvement de privatisatioo de l'énorme secteur public, suite au rapport Scognamiglio, mouvemeot dont l'ampleur dépendra du succès du ministre du Trésor, Guido Carli, des pressions de Bruxelles et, inversement, de la capacité de résistance des secrétaires généraux des partis au pouvoir, dont dépendeot environ quinze mille postes au nom du principe de la *lottizzazione*. Enfin, on ne peut pas omettre les efforts opioiâtres du président Francesco Cossiga et d'autres hommes politiques pour mettre à jour les institutions.

En ce qui concerne le Mezzogiorno, la dissolution de la Cassa en 1986 s'est traduite par une baisse notable des transferts de ressources et corrélativement par un début de prise en main du développement par des entrepreneurs locaux, avec une propension élevée à la création d'entreprises et des réussites incontestées, comme celle de Bari. Par ailleurs, il est tout à fail inexact de dire que les entreprises italieooes sont absentes de l'étranger et spécialisées dans des activités à faible valeur ajoutée. Comment expliquer alors que la France soit passée en dix ans d'uo excédent commercial de 4 milliards de francs à un déficit de 17 milliards en 1990 et probablement supérieur à 20 en 1991, et tout cela avec un contenu sectoriel qui se traduit par une perte d'environ cent mille emplois ?

Commeot expliquer que l'Italie équilibre presque ses échanges evec le Japon, grâce à ses commerciaux, ses créateurs et ses iogéoieurs, *[qu'elle] soit* eo traio de dépasser l'Allemagne dans de nombreux dumaines da la machine-outil, et notamment la robotique, *[qu'elle]* se soit hissée au deuxième rang mondial dans le secteur des grands travaux, derrière les Etats-Unis mais devant le Japon et la France ? On pourrait multiplier les exemples. Les groupes français l'oot hien compris, et la France est devenue le premier investisseur étranger dans la péninsule.

Il est probable que l'Italie dépassera la France evant la fin du siècle et il est certaio que toute la partie se situant au nurd de Rome a un niveau de vie plus élevé que le moyenne française. A l'heure nù certains craignent une Europe trop centrée à l'est, la coopération entre les pays méditerranéens devienr plus que nécessaire. Cela passe par une juste appréciation des forces et des faiblesses des uns et des autres.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Juillet/Août 1991
LES RÉFUGIÉS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
8 F

de réserve

s pauvres et leurs experts

Correspondance

LES RÉFUGIÉS

ÉCONOMIE

BILLET

L'Allemagne et ses impôts

L'Allemagne va-t-elle profiter de la création du marché unique européen pour relever fortement ses impôts indirects et financer plus facilement les dépenses budgétaires entraînées par la réunification? La tentation est forte outre-Rhin d'augmenter de 2 points le taux normal de la TVA. M. Moellerman, ministre des finances, est partisan d'une telle opération qui rapporterait environ 30 milliards de merks, soit près d'une centaine de milliards de francs. Une aubaine quand on sait que cette année le déficit public, qui ne cesse de s'aggraver, pourrait atteindre 155 milliards de marks, soit environ 5 % du produit national.

Pour éviter que la gigantesque opération de réunification en cours ne débouche sur des désordres monétaires et une forte inflation – gare aux désordres à l'heure où l'URSS est profondément déstabilisée, – l'Allemagne est obligée de mener une politique économique rigoureuse. D'où le relèvement des taux d'intérêt; d'où la « contribution de solidarité » payée début juillet, en fait une hausse de 7,5 % de l'impôt sur le revenu, qui rapportera 22 milliards de marks; à quoi s'ajoutent d'importantes hausses de l'essence et des assurances. Difficile de faire davantage dans ce domaine. La voie est plus ouverte du côté de la TVA. Le rapprochement des taux européens, entrepris par la Commission de Bruxelles pour que puisse fonctionner sans trop de distorsions de concurrence le marché unique de 1993, implique en fait que l'Allemagne relève son taux normal tandis que la France baisserait le sien.

En juin dernier, la Commission a fait admettre le principe d'un taux normal minimum de 15 % et accepter l'idée que toute modification intervenant désormais devrait aller dans le sens d'une plus grande convergence. La France, qui est à 18,6 %, verrait ses efforts d'harmonisation facilités si l'Allemagne, au lieu de fixer son taux normal à 15 %, passait directement à 16 %. En juin dernier, l'Allemagne avait fait partie du groupe des pays qui s'étaient opposés à la fixation du taux minimum de TVA à 16 %, alors que huit nations sur douze y étaient favorables. En quelques semaines, les choses ont évolué. Bonn n'a pas encore sauté le pas mais, interrogé il y a quelques jours à la télévision, M. Helmut Kohl n'a pas écarté la possibilité d'une hausse de 2 points de la TVA en janvier 1993. Il est vrai que M. Waigel, le ministre de l'économie, s'y déclare opposé dans une interview publiée cette semaine dans *Die Welt*...

ALAIN VERNHOLES

Après la démission des trois principaux dirigeants de la firme

Le Trésor américain atténue ses sanctions contre Salomon Brothers

Suite à la démission des dirigeants de Salomon Brothers *(le Monde* daté 18-19 août), le *gouvernement américain a* annulé, quelques heures après l'avoir décidée, la suspension de cette firme d'investissements de toute participation directe aux ventes des bons du Trésor.

Cette volte-face inattendne fait suite à la démission dimenebe 18 août des trois principaux dirigeants de Salomon Brothers, l'une des plus importantes firmes d'investissements de Wall Street à la suite des irrégularités commises par certains employés de la société sur le marché des fonds d'Etat. Cette décision est liée au remaniement rapide de l'état-major de la firme et à la nomination à sa tête de M. Warren Buffet, l'*un des principaux action*naires individuels de la société de courtage.

Le département du Trésor, en suspendaot Salomon Brothers, avait précisé que cette disposition resterait en vigueur *« jusqu'à l'adoption des mesures appropriées »* face aux achats irréguliers de bons du Trésor et dans l'attente des résultats de l'enquête en cours sur ces acquisitions. La firme d'investissement pourra donc à nouveau acheter des bons du Trésor pour son propre compte, mais non pour le compte de ses clients. Elle pourra eependant revendre à sa clientèle les bons qu'elle aura achetés, a précisé le Trésor.

De plus, dans le même communiqué, le département dn Trésor *« o fait part de sa haute considération envers M. Buffet »* et a déclaré *« qu'il souhaitait entretenir avec le nouveau président une relation de travail constructive ». Finalement* ce sont trois dirigeants de Salomon Brothers et non deux qui ont démissionné de leurs fonctions dimanche à New-York, au cours d'une réunion d'urgence du conseil d'administration. Si le départ du président, M. John Gutfreund, soixante-deux ans, ainsi que celui de M. Thomas Strauss, quarante-neuf ans, étaient prévus depuis vendredi dernier, s'y est ajouté celui du vice-président de la firme, M. John Meriwether, âgé de quarante-quatre ans. D'autre part, le responsable des échanges de bons du Trésor, M. Paul Mozer, ainsi que son adjoint M. Thomas Murphy, ont été licenciés.

Mercredi 14 août, M. Gutfreund avait reconnu être informé depuis plus de quatre mois d'irrégularités commises durant l'hiver 1990 et le printemps 1991 par des cadres de sa société sur des achats de bons du Trésor américain, et ne pas en avoir informé les autorités emériciaines. Les bons du Trésor sont émis lors d'adjudications organisées par le département du Trésor pour financer en particulier l'énorme déficit budgétaire américain et la dette des Etats-Unis. Seules 40 firmes, sélectionnées par les autorités américaines, sont autorisées à acheter ces bons, dans la limite de 35 % du total émis par le Trésor lors d'une adjudication. La direction de Salomon Brotbers a reconnu que ses aebats avaient *notamment atteint* 57 % *des bons à* cinq ans émis lors de l'adjudication de février 1991. Les échanges de bons du Trésor entre investisseurs approchent aujourd'hui les 120 milliards de dollars par jour (720 milliards de francs), contre seulement 25 milliards en 1975.

La finance malade

Pour échapper à la tourmente des scandales il faut soumettre les circuits de l'argent à un véritable code

L'argent fou. L'argent sale. L'argent qui corrompt... Cet été, les scandales auront été financiers. La chronique des marchés est devenue celle des délits en tout genre. Tokyo, Francfort, New-York, Varsovie, Islamabad, Luxembourg : partont, des banquiers et des opérateurs boursiers se trouvent impliqués dans des opérations frauduleuses. La multiplication des scandales va-t-elle jeter le discrédit sur l'ensemble des intermédiaires financiers? Indispensables à l'économie de marché – comme les veines à l'organisme bumain – les circuits de l'argent ont besoin pour fonctionner de la confiance des agents économiques. Celle-ci s'en trouve aujourd'hui quelque peu ébranlée. Gare aux crises – cardiaques!

A Tokyo, des Intermédiaires de la Bourse (les Nomura et autres prestigieuses institutions) protégeaient illégalement leurs gros elients. Au Japon toujonra, des banques prêtaient sur de fausses garanties. A Francfort, quarante-cioq banquiers sont impliqués dans une affaire de manipulation de cours. A New-York, des cadres d'une importante maison de titres (Salomon Brotbers) ont avoué avoir enfreint les règles lors des enebères organisées par le Trésor. L'équipe dirigeante de la prestigieuse *institutioo* a *démissionné* ce week-eod. A Varsovie, les dirigeants de la banque centrale sont mêlés à un détournement de fonds publics – le gouverneur a été limogé. Et puis, partout, il y a la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), *« le plus important scandale boncaire de tous les temps »*, selon les termes des autorités américaines, un feuilleton mondial dont on ne connaît pas encore la fin.

Au-delà de leur diversité, tous ces scandales soulèvent donc un même et unique problème : celui de la eonfiance. Pour assnrer notamment le lien entre l'épargne et l'investissement, l'argent doit circuler. Chaque acteur de la vie économique doit avoir ennfiance non seulement dans la monnain mais aussi dans les réseaux où elle circule. La sécurité de l'épargne publique doit être assurée. Il y a, à cela, trois conditions : il faut qu'il y ait des règles du jeu claires, qu'une police efficace en surveille le respect et qu'enfin, les opérateurs les acceptent. Aucune de ces trois conditions ne semblent totalement remplies aujourd'hui.

Emportée par la vague libérale, la finance e connu au cours des années 80 un profond mouvement de déréglementation. Anarchique et incomplet, celui-ci a conduit à la situation actuelle, celle d'un grand vide. Les anciennes règles onl disparu, les nouvelles ne sont parfois pas encore définies. C'est un peu la loi dn la jungle qui s'instaure ainsi dans le commerce de l'argent, au niveau national comme au plan international.

L'image correspond parfaitement à la finance dans les pays d'Europe de l'Est. Là-bas, la transition est globale : la reconstruction d'un véritable système financier passe par la création de tout un ensemble réglementaire. Des scandales, comme l'affaire polonaise de détournement de fonds publies au profit d'un capitaliste privé dynamique – eo nom prédestiné de *M. Bagsig – y sont sans doute*, dans ces conditions, pratiquement inévitables. La définition d'un cadre précis apparaît comme l'une des urgences des réformateurs est-européens.

A finance mondiale réglementation mondiale

Ce n'est pas un hasard ensuite si les scandales récents les plus importants ont éclaté an Japon et en Allemagne. Dans ces deux pays, la déréglementation du système financier est beaucoup plus récente qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne on même en France. Alors qu'y perdurent des comportements aneiens, les nouveaux circuits de l'argeot fonctionnent sans nouvelles règles de conduite. Au Jnpon, bien qu'engagé dans un mouvement de libéralisation, le système finaneier continue de vivre dans une relation ancienne et malsaine avec le ministère des finances, les milieux politiques et la pègre. A *Tokyo comme à Francfort* – deux des principales places mondiales, – la Bourse n'a pas de gendarme indépendant.

Si la France est *ainsi actuelle*ment épargnée par cette vague de scandales, c'esl sans doute qu'après les affaires de 1988-1989 (le raid raté sur la Société générale, les délits d'initiés lors de l'achat d'American Can par Pechiney...), le gouvernement avait engagé une opération de moralisation des marchés de l'argent. Après la déréglementation de la deuxième partie des années 80, Paris avait ainsi procédé à une reréglementation, avec l'adoption de textes redéfinissant les règles des marchés. Il reste peut-être encore des zones d'ombre (sur la notion exacte de délit d'initié par exemple), la situation y est cependant mieux maîtrisée. De la déréglementation à la reréglementation : Tokyo et Francfort, mais aussi Varsovie et Budapest ne pourront échapper à ce chemin.

Du fait de l'interconnection généralisée des marebés de l'argent, la définition de nouvnlles règles du jeu ne pourra pas être uniquement nationale. A finance mondiale, reréglementstion mondiale. Cette nécessité beurte encore quelques bonnes âmes libérales. L'affaire de la BCCI en prouve pourtant l'urgence. Le groupe des Trente, des économistes américains, a lenré, il y a quelques jours (*le Monde* du 15 août), un appel en faveur d'une réglementation bancaire mondiale. Les dirigeants des principales banques centrales devraient réfléchir sur ce sujet le mois prochain.

L'avenir des paradis fiscaux – leur suppression – devrait être l'un des principeux tbèmes de leur réflexion. Le scandale de la BCCI le montre – une fois de plus – parfaitemeot : ces « pays » aux eontraintes fiseales et surtout *réglementaires allégées*, comme les îles Caïmans et le Luxemhourg (mais aussi peut-être la Grande-Bretagne), sont des portes d'entrée commodes dans le système financier international pour tous les agents du crime organisé. L'argent de la drogue comme ceux de la freude et de la Mafia s'infiltre dans la finance mondiale par l'intermédiaire de ces îlots paradisiaques.

Que la BCCI, présente dans soixante-dix pays, (dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et In France), ait pu, pendant presque vingt ans peut-être, se livrer aux fraudes révélées aujourd'hui est proprement inouï. Cabinets d'audit et commissaires aux comptes, banques centrales, établissements partenaires de la BCCI : tous avaient eu connaissance régulièrement des bilans de la banque, mais aucun n'avait vraiment décelé, avant la fin des années 80, que la BCCI était une machine à blanchir l'argent de la drogue et un instrumeni de fraude au niveau mondial. Cela révèle en tout cas des failles dans les systèmes de contrôle des établissements financiers.

L'informetisation généralisée des circuits de l'argent rend, il est vrai, plus difficile le travail de la police des marchés financiers. Le renforcemnnt de ces moyens apparaît pourtant comme une autre nécessité. Au niveau international en particulier, la coordination engagée par les eutorités boursiéres de plusieurs grendes places mondiales est sans doute encore insuffisante. Elle l'est aussi en matière bancaire.

Une révolution inachevée

Faute d'un véritable eode de bonne conduite et d'une police efficace pour le faire respecter, les marchés de l'argent sont ainsi devenus un lieu d'attraction pour des opérateurs peu scrupuleux. Le retour à une certaine moralité passe d'abord par la définition de nouvelles règles et le renforcement des autorités de surveillance. Mais cela ne saurait suffire. Il faudrait aussi que les intermédiaires financiers eux-mêmes acceptent de faire preuve d'une éthique irréprochable. Les eeteurs des différents scandales de cet été ne sont pas seuls en cause. C'est toute la enmmunauté financière qui est concernée. Pour l'instant, son silence sur toutes ces questions est lui-mêmn matière à réflexion.

Les scandales d'aujourd'hui sont les enfants d'une révolution financiére inaebevée. A l'ultra-libéralisme qui avait dominé le monde de le finance dans les années 80 doit succéder une période de reréguiation. Un retour de l'Etat, mais d'un Etat nouveau sans doute (au niveau international en particulier) est nécessaire, pour éviter un blocage des circuits de l'argent.

ERIK IZRAELEWICZ

Une enquête officielle n'aurait pas trouvé d'irrégularités à la BCCI-Pakistan

Selon le quotidien pakistanais *Dawn* du dimanche 18 août, une commission de haul niveau de la Banque d'Etat dn Pakistan, chargée par le gouvernement de ce pays d'enquêter sur les allégations de malversalions concernant les Irois succursales pakistanaises de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), *« a examiné toutes les activités de la banque »*, mais *« elle a trouvé toutes les opérotions claires et conformes aux lois »*, selon un responsable de la banque centrale.

La commission, qui doit, selon *Dawn*, remettre cette semaine son rapport aux autorités, a aussi examiné les comptes des soixante-cinq principaux débiteurs de la BCCI-Pakistan, qui ont reçu plus de la moitié des six milliards de roupies (près de 1,4 *milliard de francs*) qu'elle a prêtés. Plusieurs journaux étrangers avaient en effet affirmé qne la BCCI-Pakistan avait accordé à des familles influentes eu Pakistan d'importents prêts oon garantis. Mme Benazir Bhutto, dirigeante du Perti do peuple pakistanais (PPP, opposition), dans une interview publiée dimanche par le quotidien *The News*, a annoncé son intention de se procurer la liste des déposants pakistanais de la BCCI et de vérifier s'ils peuvent justifier le montant de leurs dépôts. – (*AFP.*)

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

Les prix ont augmenté de 0,4 % en juillet

Les prix à la consommation en France ont eugmenté de 0,4 % en juillet après 0,2 % en juin, selon l'indice provisoire publié lundi 19 eoût par l'INSEE. Ce chiffre porte la hausse des prix en glissement à 1,9 % depuis le début de l'année (comme l'année précédente), contre 1,5 % fin juin, et à 3,4 % sur les douze derniers mois, enntre 3,3 % fin juin (et 3 % en juillet 1990) .

L'écart d'inflation avec l'ex-Allemagne fédérale qui était pour la première fois en faveur de la France fin juin – de 0,2 % – passe à 1 point, toujours en sa faveur. En effet, la hausse des prix en Allemagne a elteint 4,4 % en glissement annuel fin juillet à la suite du relèvement massif d'impôts et de taxes. Mais si l'on défalque celui-ci, la hausse n'n été que de 3,6 % outre-Rhin entre juillet 1990 et juillet 1991. Selon le ministère des finances, le résultat de juillet est *« exactement conforme à ce qui était attendu »*. Le ebiffre de l'INSEE prend notamment en compte la bausse des loyers, comme tous les trois mois, qui représente à elle seule un dixième de point d'indice en plus. Parmi les autres hausses, figure le relèvement de 2 % des prix des automobiles au 1er juillet et une *« petite housse »* des produits pétroliers, notamment sur le super, qui a pesé pour quelques centimes. Selon les premières indications du ministère des finances, la légère décélération sur les services privés se ennfirme (5,1 % ou 5,2 % fin juillet en glissement annuel sur douze mois, aprés 5,1 % en juin). En revanche, dans les produits alimentaires, on a ennstaté une hausse sur les produits frais.

Des statistiques européennes

Les coûts salariaux français demeurent compétitifs dans la CEE

Les coûts salariaux des ouvriers et employés de l'industrie française n'ont rien à envier à leurs équivalents allemands, belges ou néerlandais, révèle une enquête réalisée, en juillet, par Eurostat, l'institut de statistiques de la Communauté européenne, auprès de neuf des douze Etats-membres.

Quand l'heure de travail revenait, en 1988, à 106,4 francs à l'industriel français, elle coûtait 127,3 francs à son homologue ouest-allemand (soit près de 20 % de plus), 124,2 francs à l'employeur belge et 114 francs au Néerlandais. A l'opposé, le salaire horaire industriel ne coûtait que 20,7 francs au Portugal, 74 francs en Irlande et 75,7 francs au Royaume-Uni.

En matière de salaires, l'industrie française semble avoir fait preuve d'une certaine modération dans la mesure où, entre 1983 et 1988, les eoûts salariaux n'ont augmenté que de 34 %, alors qu'ils se sont, dans la même période, gonflés de 51,5 % en Italie, de 43,6 % au Danemark et de 37,8 % en Allemagne de l'Ouest.

Le poids des charges sociales

La Franee se situe également dans la moyenne communautaire en ce qui enncerne la durée du travail dans l'industrie, avec 1 681 heures travaillées par en. Sur la même période, les ouvriers belges et néerlandais ont travaillé durant 1 608 heures et leurs enllègues allemands, 1 645 heures. A l'inverse, les salariés de l'industrie irlandaise ont œuvré durant 1 945 heures tout emmme ceux du Portugal (1 944 heures).

En revanche, la France demeure le pays où les charges sociales légales et conventionnelles pèsent le plus lourdement en représentant, en 1988, 32 % de l'ensemble du coût salarial. En Allemagne de l'Ouest, ces charges ne représentent que 24 %, au Royaume-Uni 14 %, et au Danemark, moins de 4 %.

□ **Augmentation des réserves de changes de la France.** – Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient à la fin du mois de juillet à 376 milliards de francs contre 368,09 milliards de francs à la fin du mois de juin, soit une augmentation de 7,9 milliards de francs en un mois. En un an (juillet 1991 comparé à juillet 1990), les réserves de changes de la France ont augmenté de 48,7 milliards de francs.

ESGI *La Grande Ecole de Génie Informatique*

Formation en 3 ans d'Experts en Ingénierie Informatique.

En 3ème année, cycle d'études en alternance Ecole-Entreprise : 2 OPTIONS AU CHOIX

- RÉSEAUX et SYSTÈMES D'INFORMATION
- INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL en INFORMATIQUE

Salaire annuel débutant : 170.000 F.

ADMISSION SUR CONCOURS
Date du concours : 4 Septembre 1991
5 épreuves : Maths. (niveau Maths.Spé.) – DISSERTATION – ANGLAIS
ENTRETIENS INDIVIDUEL ET DE GROUPE.

Admissions parallèles en 1ère et 2ème années pour les diplômés BTS et IUT Informatique, DEUG et Licence Scientifique.

ESGI : 25, Rue St-Ambroise - 75011 PARIS
Téléphone : 43 55 44 44

UNE CHARTE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
DE THOMAS MORE.
LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL élucidé, commenté, traduit par André Prévost, docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. La Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets, Custode relevés de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F franco.
Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par CCP. A. Prévost 1462.61 Z Lille ou par chèque ou eurochèque libellé en francs français à l'ordre de A. Prévost. 18, avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
Tél. : 20-59-29-16. Dédicace sur demande.

ÉCONOMIE

Prix au plus bas, prévision de récoltes faibles

La contestation viticole renaît à Narbonne

NARBONNE
de notre correspondant

A quelques jours des vendanges en Languedoc-Roussillon, la colère a saisi les viticulteurs, samedi 17 août. Ce brusque réveil, après une trêve d'un mois, a été marqué par la destruction, à 1 h 27, de la récente annexe du conseil général de l'Aude, à Narbonne. Peu après, deux jeunes viticulteurs, MM. Philippe Vergnes et Thierry Devèze, étaient interpellés, ce qui a provoqué un rassemblement, dans une atmosphère tendue, de deux cents viticulteurs. Les deux hommes ont été libérés, dix heures plus tard, sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre eux.

Si elle ne porte pas officiellement la marque du comité d'action viticole – vieux bras «armé» des guerres du vin des années 60 et 70 que les jeunes viticulteurs audois ont réveillé au mois d'avril – la destruction remet en lumière les difficultés de la profession. Alors que les prévisions de récolte sont faibles, les prix sont au plus bas : 22 francs, contre les 24 francs le degré hectolitre pour les vins de table prévus dans l'accord interprofessionnel du 17 avril. Les marchés ont sombré dans la léthargie et les cotations ont été *suspendues plusieurs fois*.

La profession dénonce les importations à bas prix d'Italie et d'Espagne, s'élève contre les contraintes imposées au Languedoc, demande l'interdiction des coupages de vins provenant des pays de la CEE et accuse les pouvoirs publics d'indifférence. *«A ce jour*, indiquait début août l'intersyndicale de l'Aude, *nous n'avons obtenu qu'une aide dérisoire par son montant.»* Devant son *«impuissance à faire aboutir les revendications essentielles»*, elle avait annoncé qu'*«elle ne se considérait plus comme interlocutrice ouprès des pouvoirs public, ni comme organisme privilégié en matière de défense de la profession»*. Dans ces cas-là, traditionnellement, le comité d'action viticole prend la relève avec les risques de dérapage que cela comporte.

BERNARD REVEL

En marge des ventes de yearlings

Les «courses d'or» de Deauville rapportent deux millions de francs au cheval gagnant

Effervescence à la fois mondaine, économique et sportive à Deauville ces jours-ci. Les ventes de yearlings – pur-sang d'un an, – qui ont démarré très moyennement, sont orchestrées et soutenues par des courses d'un nouveau type : exclusivement réservées aux chevaux acquis aux enchères ; *autofinancées par les éleveurs* et propriétaires à hauteur de plus de 8 millions de francs au total et sponsorisées par Piaget (montres de luxe groupe Cartier). Une formule qui comporte beaucoup d'avantages mais aussi quelques inconvénients.

Le principe des «courses d'or» est simple : pour pouvoir y participer, il faut que le cheval ait été vendu par l'agence française organisatrice des vacations et que le propriétaire, ensuite, paie 75 000 francs de droits d'entrée. C'est le principe de la poule. Celle-ci permet d'offrir 2 millions de francs au premier, 800 000 francs au second, 400 000 francs au troisième, 200 000 francs au quatrième, 150 000 francs au cinquième, 100 000 francs au sixième. Des allocations très supérieures à la moyenne. On comprend facilement l'intérêt mobilisateur du système dopant un marché morose. Tout acquéreur d'un poulain peut espérer, l'année suivante, remporter le gros lot. De quoi faire rêver et susciter un éoorme engouemeot chez les propriétaires de base en mal de recettes pour équilibrer un *budget courses le plus souvent* largement déficitaire. En échange, les courses classiques en souffreot comme oo l'a vu le dimanebe 18 août, toujours à Deanville, où il o'y a eu que quatre partants pour le prix Morny.

Pour bien asseoir le succès de leur entreprise, les avisés promoteurs des courses d'or offrent en supplément à leurs clients une prolongatioo d'espoir. Comme au Loto, un tirage de la seconde chance. Une épreove identique dotée de la même somptueuse *allocation*, mais pour chevaux de trois ans éventuellement plus tardifs.

GUY DE LA BROSSE

CONCOURS COMMUN EPG
Concours d'entrée en 1ère année des 4 Grandes Ecoles du Groupe des Ecoles Parisiennes de Gestion

ESGF Ecole Supérieure de Gestion et Finances
ESGN Ecole Supérieure de Gestion et Négociation
ESGC Ecole Supérieure de Gestion et Communication
ESGCI Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International

Sessions de Septembre 1991
4 épreuves : Culture générale – Anglais – Entretien individuel et entretien de groupe. Bac exigé
25, Rue St-Ambroise – 75011 PARIS
Téléphone : 43 55 44 44

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS
29, rue de Monceau, 75008 PARIS
Société anonyme au capital de 114 100 000 F

En complément du communiqué du 13 août 1991, M. Raul Gardini précise qu'il est déjà administrateur de la SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS et que M. Jean-Marc Vernes, avec qui il agit de concert, détient avec sa famille 15% du capital de la SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS
(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)
Indices pondérés de base 100 : 29 décembre 1990

	9-8-91	14-8-91
Valeurs franç. à rev. variable	114,3	115,4
Valeurs industrielles	115,1	120,5
Valeurs étrangères	114,7	119,6
Pétrales-Energie	126,8	127,4
Chimie	121,3	124,7
Métallurgie, métallurgie	122,8	125,1
Electricité, Electronique	107,1	108,2
Bâtiment et matériaux	121,3	122,2
Ind. de consom. non alim.	115,1	115,5
Agroalimentaire	122,6	123,8
Distribution	117,8	119
Transports, loisirs, services	114,2	115
Assurances	107,8	107,5
Crédit français	115,8	116,7
Sicomi	93,7	93,7
Immobilier et foncier	91,7	92,5
Investissement et portefeuille	107,8	108,5

Base 100 : 28 décembre 1990

Valeurs franç. à revenu fixe	104,3	104,5
Emprunts d'Etat	104,7	105,1
Emprunts garantis et assimilés	104	104,3
Sociétés	103,8	104

Base 100 en 1949

Valeurs franç. à rev. variable	3 880,4	5 917,8
Valeurs étrangères	4 447,5	4 455,8

Base 100 en 1972

Valeurs franç. à rev. variable	560	565,4
Valeurs étrangères	694,1	695,6

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. fr. à rev. fixe	113,1	112,3
Emprunts d'Etat	97	97,4
Emprunts garantis et assimilés	118,1	118,5
Sociétés	115,9	116,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	470,5	475,07
Produits de base	408,2	413,1
Construction	458,7	456
Biens d'équipement	282,4	286
Biens de consom. durables	438,2	452
Biens de consom. non durables	607,2	606,4
Biens de consom. alim.	775,3	784,6
Services	468,7	480,2
Sociétés financières	470,6	478,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	468,8	468,9
Valeurs industrielles	464,4	470,1

TOKYO, 19 août ⬇

Chute de 5,95 % du Nikkei

L'indice Nikkei a perdu près de 6 % en clôture lundi à la Bourse de Tokyo, après l'annonce de la destitution du président soviétique Mikhail Gorbatchev et l'instauration de l'état d'urgence en URSS. Dans un marché actif, l'indice Nikkei a terminé en repli de 5,95 % à son plus bas niveau depuis le 1er octobre, à l'issue de la cinquième baisse la plus importante de son histoire.

L'indice Nikkei a perdu 1 367,61 pointe à 21 456,76, avec environ 360 millions de titres échangés. Les valeurs japonaises ont fortement chuté dès l'annonce de la nouvelle en provenance de Moscou. Un afflux d'ordres de vente a submergé le marché, selon les courtiers. Des *rumeurs de décès de Mikhail* Gorbatchev ont accru la nervosité du marché et accentué les dégagements.

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 19 août
Akai	1 060	1 000
Bridgestone	1 020	870
Canon	1 460	1 430
Fuji Bank	2 180	2 000
Honda Motors	1 420	1 300
Matsushita Electric	1 600	1 470
Mitsubishi Heavy	686	626
Sony Corp.	5 750	5 400
Toyota Motors	1 540	1 460

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE
Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	8 août 1991
Total actif	675 642
dont	
Or	172 748
Disponibilités à vue à l'étranger	127 375
Ecus	59 123
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 986
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 988
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	58 248
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	720
Effets privés	102 450
Effets en cours de recouvrement	23 005
Total passif	675 642
dont	
Billets en circulation	284 962
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	50 312
Compte courant du Trésor public	34 810
Reprises de liquidités	9 454
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	59 471
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

ETATS-UNIS

La Commission américaine des opérations de Bourse veut mieux surveiller les grosses transactions

Afin d'éviter des manipulations de cours, la Commission américaine des opérations de Bourse (Securities and Exchange Commission/SEC) propose de prendre une série de mesures destinées à mieux surveiller les grosses transactions boursières.

Selon ces propositions, toute personne ou société achetant ou vendant en une journée plus de 100 000 actions d'une même firme ou pour une valeur de plus *de quatre millions de dollars*, devra l'en informer. Une autre mesure prévoit également que les firmes de courtage procèdent à un suivi précis des comptes de leurs gros clients afin de pouvoir fournir rapidement à la Fed des informations si nécessaire.

Ces propositions doivent maintenant être discutées avec les milieux professionnels et pourraient entrer en application dans un an et demi, a précisé la SEC.

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Baisse de 9 % du bénéfice d'Electrolux.** – Le groupe suédois d'électroménager Electrolux, numéro un mondial pour les «produits blancs», a enregistré une baisse de 9 % de son bénéfice net après impôt sur les six premiers mois de l'année. Ce dernier s'établit à 917 millions de couronnes, soit environ autant de francs, contre un peu plus d'un milliard au cours de la même période de l'année précédente. Son chiffre d'affaires, qui s'élève à 40,76 milliards de couronnes, accuse un repli de 3 %. A l'automne dernier, la firme suédoise avait engagé un très sévère plan de restructuration, prévoyant notamment une réduction de 10 % de ses effectifs.

□ **Pechiney : baisse de 5,4 % du chiffre d'affaires semestriel.** – Le groupe français Pechiney (emballage, aluminium) a réalisé au premier semestre 1991 un chiffre d'affaires de 38,04 milliards de francs, en baisse de 5,4 % sur la même période en 1990, selon un avis financier. A taux de changes constants, le chiffre d'affaires industriel du groupe est en retrait de 1 % et son chiffre d'affaires total (comprenant les ventes du commerce international), en baisse de 2 %. Les ventes du groupe dans le secteur de l'emballage sont restées soutenues à 15,4 milliards de francs (+ 1,1 %) *mais le secteur de* l'aluminium a continué à subir des difficultés, avec une baisse de 6,5 % de ses ventes, à 9,9 milliards de francs. Dans le secteur du commerce international, le chiffre d'affaires plonge de 26 % à 4,2 milliards de francs. Enfin, les *composants industriels sont en* légère baisse à 4,6 milliards, de même que les «activités industrielles connexes» à 3,7 milliards. Pechiney International a réalisé un *chiffre d'affaires provisoire* de 22,4 milliards de francs, soit 0,4 % de plus qu'au premier semestre 1990.

□ **Nintendo classée firme la plus compétitive de l'année au Japon.** – Nintendo Co. Ltd, le premier fabricant mondial de jeux vidéo, a été l'entreprise japonaise la plus compétitive durant l'année fiscale arrivée à terme le 31 mars, selon une enquête réalisée par le quotidien financier *Nihon Keizai* et publiée samedi 1er août. Nintendo remplace le constructeur automobile Toyota Motors Corp., relégué à la troisième place, indique le *journal*. Seven Eleven Japan Co. Ltd., la principale chaîne de magasins d'alimentation du Japon, a grimpé de la quatrième à la deuxième place. Le quotidien a étudié 1 858 entreprises cotées aux principales Bourses de valeurs japonaises, dont celles de Tokyo, d'Osaka et de Nagoya. Les institutions financières telles que les banques et les compagnies d'assurances n'ont pas été prises en compte dans cette enquête.

□ **Invergordon Distillers repousse l'OPA d'American Brands.** – Invergordon Distillers, l'un des derniers producteurs indépendants de whisky écossais, est bien décidé à défendre son autonomie. Objet d'une OPA inamicale de 2,86 milliards de francs, lancée au début du mois d'août par American Brands, le groupe écossais a, pour la seconde fois, rejeté cette proposition de rachat. Groupe américain spécialisé dans les alcools et le tabac, déjà présent dans le whisky via sa division Wbyte and Mackay, American Brands offre 225 pences par action Invergordon, prix qualifié de *«totalement inadéquat»* par les dirigeants du groupe écossais.

□ **Trafalgar House détient 90,89 % de Davy Corporation.** – Le conglomérat industriel britannique Trafalgar House, qui a lancé *en juin dernier une* OPA (offre publique d'achat) de 1,14 milliards de francs sur son compatriote Davy Corp. au prix de 95 pences par titre, a annoncé qu'il avait acquis des actions ou reçu des promesses de vente représentant 90,89 % du capital du groupe d'ingénierie. Ce total *inclut* la participation de 14,5 % détenue par le français Spie-Batignolles (groupe Schneider), qui a apporté ses 17 400 000 titres. La vente de cette participation devrait faire apparaître dans les comptes de Spie-Batignolles une perte de 220 millions de francs, d'ores et déjà provisionnée, au 31 décembre 1990, à hauteur de 100 *millions*.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3480	....	Immob. Hôtelière	875	....
Arnault Associés	290	....	Interm. Computer	140	....
B.A.C.	116 80	121 20 d	I.P.B.M.	80	....
Bque Vernes	805	....	Loca Investis.	247	246 10
Boiron (Ly)	350	345	Locamic	73 50	73
Boisset (Lyon)	225	....	Metro Comm.	114	....
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	880	870	Moler	146 80	....
Clabenon	390	385	Publi.Filipacchi	406	....
Cardif	700	689	Rasi	710	710
C.E.G.E.P.	145	....	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	296 40	....
C.F.P.I.	279 90	273 10	S.H.M.	177	....
C.N.I.M.	903	....	Select Invest (Ly)	99	....
Codetour	250	260	Sanibo	388	380
Conforama	1000	761 o	S.M.T. Goupil	130	....
Creeks	199 80	184 10 n	Sopra	261 50	....
Dauphin	410	....	TF1	338	....
Defrance	1500	1500	Thermador H. (Ly)	257	....
Demachy Worms Cie	499	423 70 n	Unilog	202	....
Devanlay	830	....	Viel et Cie	90 90	....
Deville	323	332	Y. St-Laurent Groupe	774	....
Dolisos	138 50	....			
Editions Belfond	206	....			
Europ. Propulsion	251	264 90			
Finacor	121	....			
Frankoparis	130	....			
GFF (group.fon.f.)	176	....			
Grand Livre	385	....			
Gravographe	195	195			
Groupe Origny	702	700			
Guerlain	960	960			
I.C.C.	200	....			
Manova	126 10	....			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF
Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 août 1991
Nombre de contrats : 57 574

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	105,38	105,52	105,58
Précédent	105,26	105,34	105,26

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 91	Déc. 91	OPTIONS DE VENTE Sept. 91	Déc. 91
105	0,57	1,35	0,18	0,83

CAC 40 A TERME
Volume : 4 285 (MATIF)

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 827	1 840,5	1 849,5
Précédent	1 820	1 836	1 835

CHANGES

Dollar : 6,17 F ↑

Comme il fallait s'y attendre, lundi 19 août, les événements survenus en Union soviétique ont fait flamber le dollar, pourtant *déjà ferme la semaine dernière*. Le billet vert s'échangeait à 6,17 francs à Paris, à l'ouverture des marchés interbancaires de lundi, contre 5,99 francs vendredi 16 août, lors de la clôture à New-York.

	16 août	19 août
FRANCFORT		
Dollar (en DM)	1,7495	1,8255
TOKYO		
Dollar (en yens)	136,90	138,40

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (19 août)	9 9/16-11/16 %
New-York (16 août)	5,5 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	13 août	14 août
Valeurs françaises		
Valeurs étrangères		
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	470,80	475
(SBF, *base 1 000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 808,84	1 820,31

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	15 août	16 août
Industrielles	2 998,43	2 968,02

LONDRES *(indice «Financial Times»)*

	15 août	16 août
100 valeurs	2 617,20	2 621
30 valeurs	2 042,60	2 041,90
Mines d'or	177,20	179,40
Fonds d'Etat	85,53	85,55

FRANCFORT

	15 août	16 août
Dax	1 654,29	1 653,33

TOKYO

	16 août	19 août
Nikkei Dow Jones	22 814,37	21 456,76
Indice général	1 755,94	1 663,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. +	ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	6,1600	6,1630	+ 218	+ 228	+ 405	+ 425	+ 1180	+ 1240
$ can.	5,3747	5,3797	+ 54	+ 67	+ 81	+ 105	+ 261	+ 331
Yen (100)	4,4557	4,4588	+ 89	+ 98	+ 170	+ 188	+ 579	+ 629
DM	3,3930	3,3965	+ 4	+ 19	+ 10	+ 30	+ 5	+ 64
Florin	3,0108	3,0144	+ 5	+ 13	+ 10	+ 23	+ 10	+ 50
FB (100)	16,4838	16,5007	+ 49	+ 102	+ 82	+ 178	+ 155	+ 441
FS	3,9311	3,9380	+ 44	+ 57	+ 87	+ 110	+ 303	+ 353
L (1 000)	4,5461	4,5517	– 90	– 67	– 159	– 125	– 490	– 417
£	10,0069	10,0210	– 128	– 99	– 223	– 178	– 519	– 392

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 1/2	5 3/4	5 9/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4
Yen	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 7/16	7 3/8	7 7/16	7	7 15/16
DM	8 3/4	9	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 7/16	9 9/16
Florin	8 7/8	9 3/8	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 3/8	9 1/2
FB (100)	8 7/8	9 1/4	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 1/2	9 7/16	9 11/16
FS	9 1/2	10	9 3/16	9 5/16	9 1/8	9 1/4	7 15/16	8 1/16
L (1 000)	10 1/2	11 1/2	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 3/4	11 3/4	12 1/8
£	11	11 1/4	11	11 1/8	10 15/16	11 1/16	10 13/16	10 15/16
Franc	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 11/16	9 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LEMONDE

مكتبة من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 AOUT

Cours relevés à 10 h 14

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3981	C.A.L.E 3%.....	3990	....	....	....
855	B.N.P. T.P.....	945	949	949	+6 47
840	Cr.Lyon. T.P.....	822	800	800	-2 88
1280	Renault T.P.....	1280	....	....	....
1810	Rhone Poul. T.P....	1520	....	....	....
1041	Saint Gobain T.P...	1098	....	....	....
1015	Thomson T.P.....	976	....	....	....
745	ACCOR.....	765	720	720	-6 88
685	Air Liquide.....	697	643	643	-7 75
579	Alcatel-Alsthom...	579	....	....	....
1620	Als.Superm.....	1686	1660	1660	-6 90
380	A.L.S.P.I.....	395	383	383	-3 04
2210	Arjom. Prisov.....	2300	2205	2205	-4 13
486	AGF Stè Centrale..	491	....	....	....
1000	Aux. Entrepr.....	1059	1020	1020	-3 66
200	Avenir H. Médic...	218	203	203	-6 88
940	Axa Ier Cie Mixte..	976	....	....	....
235	Axa Mixte Axa.....	266	265	264 30	-0 64
176	Bahp.....	166	161	161	-2 42
125	Bail-Equipem.....	122	....	....	....
790	Bail Investiss.....	786	750	750	-4 48
800	Bancaire.....	527	490	490	-7 02
690	Bazar H.-V.....	686	....	....	....
576	Baghle-Say.....	583	580	580	-3 95
1080	Berger (M).....	1056	1041	1041	-2 25
345	Bertrand Faure....	341	....	....	....
685	Bic.....	708	681	681	-3 61
910	B.I.P.....	860	....	....	....
335	BIS.....	316	308 60	308 60	-1 97
236	B N P (Cl).....	270	245	245	-6 26
845	Bollore Tech.....	819	....	....	....
2280	Bongrain.....	2312	2210	2210	-4 41
870	Bon-Marché.....	858	770	770	-8 11
560	Bouygues.....	560	498	498	-6 82
110	BP France.....	114	108	108	-6 26
900	B S N.....	897	860	860	-4 12
1050	Canal Plus.....	1075	1049	1049	-2 42
340	Cap Gem Si.....	348	336	336	-3 18
1870	Carrefour.....	2047	....	....	....
131	Casino.....	135	130	130	-3 70
88	Casino ADP.....	85	84 10	84 10	-1 05
1270	Castorama D.I.....	1280	1239	1239	-3 20
143	C.C.F.....	167	158	158	-5 99
57	CCMC Ly.....	61	58 55	58 55	-4 02
290	C.D.M.F.....	280 60	265	265	-5 98
245	C.E.G.I.D.....	215	213 60	213 60	-0 70
235	Cestreat (My).....	225	....	....	....
405	C.E.P. Comm.....	460	430	430	-4 44
121	Cerus.....	125 90	....	....	....
760	Ceselam.....	746	....	....	....
360	CF Ind.....	328	315	315	-3 37
280	CGI Info.....	302	....	....	....
1000	C.G.I.P.....	1067	1020	1020	-4 40
680	CGP.....	630	618	618	-2 22
736	Chargeurs S.A.....	790	720	720	-8 86
490	C.I.C.A (M).....	490	490	490	....
306	Ciments franc.....	305 50	290	290	-6 07
....	Clarins.....	815	786	786	-3 56
435	Club Méditer.....	441	420	420	-4 76
152	CMB Packa.....	147 70	141	141	-4 64
93	Codegi.....	82	89 80	89 80	-2 39
340	Colas.....	842	....	....	....
210	Cpt. Estrep.....	214 90	204 20	204 20	-4 96
1140	Compt Mod.....	1148	....	....	....
132	Concept S.A.....	127	120	120	-0 83
240	CPR (Paris Rés.)..	247 50	....	....	....
1130	Créd. Foncier.....	1114	1042	1042	-6 46
500	Cr Lyon.(Cl).....	497	490	490	-1 41
1180	Cruelli Mat.....	1188	....	....	....
310	CSEE.....	125 46	....	....	....
2000	Damart.....	1960	1970	1970	-1 01
400	Dassault Aviation..	410	400	400	-2 44
197	Dassault Electr....	188	....	....	....
1320	De Dietrich.....	1350	1285	1285	-4 61
146	Dév.P.et.C.E.S....	127	126	126	-6 75
225	Dév.R.Sud-Est.....	225	218 90	218 90	-3 60
330	D M C.....	330	....	....	....
365	Docks France.....	365	....	....	....
2370	Eaux (Cie).....	2444	2342	2342	-4 17
730	E.B.F.....	730	720	720	-1 37
370	Ecia.....	340	....	....	....
360	Elf Aquitaine.....	367	350	350	-4 63
215	Erap-Elf (Certif)..	215	213	213	-6 93
316	Essilor.....	316	298	298	-5 07
180	Eurafr.Inv.(DP)...	180 10	180	180	-0 06
557	Euro.....	557	550	550	-1 26
1535	Eurotunnel.....	1535	....	....	....
813	Eurocom.....	813	794	794	-2 34
129	Euromisrland.....	129 70	....	....	....
4410	Euromarché.....	4410	....	....	....
1050	Europe 1.....	1050	1050	1050	....
48	Eurotunnel.....	48 25	....	....	....
1346	Exor.....	1346	1300	1300	-3 42
1276	Facom.....	1276	1278	1280	+0 39
117	Finextel.....	117	116 60	116 60	-6 43
210	Fives Lille.....	210	150	160	-9 52
2240	Fromagr. Bel.....	2240	2230	2230	-0 45
1500	Gal Lafayette.....	1500	....	....	....
1930	G.A.N.....	1930	1845	1845	-4 40
490	Gascogne (B).....	490	469	469	-2 29
1346	Gaz et Eaux.....	1346	1302	1302	-3 20
732	Genpharmacie.....	732	....	....	....
537	Gerland Ly.....	537	533	533	-0 74
540	Groupe Cati.....	540	548	548	+1 48
418	GTM-Entrep.....	418	404	404	-2 88
1320	Guyenne-Gas.....	1320	1216	1215	-7 95
170	Hachette.....	170	....	....	....
506	Havas.....	506	480	480	-5 14
1353	Hutchinson.....	1353	1333	1333	-1 48
315	Ida.....	315	320	320	+1 59
280	Imétal.....	280	....	....	....
177	Immob. Phénix.....	177 20	....	....	....
76	Ingénico.....	76 95	....	....	....
3810	Inst. Mérieux.....	3810	3805	3805	-2 69
462	Interbail.....	462	460	460	-0 43
980	Intertechnique.....	980	....	....	....
700	J. Lefebvre.....	700	641	641	-8 43
624	Klepierre.....	624	615	615	-1 44
723	Labinal.....	723	720	720	-0 41
348	Lafarge.....	348	....	....	....
335	Lebon.....	327	....	....	....
3540	Legrand.....	3540	....	....	....
1660	Legrand (DP).....	1819	1740	1749	-4 34
565	Legris Industries..	548	525	526	-4 61
721	Locindus.....	721	720	720	-0 14
4391	L.V.M.H.....	4391	....	....	....
546	Lyon.Eaux/Dumez..	546	....	....	....
123 60	Maigrette Ly.....	123 60	....	....	....
304 50	Mar. Wendel.....	304 50	288	288	-6 54
196 80	Metro.....	196 80	191 30	191 30	-2 70
480	Merlin-Gerin.....	480	....	....	....
90 26	Moptimmop.....	90 26	....	....	....
70	Métrologie In.....	70	....	....	....
115 50	Michelin.....	115 50	....	....	....
77 80	Midi. Ek Sa *.....	77 80	75 16	75 10	-3 47
210	Min. Saint-Gobain..	210	....	....	....
95	MMB.....	95	....	....	....
189	Moulinex.....	189	....	....	....
1120	Navig. Mixte.....	1120	1070	1070	-4 46
112	Nord-Est.....	112	110	110	-1 79
265	Nordon (Hy).....	265	251	251	-5 28
505	Nouv Galeries.....	505	....	....	....
211	Olipar.....	211	....	....	....
609	Orkel.....	609	....	....	....
418 50	Paribas.....	418 50	....	....	....
153	Pechiney Int.....	153	....	....	....
315	Pechiney (DP).....	315	....	....	....
459	Pechoux.....	459	....	....	....
1225	Pernod Ricard.....	1225	....	....	....
623	Peugeot.....	623	....	....	....
266	Pinault.....	266	....	....	....
432	Plastic-Omn.....	432	....	....	....
385	Polet.....	385	....	....	....
459	Primagaz.....	459	....	....	....
828	Pristergaz.....	828	....	....	....
2280	Promodes.....	2280	....	....	....
485 90	Radiomclm.....	485 90	....	....	....
4150	Radiotéc Lyl.....	4150	....	....	....
233	Rémy et Associés..	233	....	....	....
380 80	R. Poulenc CIP.....	380 80	....	....	....
340	Robor Finanz.....	340	325	325	-4 41
72 30	Rochetaill.st.....	72 30	....	....	....
1710	Rossnel Uclaf.....	1710	....	....	....
3174	R. Impl.Ly *.....	3174	....	....	....
122 50	Sade (My).....	122 50	....	....	....
1648	Sagem.....	1648	....	....	....
457	Saint Gobain.....	457	....	....	....
1474	Saint Louis.....	1474	1400	1400	-5 02
1550	Salomon Ly.....	1550	....	....	....
383	Salvepar (My).....	383	....	....	....
897	Sanofi.....	897	850	861	-4 01
1781	S.A.T.....	1781	....	....	....
250	Sect. Chér.....	250	245	245	-2 00
1328	Seaplanet (My).....	1328	....	....	....
892	Schneider.....	892	....	....	....
26	SCOA.....	26	....	....	....
638	Soar s.a.....	638	....	....	....
348	Sefimeg.....	348	....	....	....
327	Sefiteg.....	327	....	....	....
3530	Segrand.....	3530	....	....	....
1660	Segrand (DP).....	1819	1740	1749	-4 34
565	Segris Industries..	548	525	526	-4 61
710	Selcindus.....	721	720	720	-0 14
530	Lyon.Eaux/Dumez..	546	....	....	....
138	Séquarante Ly.....	123 60	....	....	....
300	Ser. Wendel.....	304 50	288	288	-6 54
198	Sfems.....	196 80	191 30	191 30	-2 70
485	Sfertin-Gerin.....	480	....	....	....
98	Shopinterop.....	90 26	....	....	....
75	Sidérurgie In.....	70	....	....	....
101	Silic.....	115 50	....	....	....
1380	Simca.....	77 80	75 16	75 10	-3 47
220	Slipar.....	211	....	....	....
860	Snecma.....	609	....	....	....
132	- (certif).....	130	121	121	-6 92
250	Sochaux (Nal).....	418 50	....	....	....
515	Sodeteg.....	153	....	....	....
270	Sodexho.....	315	....	....	....
795	Sofapar.....	459	....	....	....
480	Sofaxis.....	1225	....	....	....
675	Sofergie.....	623	....	....	....
645	Sofibel.....	266	....	....	....
515	Sofimac.....	432	....	....	....
315	Sofipaz.....	385	....	....	....
340	Sofirem.....	459	....	....	....
....	Sofitem.....	828	....	....	....
1230	Sofragi.....	2280	....	....	....
1180	Sogenal.....	485 90	....	....	....
138	Sogeparc.....	4150	....	....	....
....	Sogeparc.....	233	....	....	....
140	Sogepar.....	380 80	....	....	....
235	Sogepar.....	340	325	325	-4 41
220	Sogepar.....	72 30	....	....	....
460	Sogepar.....	1710	....	....	....
275	Sogepar.....	3174	....	....	....
815	Sogepar.....	122 50	....	....	....
945	Sogepar.....	1648	....	....	....
78	Sogepar.....	457	....	....	....
118	Sogepar.....	1474	1400	1400	-5 02
157	Sogepar.....	1550	....	....	....
2140	Sogepar.....	383	....	....	....
1180	Sogepar.....	897	850	861	-4 01
82	Sogepar.....	1781	....	....	....
280	Sogepar.....	250	245	245	-2 00
245	Sogepar.....	1328	....	....	....
1380	Sogepar.....	892	....	....	....
58	Sogepar.....	26	....	....	....
265	Sogepar.....	638	....	....	....
1900	Sogepar.....	348	....	....	....
420	Sogepar.....	327	....	....	....
410	Sogepar.....	3530	....	....	....
920	Sogepar.....	1819	1740	1749	-4 34
240	Sogepar.....	548	525	526	-4 61
485	Sogepar.....	721	720	720	-0 14
880	Sogepar.....	4391	....	....	....
475	Sogepar.....	546	....	....	....
435	Sogepar.....	123 60	....	....	....
101	Sogepar.....	304 50	288	288	-6 54
150	Sogepar.....	196 80	191 30	191 30	-2 70
720	Sogepar.....	480	....	....	....
67	Sogepar.....	90 26	....	....	....
365	Sogepar.....	70	....	....	....
1390	Sogepar.....	115 50	....	....	....
1380	Sogepar.....	77 80	75 16	75 10	-3 47
890	Sogepar.....	210	....	....	....
385	Sogepar.....	95	....	....	....
405	Spie-Batignol.....	189	....	....	....
860	Strafor.....	1120	1070	1070	-4 46
330	Suez.....	112	110	110	-1 79
680	Sycomore.....	265	251	251	-5 28
125	Thomson CSF.....	505	....	....	....
860	Total.....	211	....	....	....
132	- (certif).....	609	....	....	....
250	Traitout Fin.....	418 50	....	....	....
515	U.A.P.....	153	....	....	....
270	UFB Locab.....	315	....	....	....
795	UIC.....	459	....	....	....
480	UIF.....	1225	....	....	....
675	UIS.....	623	....	....	....
645	Unibail.....	266	....	....	....
515	Valeo.....	432	....	....	....
315	Valourec.....	385	....	....	....
340	Vig Banque.....	459	....	....	....
....	Worms et Cie.....	828	....	....	....
1230	Zodiac.....	2280	....	....	....
1180	Elf Gabon.....	1158	1158	1158	....
138	Amor.....	128 50	127 90	127 90	-0 47
....	Amor. Bertick.....	139 50	143 50	143 50	+2 87
140	Amor. Express.....	160	151 60	161 60	-6 25
235	A.T.T.....	228	228	228	....
220	Anglo Amer.C.....	222 60	225	225	+1 12
460	Anyold.....	429 20	....	....	....
275	Banco Santander..	285	278	278	-2 46
815	B.A.S.F.....	820	805	805	-1 83
945	Bayer.....	925	849	849	-8 22
78	Buffelsfont.....	70 70	....	....	....
1400	Chase Manh.....	124 50	....	....	....
167	De Beers.....	165 30	166 50	168 50	+6 73
2140	Deutsche Bank.....	2240	2110	2110	-6 60
1180	Dresdner Bank.....	1215	1170	1170	-3 70
82	Driefontein.....	73 10	76	76	+3 37
280	Du Pont Nem.....	284 60	280 60	280 50	-1 44
245	Eastman Kodak.....	256	250 80	250 60	-2 11
21	East Rand.....	20	....	....	....
58	Echo Bay.....	61 45	63 50	53 60	+3 98
265	Electrolux.....	242	....	....	....
172	Ericsson.....	172	168	168	-2 33
355	Exxon Corp.....	342 20	....	....	....
205	Ford Motor.....	185 10	185	185	-6 05
53	Freegold.....	48	....	....	....
27	Gencor.....	26 15	27	27	+3 25
440	Gén. Elect.....	433 20	419	418	-3 28
280	Gén. Motors.....	230	225	225	-2 17
400	Gén. Belgique.....	390 10	387	387	-6 79
79	Gd. Mdrcpol.....	81 70	....	....	....
98	Guinness.....	98	....	....	....
21	Hanson PLC.....	21 90	21 10	21 10	-3 60
37	Harmony Gold.....	33 30	....	....	....
330	Hewlett Packard...	317 10	....	....	....
48	Hitachi.....	47 85	....	....	....
825	Hoechst.....	826	795	795	-3 75
104	Homestak.....	89 90	90	90	+1 24
128	I.C.I.....	133	130 50	130 60	-1 88
816	I.B.M.....	586	580	580	-1 02
345	I.T.T.....	354 30	344 70	344 70	-2 71
195	Ito Yokado.....	1380	....	....	....
74	Matsushita.....	72	....	....	....
19 50	Mensuell.....	19 90	18 70	18 70	-5 58
205	Mc Donald's.....	182 90	187	187	-3 06
726	Merck.....	753	745	745	-1 60
555	Minnesota M.....	502	....	....	....
....	Mitsubishi.....	54 50	....	....	....
405	Mobil corp.....	397 30	....	....	....
325	Morgan J.P.....	314 48	....	....	....
33500	Nestlé.....	33700	....	....	....
187	Norsk Hydro.....	170 50	180	180	-6 18
125	OPSI.....	112	....	....	....
1820	Pétrofina.....	1885	....	....	....
390	Philip Morris.....	424	....	....	....
98	Philips.....	104	....	....	....
02	Placer Dome.....	75 46	....	....	....
....	Procter Gamble.....	485	....	....	....
270	Quimiés.....	235	....	....	....
30	Randfontein.....	25 60	....	....	....
245	Rhone Poul. Rorer.	280	....	....	....
490	Royal Dutch.....	480	....	....	....
57	R T Z.....	57 90	....	....	....
1 76	Sant.& Sanchi.....	1 60	1 51	1 61	-6 83
52	St Helens.....	44 50	....	....	....
405	Schlamberger.....	400 70	....	....	....
54	Shell transp.....	52 60	....	....	....
2180	Siecems.....	2232	....	....	....
850	Siemens Nixdorf...	835	....	....	....
270	Sony.....	268 10	....	....	....
93	Sumitomo Bank....	95 60	....	....	....
265	T.D.K.....	242	....	....	....
51	Tokelokos.....	53 10	....	....	....
32	Toshiba.....	29 10	....	....	....
485	Unilever.....	477 50	....	....	....
290	Unit. Techn.....	286 60	....	....	....
440	Vast Resfc.....	404	....	....	....
....	Volkswagen.....	1297	....	....	....
350	Volvo.....	345	....	....	....
....	Wagons Lits.....	1085	1095	1055	-2 76
246	West. Deep.....	211 30	....	....	....
340	Xerox Corp.....	325 50	....	....	....
117	Yamaitsuchi.....	120 30	....	....	....
1 76	Zambia Cop.....	1 72	1 73	1 73	+6 69

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77.....	121 85	2 11
Emp.Etat 8,8%78.....	100 30	1 01
10,80% 79/94.....	102 20	10 32
Emp.Etat 13,45%83..	....	8 84
Emp.Etat 12,2% 84..	102 72	10 52
Emp.Etat 11% 85.....	....	5 39
10,20% mars 86.....	....	4 48
OAT 10% 5/2002.....	....	2 29
OAT 9,9% 12/1997....	....	5 75
OAT 8,6% 1/1998.....	....	5 39
ORT 10,30% 1985....	1902	....
PTT 11,2% 85.....	106	7 37
CFF 10,30% 86.....	....	5 35
CFF 10,25% nov 90..	....	4 39
CNA 10 % 1979.....	....	4 46
CNB Bquer 5000F....	....	1 21
CNB Paribas 5000F..	....	1 21
CNB Suez 5000F.....	....	1 21
CNE 11,5% 85.....	101 30	2 17
CNI 1/82 5000F.....	....	1 21
CNT 9 % 86.....	86 10	2 80
CRH 10,90% déc.85..	108 20	6 23
CHARB FCE 3% 100....	....	....
CNCA.....	972	....
Cores.....	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 8,5%....	....	....
Thoms. cv 9,2% 88..	....	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours

Actions

Agache (stè fin.).....	1145	1121
Applications Hydr....	1850	1518
Arbel.....	425	....
Bains C.Monaco.....	1279	1241
B.Hypoth.Europ.....	363	....
B.N.P. Intercont.....	275	269
Beghin-Say (C.I.)...	471	....
Bénédictin.....	3300	3300
Bidermann Internat...	600	....
Blazy Ouest.....	2220	....
B T P.....	89 80	89 40
Cambodge.....	905	....
Carbone Lorraine....	828	....
Cave Poulain.....	10 95	....
C.E.G.F (Frigor.)...	405	....
Centenaire Blanzy...	470	....
Cerabati.....	90	....
Champex Ny.....	110	114 40d
CIC (CP).....	175 60	171 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.....	1030	1022
C.I.T.R.A.M. (B).....	2600	....
Cofimeg.....	256	....
Cogit.....	328 90	....
Comptoir.....	510	505
Cie Industrielle.....	4452	....
Cpt Lyon Alemand....	398	391 60
Concordia.....	794	....
Constr.Mét.Prov.....	34	....
Crédit Gén.Ind.....	249 50	....
Cr Universel (Cie)..	536	....
Crédirel.....	105 40	....
Darbley.....	660	....
Degremont.....	1650	1630
Delalande.....	1550	....
Delmas Vieljeux.....	3949	3949
Didot Bertin.....	1330	1320
Eaux Bassin Vichy...	2840	....
Eaux Vittel.....	611	901
Ecia.....	256	252
Electro-Finan.....	774	....
Electro-Banque.....	320	325
Est.Mag. Paris.....	4195	4027 o
Etex (ex Etemit).....	1701	1705
Fleurus.....	240	240
F.I.P.P.....	146	....
F.N.A.C.....	1840	1891
Foncière (Cie).....	530	520
Fonc.Lyonnaise.....	655	....
Foncière.....	422	474 70d
Fougerolle.....	695	695
France I.A.R.D.....	772	759
France SA (La).....	1630	1629
From. Paul-Renard...	2800	....
Gaumont.....	780	785
Genefim.....	290	....
Génévlor.....	491	....
G.F.C.....	367	365
G.F.I.I.....	269 80	....
Grds Moulins Paris...	1460	....
Groupe Victoire.....	1040	1055
G.T.J (Transport).....	470	....
Immobail.....	330	325
Inmobiliaria.....	650	653
Im.Marseillaise.....	5800	....
Imm. Pleine-Monceau.	325	330
Immobilia.....	420	420
Invest.Stè Cie.).....	3180	....
Lambert Frères.....	266 60	....
Lille Bonnières.....	1420	....
Locs-Expansion.....	306	308
Locafinancière.....	477	476
Locatel.....	160	....
Louis Vuitton.....	640	....
Louvre.....	2879	2800
Lucia.....	1838	....
Machines Bull.....	35	35
Mag.Uniprix.....	190	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magnest.....	800	779
Métal Déployé.....	600	....
Mors.....	101	100
Navigation (Nle).....	210	....
Opéra.....	330	330
Orbal (Cl).....	300	....
Origny-Desvroises....	1038	....
Palais Nouveauté....	1198	....
Paluel Marmont.....	615	....
Parfinance.....	170	170
Paribas (CP).....	660	648
Paris France.....	249 50	250
Paris Orléans.....	239	238 10
Parisiens Invest....	360	345
Pastel Cindres.....	789	....
Piper Heidsieck.....	1865	....
Porchar.....	510	470 o
Promodès (Cl).....	1016	....
Publicis.....	780	775
Rochefortaise.....	115	115
Rosario.....	288	270
Roujjer.....	430	429
S.A.C.E.R.....	346	345
S.A.F.A.A.....	156	....
S.A.F.I.C Alcan.....	310	....
SAFT.....	1282	....
Saga.....	249 20	383 20d
Saint Dominique (F.).	117 60	....
Salins du Midi.....	635	....
Savoisienne M.....	165	....
S.C.A.C.....	785	760
Sensita Mauboussin..	409	....
S.Rud.Part. (M).....	144	....
Silic.....	564	575
Simrin.....	236 10	....
S.I.P.H.....	256	254
S.M.C.I.....	132 16	....
Sofal.....	620	620
Sofio.....	412	404 90
Sofiral.....	1280	....
Soltam (ex Suzen)...	76 90	....
Solvagl.....	1775	1755
Sophia-Bail.....	373 60	355
Sopagri.....	142	....
Soudure Autogène....	779	772
Sovabail.....	350	....
Suiroi.....	788	....
Talatagar.....	3425	....
Teaux-Aquitex.....	720	....
Tour Eiffel.....	239 60	....
Ufimer.....	1100	....
U.T.A.....	2235	....
Vicat.....	393	....
Vinipric.....	1700	....
Virax.....	148	....
Maroc Saf Brasserie.	225	....

Etrangères

A.E.G.....	620	....
Alcan Nv Sico.....	376	....
Alcan Aluminium....	122	....
American Barrick....	135 60	135 10
American Brands....	240	....
Arbed.....	706	....
Asturienne Mines....	150	....
Banco Popular Espa..	626	....
B.Reglementos Int...	25000	....
Cos.Pacifique.....	91	....
Chrysler Corp.....	85	....
C I R.....	12 90	....
Commerzbank.....	990	....
De Beers (port.).....	137	....
Dow Chemical.....	300	....
Fiat.....	26 16	....
GBL (Brux Lamb.).....	550	....
Gevaert.....	1005	....
Gleno Holdings Ltd...	127 60	....
Goodyear Tire.....	216	....
Grace and Co (WR)...	223	....
Honeywell Inc.....	330	....
Johannesberg.....	81	....
Kubota.....	27 50	....
Leipzig.....	310	310
Midland Bank.....	22	....
Noranda Mines.....	90 30	....
Obretti priv.....	10 50	....
Pakhoed hold.....	570	....
Pfizer Inc.....	385	....
Procter Gamble.....	472	489 90
Ricoh.....	26 60	....
Robeco.....	301	....
Rodamco NV.....	180	....
Rolinco.....	390	....
Saipem.....	6 60	....
Sema Group.....	28 30	....
SKF Alzeobolaget.....	99	....
Tenneco Inc.....	215	230 d
7Dsm Electrical.....	78 85	....
Toray Ind.....	25 45	....
Vieille Montagne.....	3000	....
Wagons Lits.....	1085	1120
West Rand Cons.....	12 60	....

Hors-cote

Aqua Hydro Energie..	290	....
Boisrol.....	816	....
Calciphos.....	125	....
C G H Cognehor.....	46	36 80o
C. Occid. Forestiere.	181	....
Chambourcy (M).....	978	....
Cochery Bourdon.....	360	....
Coparex.....	574	....
Drouot Assurances...	375	....
Et Arcanger.....	1400	....
Europ. Accum.....	88	....
Europ Soufres Ind...	20	....
Gachot S.A.....	65 20	....
Groupe Expansion....	67	....
Guy Degrenne.....	510	....
Haribo R

BANLIEUES

L'opération du CNJA pour les jeunes défavorisés

La Courneuve en Charolais

LA GUICHE (SAONE-ET-LOIRE)
de notre envoyé spécial

Aïda, quatorze ans, et son *frère* Mohamed, douze ans, ont débarqué, mardi 8 août, de la cité des 4 000 à la Courneuve *dans le bocage bourguignon*, pour être les hôtes, pendant une semaine, de Christian et Anne-Marie Decerle, éleveurs de bovins charolais (la célèbre race au pelage blanc) et de moutons, et parents de trois enfants, Marilyn, dix ans, Anthony, neuf ans, et Samuel, trois ans et demi. *Quatre autre petits banlieusards*, dans les mêmes âges, ont débarqué avec eux en gare de Mâcon à destination d'*exploitations* proches.

La Saône-et-Loire est l'un des vingt-trois départements qui ont répondu « oui » à l'opération « Banlieues vertes » décidée par le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) après les violences et les affrontements du printemps dernier dans les grands ensembles de la périphérie parisienne.

Aïda et Mohamed n'ont rien de l'image classiquement véhiculée de gosses des cités HLM. Ils sont timides, courtois, serviables. Bons élèves en plus. Elle, qui *« aime surtout les maths »*, va entrer en 4e au collège Raymond Poincaré de la Courneuve ; lui va quitter l'école primaire Henri Wallon pour entrer en 6e dans le même établissement. Ils ont trois sœurs, dont seule la plus petite est née en France. Le père, *cuisinier*, a amené toute la famille du Maroc voilà cinq ans, des environs de Nador, non loin de la Méditerranée et de la frontière algérienne. Il devait, d'après les (vagues) souvenirs de ses enfants, y être berger.

Le ferme bourguignonne du quatorzième siècle où vit la famille Decerle, avec ses poutres apparentes et ses ouvertures parcimonieuses, leur a même rappelé les maisons de là-bas.

Seule sortie d'été

Ils sont arrivés en pleine saison. *« On n'avait pas eu le temps de préparer d'accueil, ni de programme spécial »*, dit Anne-Marie Decerle. Aïda a vite grimpé sur le tracteur ; Mohamed sur la botteleuse. Mais ils *ont rapidement préféré chevaucher* les poneys avec les enfants de la maison. Ces huit jours seront leur seule sortie d'été hors de la cité des 4 000. Des copains à eux auraient bien voulu les suivre, mais cela n'a pas été possible : il n'y avait pas assez de candidats à l'accueil. Si cela se refait, ils aimeraient bien en être encore.

Au plan national, l'opération « Banlieues vertes » doit se poursuivre jusqu'à la rentrée scolaire. A mi-parcours, ce sont quelque cinq cents demandes qui ont été satisfaites, venues pour l'essentiel des banlieues parisienne, lilloise, lyonnaise et marseillaise. D'ici la fin des vacances, espère la CNJA, il n'est pas impossible d'arriver au millier, car *« des offres d'accueil* [qui sont, il faut le préciser, entièrement bénévoles] *continuent à remonter des jeunes agriculteurs de plusieurs régions »*.

Comment le contact s'établit-il ? Côté agricole, par les structures départementales du syndicalisme ; côté banlieue, par les *associations de quartiers*. Pour Aïda et Mohamed, c'est l'organisation des femmes de la cité des *4 000* qui a trouvé les candidats à ces courtes vacances à la campagne. Entre les deux, sous l'égide du ministère de la ville, ce sont les vingt-quatre sous-préfets des zones urbaines sensibles qui ont assuré les mises en contact.

90 % d'immigrés

Les demandes issues des quartiers difficiles – plus de 90 %, a noté le CNJA – proviennent des familles immigrées ou beurs. Jusqu'à présent, les séjours (huit à quinze jours) n'ont apparemment pas suscité *le moindre incident. Ce qui pose* une question : l'opération « Banlieues vertes » n'a-t-elle pas touché les familles sans problèmes, celles qui sont assez intégrées pour avoir été aussitôt en contact avec le réseau institutionnel ? Et n'a-t-elle pas laissé de côté la frange marginale justement la plus déglinguée de la jeunesse banlieusarde ?

Réponse du CNJA : *« L'organisation d'une telle opération ne pouvait se faire que par des canaux institutionnels. Il n'était de toute façon pas question d'envoyer à la campagne des jeunes qui n'avaient pas envie d'y aller. Les agriculteurs ne sont pas des psy, ni des assistantes sociales »*. Pour Christian Decerle, lui-même militant syndical chevronné et qui a accueilli Aïda et Mohamed, *« il faut voir cette opération dans les deux sens : les jeunes banlieusards nous découvrent et nous les découvrons »*. D'ailleurs, ajoute-t-il, *« si cette arrivée des jeunes prouve que banlieues plus immigrés n'égalent pas forcément violence, cette opération sera largement justifiée »*.

GEORGES CHATAIN

CARNET DU Monde

Naissances

– Ses parents
sont heureux d'annoncer que

Camille

est née le mardi 13 août 1991.

Blandine DOCQUIN
et Philippe JUMELIN,
14, av. des Martyrs-de-la-Résistance,
08000 Charleville-Mézières.

Décès

– Le 26 juillet 1991,

Mme Natacha Desta DIOP-LY

est morte.

Elle sera incinérée au cimetière du Père-Lachaise, *le mardi 20 août*, à 15 h 15.

M. Bruno Solilliage,
225, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– Mme Andrée Hirsch,
son épouse,
Ubald, Catherine, Olivier,
ses enfants,
font part du décès de

M. Charles HIRSCH,

survenu le 12 août 1991, à Paris.

L'inhumation a eu lieu le 16 août, dans l'intimité familiale.

COMMUNICATION

Une nouvelle revue de Guy Hennebelle

« Panoramiques » pour « se libérer des utopies »

Non content d'animer *Cinémaction* qui vient de fêter sa soixantième livraison, et de diriger la collection « Septième Art » sous l'égide de *Télérama*, Guy Hennebelle vient de lancer une publication trimestrielle thématique, *Panoramiques* (1), *« pour dépasser les explications globales ayant fait faillite ces dernières décennies, se libérer des utopies et offrir en cent cinquante ou deux cents pages le point sur une question de fond, en faisant appel aux spécialistes de tous bords »*.

Le premier numéro intitulé « Islam, France et laïcité : une nouvelle donne » contient, à côté de quelques articles un peu pâles, quelques vigoureuses contributions, comme celle de Maxime Rodinson, permettant d'y voir plus clair : oui, *le communautarisme à base ethno-religieuse* en marche en France est contraire à nos traditions (et à nos *intérêts*) et pourrait *finalement être* fatal à la laïcité, estime l'orientaliste. Dans la foulée, au sommaire des *prochains numéros* : *« Faut-il réintroduire* l'enseignement des religions au lycée ? » et « Les relations franco-arabes : l'amour inassouvi. »

J.-P. P.-H.

(1) Editions Corlet, Route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau, tél. : 31-69-05-92. Abonnement un an (quatre numéros) : 280 F. Le premier numéro seul : 76 F.

– Mme veuve Paul Denozière,
sa mère,
M. et Mme François-Régis Getti
et leur fille,
M. Luc Denozière,
M. et Mme Gilles Fromentin
et leurs enfants,
ses sœurs, frère et beaux-frères,
neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Paule KEATING,
née Denozière,

survenu le 11 août 1991, à l'âge de quarante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 21 août, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, place de l'Eglise, à *Châtenay-Malabry*.

Ni fleurs ni couronnes.

8, domaine de Seignelay,
92290 Châtenay-Malabry.

– Son épouse Gisèle,
Ses enfants Jacques et Jean-Pierre,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LAFON,
ingénieur des Arts et Métiers
et de l'Ecole supérieure d'électricité,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La messe d'adieu a été célébrée dans l'intimité familiale, le vendredi 16 août, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, par le Père Jacques Lafon.

75, avenue Henri-Martin,
75016 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du 18 août 1991 :

UN ARRÊTÉ

– Du 8 août 1991 fixant le nombre des postes offerts aux concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration au titre de l'année 1991.

– Mme Jean Landau,
M. et Mme Denis Landau
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Landau
et leur fille,
M. et Mme Dominique Obellianne
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilles LANDAU,
journaliste,

survenu le 9 août 1991, à l'âge de vingt-huit ans, des *suites d'une longue* maladie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Lecourbe,
75015 Paris.

– Mme Lucette Pappens,
sa fille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice PAPPENS,
née Jeannette Boss,

survenu le 16 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple, rue Mélingue, à Caen, le mardi 20 août, à *10 heures*, et l'inhumation au nouveau cimetière de Puiteaux, le même jour, à 16 h 30.

Le Garden,
avenue de la Brèche-Buhot,
14390 Cabourg.

Remerciements

– Mme Henri Prades,
M. et Mme Jean Prades
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Prades
et leurs enfants,
Ainsi que leur famille,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Henri PRADES,

survenu le 3 juillet 1991, dans sa soixante-quatorzième année.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Ancienne directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

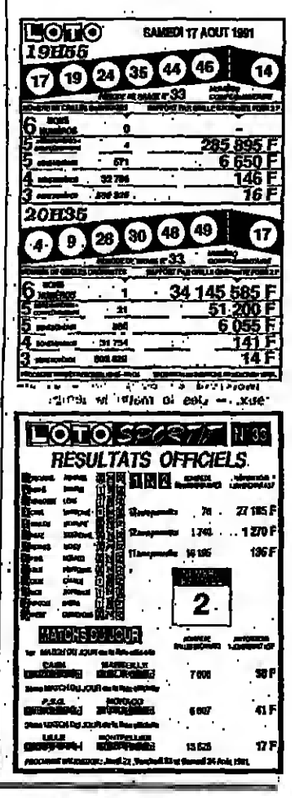
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Mort du violoniste Jean-Claude Bernède

Le violoniste Jean-Claude Bernède, président des Concerts Lamoureux, est mort vendredi 16 août à Evreux d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-six ans. Ses obsèques auront lieu le mercredi 21 août à 14 h 15 en la cathédrale d'Evreux.

[Violoniste de formation, élève de Joseph Calvet, Pierre Dervaux et Igor Markévitch, Jean-Claude Bernède entre en 1958 à la Société des concerts, puis devient violon solo à l'Ensemble de musique contemporaine de Paris. En 1965, il constitue un quatuor qui porte son nom, avec lequel il entame une carrière internationale, donnant de nombreux concerts en Europe et aux Etats-Unis. Il dirige l'Orchestre de chambre de Rouen de 1973 à 1982. Conseiller artistique des Concerts Lamoureux en 1977, puis président de l'association en 1983, il prend la direction de son orchestre en 1989. En mars dernier, il avait dirigé à la salle *Pleyel* le millième concert de cette formation symphonique fondée il y a cent-dix ans ans par Charles Lamoureux. *Jean-Claude Bernède* était à la tête du Conservatoire d'Evreux depuis 1977.] *(Corresp.)*

□ **Mort du comédien malien Fousseyni Sissoko.** – L'acteur de cinéma malien Fousseyni Sissoko, qui tenait le rôle principal dans le film de Souleymane Cissé *le Vent*, est mort le 15 août dans un accident de la circulation. Il était âgé de trente ans.


LOTO SAMEDI 17 AOUT 1991
19H55
17 19 24 35 44 46 N° 33 14
6 bons 0 –
5 4 285 895 F
5 571 6 650 F
4 32 706 146 F
3 200 200 16 F
20H35
4 9 28 30 48 49 N° 33 17
6 1 34 145 565 F
5 21 51 200 F
5 260 6 055 F
4 31 754 141 F
3 000 000 14 F
LOTO SPORT N° 33
RESULTATS OFFICIELS
2
MATCHS DU JOUR
CASH 7 000 58 F
6 667 41 F
13 525 17 F

REPRODUCTION INTERDITE

Train + Hôtel
vous emmène
à Salzbourg
pour 1551F

à Vienne pour 1928F | à Berlin pour 1834F

Prix par personne au départ d'Ile-de-France en 2e classe + 2 nuits en chambre double et petit déjeuner en hôtel catégorie tourisme

52 destinations possibles toutes gares SNCF

Frantour
Train + Hôtel

Agences du Réseau Frantour
Minitel 3615 Code TH

Le Monde des Cadres

VILLE DE FIGEAC
(LOT)
10 150 habitants
VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
recrute à compter de NOVEMBRE 1991 par voie de détachement, mutation ou liste d'aptitude

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES
INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

FONCTIONS :
Direction et gestion des services techniques bâtiments : ateliers ; espaces verts ; nettoiements ; festivités.

PROFIL :
– Formation architecte et connaissance urbanisme.
– Aptitude à l'encadrement et sens de l'organisation.
– Disponibilité ; capacités de travail et d'initiatives ;
– expérience collectivités territoriales souhaitée.

AVANTAGES :
Conditions statutaires
Prime technique 40 %
Prime de service

Env. cand. manusc. + CV + copie des diplômes à M. le Député-Maire HOTEL DE VILLE BP 205 46106 FIGEAC Cedex

Maison de disques, recherche Assistante de promotion des ventes avec exp. Esprit créatif et d'initiative. Connais. Macintosh indispensable (Word, Excel, Mac Draw X Press). Tél. à partir de 20 h. 48-51-76-52

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

20e arrdt
PARIS XX
F6 53 m² r. Dupont-de-l'Eure Dans immeuble p.-de-t. 1er ét. Belle disp. 2 ch. Double expo. Proche métro/é et commerces. Faibles charges. Chauf. ind. 810 000 F Tél. 43-60-82-44

94 Val-de-Marne
A vdre à VILLEJUIF, 6 mn Mo Léo-Lagrange, 3/4 P. 70 m². et conft. double vitrage, séchoir, exp. S.O. dans petit immb. très calme. Prix : 800.000 F. Tél. 46-78-74-53 (rép.)

locations non meublées demandes

Paris
J.F. sérieuse recherche pour la rentrée
F2 sur 78 et proche hanl.
Garanties sérieuses. Tél. 42-60-09-65 (rép. ou après 19 h)

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. : (1) 45-62-30-00.

propriétés

ILE-DE-FRANCE
Cœur forêt domaniale de Retz (près Villers-Cotterêts). A 1 heure de Paris par gare (accès direct).
PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE Sur 17 000 m². Parc paysagé vitalisé. Vue imprenable. Entièrement clos par mur de pierres. Maison aménagée de 100 m² et une belle grange ancienne sur 2 niveaux (poutres et pierres à restaurer). Chenil, pâture, équitation, aéroclub. Prix : 2 980 000 F. Tél. bureau : 47-23-55-16 Tél. domicile (le soir) 47-34-33-04 Fax : 40-70-01-30

BRETAGNE NORD
Ferme restaurée. 30 km de la mer, du village ts comm. 4 chb., 2 s.d.be, poutres, cheminées. 2 300 m² terrain. URGENT. A SAISIR. Tél. (16) 98-73-90-16.

83 VAR – SAINT-TROPEZ
Dans un parc en bordure de mer, avec accès direct à la plage, propriété sur terrain de 2 300 m² comprenant un living dble ouvrant sur terrasse, 5 chbres, 3 s. de bns, 1 s. d'eau. Piscine et tennis dans le cadre du lotissement gardienné à l'année. SAINT-TROPEZ AGENCE. Tél. : 94-97-30-31.

MAISON RÉNOVÉE
40 km Albi, 40 km Rodez, 50 km Millau, bord du Tarn
BROUSSE-LE-CHATEAU
Pierre de pays, toit en lauses, 2 log., tout confort, cheminée, 2 terr., 2 cav., jard. bord. riv. entièrem. meublé de bon goût Prix : 550 000 F (à débattre) Téléphone : 48-60-71-45. (rég. parisie., à partir de 15 h) Sur pl. en août 66-99-48-37

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et ts services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

L'AGENDA

Vacances

Tourisme
Orscott House Hotel, 200 chambres indiv., 130 livres sterl. par sem., bonne cuisine. Rens. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT, G.B. 19-44-71-703-4178.

CHATEL Haute-Savoie
Loue appart. Rez-de-ch., tt confz. 6 pers. Libre sept. 1 500 F la quinzaine. Tél. (16) 50-73-24-74, à partir de 18 heures.

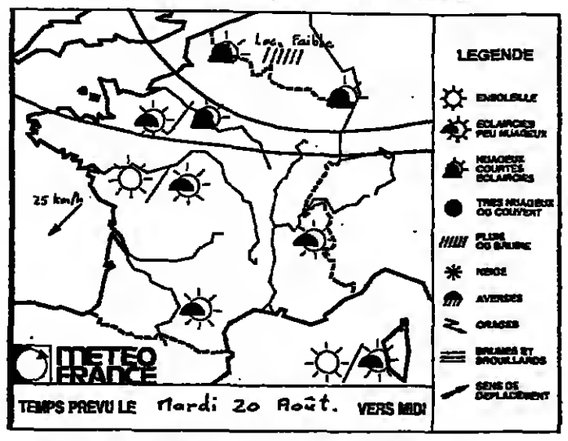
animaux

A vendre FEMELLES
BOXER
nées le 01 mai 01
Disponibles de suite.
Pedigree brigé
2 500 F
Tél. (16-1) 34-53-88-63 le soir

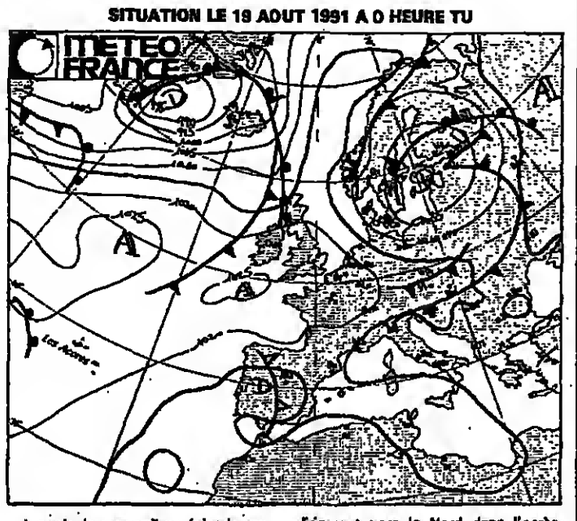
مكتبة من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 20 août 1991
Beau temps, nuageux vers le nord-est



SITUATION LE 19 AOUT 1991 A 0 HEURE TU



A partir de mercredi un épisode orageux assez violent touchera notre pays. *S'étendant depuis le Sud-Ouest*, le temps lourd et orageux gagnera rapidement quasiment toutes les régions. Ce n'est que vendredi que le temps redeviendra plus clément par l'Ouest, mais en contrepartie les températures accuseront une nette baisse.

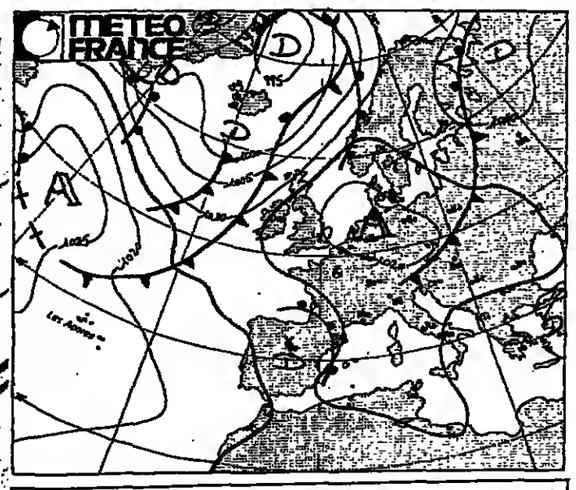
Mercredi 21 août : lourd et orageux. – Dès le matin le temps sera lourd et orageux des côtes atlantiques à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées. Ailleurs le soleil bénéficiera encore de belles trouées pour apparaître.

En cours de journée le temps lourd et orageux gagnera rapidement tout le Nord-Ouest ainsi que le Centre, le Nord puis dans l'après-midi le Nord-Est. Des ondées et des orages éclateront, tout d'abord dans le *Sud-Ouest, puis ils se* dirigeront vers le Nord dans l'après-midi. Ce n'est qu'en cours de nuit que le Nord-Est sera affecté. Ces orages pourront être localement violents, en particulier sur le relief. Ils engendreront de fortes rafales de vent ainsi que des précipitations localement abondantes et également des chutes de grêle.

Les régions du sud-est resteront épargnées et connaîtront une journée bien ensoleillée.

Les températures minimales seront comprises entre 13 degrés et 16 *degrés sur la moitié nord et entre* 15 degrés et 20 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales atteindront 25 degrés près des côtes de la Manche, 32 degrés près de la Méditerranée, mais en général elles *seront voisines de 25 à 30 degrés.*

PRÉVISIONS POUR LE 21 AOUT 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-8-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 18-8-1991 à 18 heures TU et le 19-8-1991 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER						
AJACCIO	28	16	D	TOULOUSE	30	15	D	LUXEMBOURG	21	7	N
BIARRITZ	25	17	D	TOURS	32	24	D	MADRID	38	28	N
BORDEAUX	27	13	D	POINTE-A-PITRE	–	–	–	MARRAKECH	36	22	D
BOURGES	34	10	D					MEXICO	24	12	S
BREST	20	10	D	ALGER	34	20	C	MILAN	32	15	N
CAEN	19	7	D	AMSTERDAM	19	12	N	MONTRÉAL	25	20	N
CHERBOURG	19	5	D	ATHÈNES	31	19	D	MOSCOU	23	14	C
CLERMONT-FER.	24	8	D	BANGKOK	26	24	P	NAIROBI	23	13	D
DIJON	24	12	D	BARCELONE	28	20	D	NEW-DELHI	34	26	N
GRENOBLE	29	12	D	BELGRADE	29	17	D	NEW-YORK	33	23	C
LILLE	21	9	D	BERLIN	20	14	N	OSLO	23	12	D
LIMOGES	22	14	D	BRUXELLES	21	10	D	PALMA-DE-MAJ.	33	18	D
LYON	26	13	D	COPENHAGUE	20	13	D	PÉKIN	33	21	P
MARSEILLE	32	20	D	DAKAR	30	26	N	RIO-DE-JANEIRO	26	17	D
NANCY	22	8	D	DJERBA	32	23	D	ROME	29	23	D
NANTES	26	12	D	GENÈVE	29	11	D	SINGAPOUR	30	25	P
NICE	28	21	D	HONGKONG	32	25	D	STOCKHOLM	18	14	C
PARIS-MONTS.	22	13	D	ISTANBUL	28	18	D	SYDNEY	25	13	P
PAU	27	14	D	JÉRUSALEM	28	17	D	TOKYO	29	23	N
PERPIGNAN	33	23	D	LE CAIRE	34	23	D	TUNIS	32	19	D
RENNES	23	9	D	LISBONNE	28	19	D	VARSOVIE	21	11	D
ST-ETIENNE	25	9	D	LONDRES	22	10	D	VENISE	–	–	–
STRASBOURG	24	9	D	LOS ANGELES	23	18	N	VIENNE	22	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer : ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 19 août

TF 1

20.50 **Variétés : Surprise sur prise.** Les meilleurs moments : Clémentine Célarié ; Michel Fugain ; Herbert Léonard ; Philippe Jeantot ; Jean-Pierre Cassel ; Mireille Mathieu.
21.55 **Divertissement : Les Amequeurs.**
22.40 **Série : Duo d'enfer.**
23.35 **Magazine : Minuit sport.** Surf à Lacanau ; Automobile : rallye Paris-Moscou-Pékin ; Voile : Admiral's Cup.
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**
0.45 **Au trot.**
0.50 **Série : Intrigues.**
1.15 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.35 **Info revue.**

A 2

20.45 **Série : Seulement par amour.** Jo, de Philippe Monnier, avec Corinne Touzet, Giuliano Gemma (2e partie).
22.15 **Soirée spéciale : Etat d'urgence en URSS.**
0.05 **Journal et Météo.**
0.25 **Des trains pas comme les autres.** L'Egypte (rediff.).
1.20 **Série : Destination danger.**
1.45 **Documentaire : Homo detritus.**
2.00 **Info.**

FR 3

20.45 **Cinéma : Poussière d'ange.** ■■ Film français d'Edouard Niermans (1987). Avec Bernard Giraudeau, Fanny Bastien, Fanny Cottençon.
22.15 **Journal et Météo.**
22.35 **Magazine : Océaniques.** ▶ André Dhôtel, d'Annie Chevalley, Pierre-André Boutang et Dominique Cagnard ; à 23.35, Trotski, de Patrick Le Gal, Alain Dugrand et Pierre Broué (2e partie).
0.35 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Le Facteur de Saint-Tropez.** □ Film français de Richard Balducci (1985). Avec Paul Préboist, Henri Genès, Manuel Gélin.
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : La loi c'est la loi.** ■ Film franco-italien de Christian-Jaque (1958). Avec Fernandel, Toto, Noël Roquevert.
23.35 **Cinéma : Le Onzième Commandement.** □ Film américain de Paul Leder (1988). Avec Barnie White, Marilyn Hassett, Dick Sargent.
1.10 **Cinéma : Les Nuits de Lucrèce Borgia.** ■ Film italo-français de Sergio Grieco (1959). Avec Belinda Lee, Michèle Mercier, Jacques Sernas.

LA 5

20.45 **Téléfilm : Le Fièvre d'Hawaii.** De James D. Parriott, avec Robert Ginty, Jeff McCracken.
22.30 **Cinéma : Les Borsalini.** □ Film français de Michel Narval (1979). Avec Jean Lefebvre, Darry Cowl, Robert Castel.
23.55 **Journal de la nuit.**
0.00 **Demain se décide aujourd'hui.** Invité : Thomas Alexander, chef du département éducation de l'OCDE.
0.05 **Le Club du télé-achat.**
0.35 **Rediffusions.**

M 6

20.35 **Téléfilm : Au bon beurre.** D'Edouard Molinaro, avec Roger Hanin, Andréa Ferreol.
23.40 **Météo des plages.**
23.45 **Magazine : Charmes.**
0.10 **Six minutes d'informations.**
0.15 **Magazine : Jazz 6.** Présenté par Philippe Adler.
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

17.15 **Feuilleton : Diadorim.**
19.00 **Documentaire : Chroniques de France.** Les Départs. D'Hervé Baslé.
20.00 **Documentaire : Francis Becon.** De Melvyn Bragg et David Hinton.
21.00 **Documentaire : Les Grands Ecrivains.** De Melvyn Bragg, David Thomas et Nigel Wartie. Joseph Conrad ; Henrik Ibsen.
23.00 **Jazz Memories : « Kid » Ory.** De Jean-Christophe Averty.

FRANCE-CULTURE

20.10 **Les Iles de France.** Paris-poubelle.
21.00 **Dramatique.** Une voix dans la force du silence, de Jean-Pierre Colas (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Fantaisie en fa mineur op. 49, Prélude en ut dièse mineur op. 45, Barcarolle en fa dièse majeur op. 60, Mazurkas en fa mineur op. 63/2 et en la bémol op. 50/2, Scherzo n° 1 *en si bémol mineur op. 20, de Chopin ; Carnaval op. 9, de Schumann, par Bella Davidovitch, piano.*
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Jacques Meunier (Tsiganes) (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.** La vie en bleu : *Memphis Slim. 5, L'héritage des pianistes de boogie-woogie* (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Discothèques privées.** Jean d'Ormesson.
21.30 **Concert** (donné le 28 juillet lors du Festival de Montpellier) : Don Juan, ouverture en ré mineur K 527, de Mozart ; Roméo et Juliette, suites de ballet op. 64, de Prokofiev ; Symphonie n° 7 *en la majeur op. 92,* de Beethoven, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesus.
0.07 **Nuits chaudes.** Virna au visage sublime. Sérénades du seizième siècle, Sérénades instrumentales, Sérénades dans l'Opéra ; Sérénades en mélodies, Sérénades en *chansons, Sérénades du Mexique.*

Mardi 20 août

TF 1

15.15 **Série : Tribunal.**
15.45 **Tiercé à Vincennes.**
15.55 **Club Dorothée vacances.**
17.15 **Série : Texas Police.**
18.05 **Feuilleton : Riviera.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa Barbara.**
19.25 ***Jeu : La Roue de la fortune.***
19.55 **Divertissement : Pas folles les bêtes.**
20.00 **Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.**
20.40 **Cinéma : Retour vers l'enfer.** ■ Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack, Fred Ward.
22.30 **Magazine : Combien ça coûte ?** Invité : Smain.
23.30 **Documentaire : Histoires naturelles.** ▶ Portrait d'homme avec animaux.
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

14.30 **Série : Le Retour du Saint.**
15.20 **Série : Privée de choc.**
16.15 **Série : Drôles de dames.**
16.55 **Magazine : Giga.**
16.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
18.35 **Série : Maguy.**
19.00 **Jeu : Question de charme.**
19.30 **Feuilleton : Des jours et des vies.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Cinéma : War Games.** ■■ Film américain de John Badham (1983). Avec Matthew Broderick, Dabney Coleman, John Wood.
22.35 **Cinéma : Tout le monde peut se tromper.** □ Film français de Jean Couturier (1962).
0.05 **Journal et Météo.**
0.25 **Musique : Jazz à Pointe-à-Pitre.**

FR 3

15.30 **Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.**
16.20 **Magazine : 40° à l'ombre de la 3.**
16.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Divertissement : La Classe.**
20.45 **Téléfilm : Le Bal d'trène.** *La fille d'un aristocrate déchu renoue, bon gré mal gré, avec la tradition...*
22.15 **Journal et Météo.**
22.35 **Mardi en France.** 700e anniversaire de la Confédération helvétique, reportage de Jacques Maleyran.
23.25 **Magazine : Espace francophone.** Wallis et Futuna : la République et les rois.
23.55 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

15.05 **Sport : Cyclisme.** Grand Prix de Plouay (et à 15.45, 16.15).
15.15 **Jerry Lewis Show.**
15.50 **Téléfilm : Double jeu.**
16.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Dessin animé : Tiny Toons.**
18.50 **Top 50.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Dessin animé : Les Simpson.**
20.00 **Les Nuls... l'émission.** Invité : Patrick Sébastien.
20.30 **Cinéma : Le Messager de la mort.** □ Film américain de Jack Lee Thompson (1988). Avec Charles Bronson, Trish Van Devere, Laurence Luckinbill.
21.55 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Tap Dance.** ■ Film américain de Nick Castle (1988). Avec Gregory Hines, Suzanne Douglas, Sammy Davis Jr (v.o.).
23.50 **Cinéma : Cherry 2 000.** ■ Film américain de Steve de Jarnatt (1986). Avec Melanie Griffith, David Andrews, Pamela Gidley.
1.25 **Cinéma : Au-delà des ténèbres.** ■ Film italien de Clyde Anderson (1990).

LA 5

15.50 **Série : Bonanza.**
16.40 **Youpi ! Les vacances.**
17.45 ***Série : Cap danger.***
18.15 **Série : Shérif, fais-moi peur.**
19.05 **Série : Kojak.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Journal des courses.**
20.45 **Téléfilm : Amityville 4.** *Une lampe magique, d'étranges phénomènes, un exorciste.*
22.30 **Téléfilm : Scénario mortel.** *Un avocat machiavélique.*
0.00 **Journal de la nuit.**

M 6

14.05 **Feuilleton : La Fièvre du désert.**
15.40 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**
16.45 **Jeu : Hit hit hit hourra !**
16.50 **Jeu : Zygomusic.**
17.20 **Série : L'Homme de fer.**
18.10 **Série : Mission impossible.**
19.00 **Série : La Petite Maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.35 **Téléfilm : Le Détournement du vol 847.** *Deux terroristes arabes prennent en otage les passagers d'un Boeing.*
22.15 **Météo des plages.**
22.20 **Série : Equalizer.**
23.10 **Magazine : Culture pub.**
23.35 **Documentaire : Quelque chose en plus.**
0.15 **Six minutes d'informations.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.35 **Documentaire : Meestro.** Vivaldi et le dix-huitième siècle.
17.35 **Documentaire : Chronique paysanne en Gruyère.** De Jacqueline Veuve.
19.05 **Documentaire : Le Corps à l'ouvrage.** De Philippe Niang. Les pieds dans la tête.
20.00 **Documentaire : Chroniques de France.** Les Périls. D'Hervé Baslé.
21.00 **Opéra : Le Ring.** De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.

FRANCE-CULTURE

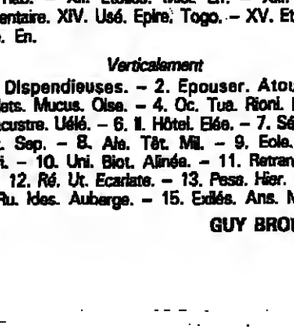
20.10 **Le Pays d'ici.** A Lussas (Ardèche), « les Etats généraux du documentaire ».
21.00 **Dramatique.** Désirs d'amour, de Jacques-René Doyon (rediff.).
22.40 **Musique : Nocturne.** Festival international de piano de La Roque d'Anthéron. Rondo en la mineur K 511, Sonate en fa majeur K 332, de Mozart ; Kreisleriana op. 16, Carnaval de Vienne op. 26, de Schumann, par Klara Wuertz, piano.
0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Chantal Thomas (Thomas Bernhard) (rediff.).
0.50 **Musique : Coda.** La vie en bleu : Memphis Slim. 7. La succès vient des femmes, les souffrances du cœur aussi (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Discothèques privées.** Jean d'Ormesson.
21.30 **Concert** (donné le 22 juillet en l'église de Villeneuve-lès-Avignon) : Quatuor à cordes n° 2, Quatuor à cordes n° 3, de Carter ; Suite lyrique pour quatuor à cordes, de Berg, par le Quatuor Arditti.
0.07 **Nuits chaudes.** Autour du lac Léman. Œuvres de Martin, Schoeck, Stravinsky, Evan, Szymanowski, Honegger, Chaplin.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5588



HORIZONTALEMENT

I. *Restent dans le pâté.* – II. Parle sur un ton de mandarin. – III. Possessif. Perd quand ça tombe pile. – IV. Ville du Nigeria. Comme le régime quand on n'a pas le droit de siffler. – V. Deuxième d'une série. Se meut au ralenti. Sans changement. – VI. Napoléon pour un Suisse. – VII. *Particule. Des gens rusés.* – VIII. *Qui peut* nous griser. – IX. Endroits où l'on peut courir. En France. – X. Pourri quand il est froid. Terrain. – XI. Agir comme une rosse. De grosses tranches.

VERTICALEMENT

1. *Un homme qui sait bien cuisiner.* – 2. N'a pas un grain de beauté. Pronom. – 3. Pas innocenté. N'est pas gratuite au restaurant. – 4. Sur un chantier naval. Durée d'une révolution. Berceau princier. – 5. Pronom. Somme de récupération. – 6. Un génie. Paquet d'oseille. – 7. Une réponse. Evoque un âge heureux. – 8. Un bon jus. Qui a donc un emploi. – 9. Peuvent être éprouvés par des coups de marteau.

Solution du problème n° 5587

Horizontalement

I. Démolisseur. Pré. – II. Ipéca. Onéreux. – III. Sot. Civilités. – IV. Pustule. All. – V. Es. Us. Ré. Bau. Dé. – VI. Nématheiminthes. – VII. Dru. Rome. Oc. Is. – VIII. Crète. Athée. – IX. Etui. Enta. Écran. – X. Soute. Ara. Us. – XI. Sa. Né. Tel. Rab. – XII. Etoiles. Miel. En. – XIII. Sol. Elémentaire. XIV. Usé. Epire. Togo. – XV. Etêtée. Liane. En.

Verticalement

1. Dispendieuses. – 2. Epouser. Atout. – 3. Mets. Mucus. Olse. – 4. Oc. Tue. Rioni. Et. – 5. Lacustre. Uélé. – 6. Il. Hôtel. Elée. – 7. Sévèrement. Sep. – 8. Ale. Têt. Mil. – 9. Eole. As. Emeri. – 10. Uni. Biot. Alinée. – 11. Retrancher. Et. – 12. Ré. Ut. Ecarlate. – 13. Pesa. Hier. Io. – 14. Ru. Ides. Auberge. – 15. Exilés. Ans. Néon.

GUY BROUTY

Le Monde

Le renversement de M. Mikhaïl Gorbatchev

La première matinée du coup d'Etat à Moscou

Les comploteurs n'ont même pas cherché à accréditer l'idée d'une maladie du numéro un soviétique dans leur « appel au peuple soviétique »

Le président Mikhaïl Gorbatchev, *« incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé »*, a été remplacé dans sa charge, *« suivant l'article 127 de la Constitution »*, par le vice-président Guennadi Ianaev : il est un peu moins de 6 heures à Moscou (3H00 GMT), lundi 19 août, lorsque l'agence TASS annonce le *« maladie »* du chef de l'Etat soviétique, en vacances depuis le 4 août dans une résidence officielle à Foros, en Crimée, sur la Mer Noire. Il s'agit, en fait, d'un *« décret »* daté de dimanche et signé par M. Ianaev.

TASS diffuse, un peu plus tard, une *« déclaration de la nouvelle direction soviétique »* proclamant l'état d'urgence sur le territoire soviétique pour une durée de six mois à partir de lundi 01 h 00 GMT. Le texte est signé par M. Ianaev, le Premier ministre Valentin Pavlov et le vice-président du Conseil de Défense Oleg Baklanov.

Puis, c'est la télévision qui *annonce*, dans un bulletin d'informations spécial, le remplacement du président Gorbatchev et l'imposition de l'état d'urgence en URSS pour six mois. Le journaliste lit, sans commentaire, différents communiqués publiés par l'agence TASS. Les Soviétiques apprennent alors qu'un Comité pour l'Etat d'urgence est investi de tous les pouvoirs sur l'ensemble du territoire de l'URSS pendant cette période.

L'étendue de l'application de l'état d'urgence n'est pas clairement définie dans les textes diffusés par l'agence officielle soviétique, la *« déclaration de la direction soviétique »* mentionnant *« l'état d'urgence dans certaines régions d'URSS »* tandis qu'un *« appel aux chefs d'Etat étranger et au Secrétaire général de l'ONU »* parle de *« tous les territoires de l'URSS »* dans leur version en russe.

Outre MM. Ianaev, Pavlov et Baklanov, le Comité pour l'Etat d'urgence comprend les généraux Vladimir Krioutchkov, président du KGB, et Boris Pougo, ministre soviétique de l'intérieur, ainsi que MM. V. Starodoubtsev, président de l'Union des Paysans d'URSS, A. Tiziakov, président de l'Association des Entreprises d'Etat et des objectifs industriels de construction, des transports et des communications d'URSS, et le maréchal Dmitri Iazov, ministre de la défense.

La perestroïka « tombée dans l'impasse »

Toujours par l'intermédiaire de l'agence Tass, la direction soviétique qui vient de renverser M. Gorbatchev lance un *« appel au peuple soviétique »* dans lequel il est dit que la perestroïka est *« tombée dans l'impasse »*. *« Des forces extrémistes ont émergé pour tenter de liquider l'Union Soviétique, démanteler l'Etat et prendre le pouvoir à tout prix. Le résultat du référendum national sur l'unité de la Patrie a été foulé aux pieds,* indique ce long communiqué lu également à la télévision. *Si des mesures urgentes ne sont pas prises pour la stabilisation* [du pays], *la famine et une nouvelle spirale de misère seront inévitables dans l'avenir le plus proche, et de là il n'y a qu'un pas jusqu'aux manifestations de masse de mécontentement spontané aux conséquences les plus destructrices »*.

Le Comité d'Etat pour l'état d'urgence déclare que *« pour ces raisons, il prend sur lui la responsabilité de l'avenir de la patrie et se déclare tout à fait résolu à prendre les mesures les plus sérieuses pour faire sortir l'Etat et la société de la crise le plus vite possible ». « Nous nous prononçons pour de réels processus démocratiques et pour une politique de réforme consistante qui permette de moderniser notre nation et d'obtenir la prospérité sociale et économique qui la rendra capable de prendre une place digne* [d'elle] *dans la société des nations »*, poursuit le communiqué.

« Nous sommes une nation pacifique et nous honorerons sans faille tous nos devoirs », ajoute le Comité d'Etat pour l'état d'urgence, soulignant qu'*« il sera coupé court de manière résolue à toute tentative de s'adresser à notre pays avec le langage des diktats, d'où qu'elle vienne »*.

« L'objectif principal de l'état d'urgence est de garantir les conditions de sécurité pour chaque citoyen. Il est envisagé de liquider les formations militaires criminelles, anticonstitutionnelles, ingouvernables, répandant la terreur physique et morale dans certaines régions d'URSS et servant de catalyseur au processus de désintégration », précise par ailleurs M. Ianaev dans son message aux chefs d'Etat.

Critiques contre le traité de l'Union

Pour sa part, dans une déclaration diffusée parallèlement aux communiqués de la nouvelle direction soviétique, M. Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême, critique violemment le projet de traité de l'Union, qui devait être signé mardi par Mikhaïl Gorbatchev et les présidents des républiques de Russie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan. Ce projet, selon M. Loukianov *« exige des discussions supplémentaires »* et ne reflète pas *« le référendum par lequel la majorité des citoyens soutenait le maintien de l'Union des républiques socialistes soviétiques comme une union renouvelée des républiques souveraines »*. Toujours selon M. Loukianov, le projet ne définit pas assez clairement *« un espace économique unique, un système bancaire unique et la protection des propriétés de l'Etat nécessaires à son fonctionnement normal ». « Les propositions des législateurs soviétiques pour éviter la guerre des lois qui cache une absence de loi (...) n'ont trouvé aucun écho »* dans la version finale du texte, affirme encore le président du Soviet suprême.

Cependant, tandis que la première chaîne nationale de télévision diffusait un programme de musique classique entrecoupé de bulletins d'information, la radio *« Echo de Moscou »* – contrôlée par la municipalité progressiste de la capitale – était brouillée. Puis, elle était occupée par une quinzaine de membres du KGB qui en chassaient le personnel.

Parallèlement, plusieurs témoignages faisaient état de la présence de blindés à Moscou. Ainsi, le premier ministre russe Ivan Silaev, cité par l'agence indépendante Baltfax, assurait que des transports de troupes blindés étaient entrés dans certains quartiers de la capitale. Un journaliste occidental indiquait quant à lui avoir vu une colonne de plus de 150 blindés se dirigeant vers le centre de Moscou en provenance de la route de Minsk. De plus, des blindés ayant pénétré dans la capitale en milieu de matinée, se déployaient autour du *ministère de la défense*, du siège de la télévision, du journal *Izvestia*, du théâtre Bolchoï, à deux pas de la Place Rouge. Une cinquantaine de chars étaient également signalés à proximité du Parlement de Russie. Quelques heures auparavant, l'ex-colonel Vitali Ouratsev, député russe et dirigeant de l'organisation de militaires réformateurs « Chtchit » (Bouclier), avait été interpellé devant ce même bâtiment et emmené vers une destination inconnue.

En fin de matinée, la direction russe appelait la population soviétique à la *« désobéissance civile »* et demandait le retour au pouvoir du *« président légalement élu Mikhaïl Gorbatchev »*, selon un porte-parole du président Boris Eltsine. La direction russe s'adressait également aux *« nations du monde »* et leur demandait d'exercer *« tous les moyens de pression possibles »* pour obtenir le retour au pouvoir de M. Gorbatchev. Ce dernier est *« en état d'arrestation dans une résidence officielle »*, affirmait un autre porte-parole du président russe.

De son côté, le président russe dénonçait la destitution de M. Gorbatchev, qualifiant celle-ci de coup d'Etat réactionnaire. Lors d'une conférence de presse, organisée précipitamment à Moscou, il appelait à une grève générale, demandait aux forces armées de refuser de prendre part à ce coup d'Etat et réclamait la convocation immédiate du Congrès des députés du peuple. – *(AFP, Reuter.)*

Le dollar en hausse les marchés boursiers en forte baisse

La destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev a provoqué une vive baisse des marchés financiers et une envolée du dollar provoquant une intervention des banques centrales pour le contenir. A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei s'est déprécié de 5,95 % et le mouvement se propageait quelques heures plus tard en Europe. La place allemande était celle qui réagissait le plus vivement, fluctuant entre 6 % et 8 % de baisse. A Paris, l'indice CAC 40 se dépréciait de 7,71 % une heure après l'ouverture (*lire ci-dessous*) et à Londres, l'indice Footsie reculait de 3,3 %. L'once d'or a fortement augmenté de 357,25 dollars à 362 à Londres.

Les Bourses d'Asie et du Pacifique ont été les premières à réagir à l'annonce du renversement du président soviétique. La réaction a été d'autant plus forte qu'aucun commentaire n'accompagnait cette nouvelle et qu'elle se prêtait donc à toutes les spéculations possibles. A Tokyo, le marché, qui avait ouvert dans le calme, a chuté de plus de 1 200 points, soit 5 %, lors de l'apparition de cette information sur les téléscripteurs. Un afflux d'ordres de vente a alors submergé les intervenants et des rumeurs sur la mort du numéro un soviétique ont accentué la tendance.

Par deux fois déjà au début de cette année, en janvier et février, le marché nippon avait vivement réagi à des bruits de limogeage de M. Gorbatchev. Mais ce n'étaient que des rumeurs. Lundi, la Bourse de Tokyo a vécu sa cinquième baisse la plus importante de son histoire. Toutefois, à titre de comparaison, le jour de la mort de Staline le marché nippon avait perdu 10 %.

A Hongkong, la tendance a été amplifiée avec 8,4 % de baisse. La nouvelle *« a été saluée par la dispartilan instantanée de tous les acheteurs »*, a indiqué à l'Agence France-Presse un des responsables de la maison de courtage Peregerine Brokerage. *« Le marché est gagné par la panique. Je ne pense pas que qui que ce soit ait anticipé le départ de Gorbatchev. »* A Séoul, la Bourse a perdu 4 % en vingt minutes, enregistrant la baisse la plus rapide de son histoire. A Singapour, les valeurs ont chuté de 6 %.

Le mouvement s'est propagé en Europe où Francfort était en début de matinée la place la plus fortement touchée, étant la plus sensible aux événements et réactions dans les pays de l'Est. La baisse était de 8 % environ lundi à 9 h 30, une heure avant l'ouverture de la séance officielle. Après le long week-end du 15 août, et le petit mouvement de reprise observé ces derniers temps, le marché français était comme groggy. Les valeurs perdaient 5,3 % dès les premiers échanges, comme lors des vives secousses enregistrées l'an dernier après l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, la cotation d'une vingtaine de valeurs étant momentanément suspendue.

Toutefois, la réaction à l'événement est un peu plus rapide. L'an dernier, il avait fallu attendre plusieurs jours avant que la Bourse plonge. Le 6 août 1990, elle perdait 7 % en séance, avant de ramener ses pertes à 5,12 %, enregistrant alors sa plus forte baisse depuis le mini-krach d'octobre 1989.

A l'inverse, comme à chaque événement dans un pays de l'Europe de l'Est ou en URSS, le dollar semble retrouver un rôle de valeur refuge. Le billet vert s'est envolé sur toutes les places. A Tokyo, il s'échangeait à 138,40 yens, soit 1,50 yens de plus que vendredi 16. A Francfort, il faisait un bond à 1,8250 DM contre 1,7625 DM à la veille du week-end et atteignait même pendant un moment les 1,83 DM. A Paris, la devise américaine se négociait à 6,17 francs contre 5,92 francs au fixing de mercredi 14 août et grimpait même un court instant vers les 6,19 francs.

Lundi matin, cambistes et boursiers évitaient tout de même de sombrer, dans la panique, certains même essayant de trouver une note d'optimisme pour se réconforter. *« Après tout, une dictature militaire, si elle permet à l'URSS d'accéder plus rapidement à une économie de marché, pourquoi pas ? »*, entendait-on dire cyniquement dans certaines salles de marchés.

DOMINIQUE GALLOIS

Près de deux semaines après la mort de l'ancien premier ministre iranien

Les « ratés » de l'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar nourrissent les polémiques

Quelqu'un a-t-il intérêt à saboter l'enquête sur le meurtre de Chapour Bakhtiar ? Près de deux semaines après l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien dans son pavillon de Suresnes (Hauts-de-Seine), et le proximité de la rentrée aidant, l'accumulation des maladresses policières commence, en France et en Suisse, à nourrir les polémiques.

Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité du gouvernement Chirac, affirme, lundi 19 août, que Philippe Marchand, *« le ministre de l'intérieur est incontestablement le grand absent de cette affaire »* et qu'*« à aucun moment, il n'a montré qu'il tenait en mains les rênes de l'enquête »*.

« Toute cette affaire est révélatrice de la démotivation et des dysfonctionnements de la police », poursuit M. Pandrand dans un entretien à *France-Soir*. L'ancien ministre doute *« que de réelles instructions aient été données aux frontières pour que les immigrés en situation irrégulière soient arrêtés »*. Il en veut *« pour preuve, ces deux hommes, munis de passeports turcs et de faux visas qui sont tout bonnement relâchés »*.

La veille, selon son porte-parole Thierry Magnin, c'était la police genevoise qui affirmait se sentir *« court-circuitée »* par des fuites *dans les médias français, notamment* TF1. Vendredi, alors que la police procédait à des vérifications sur la présence possible à l'hôtel de l'Etoile, à Genève, des Iraniens Mohamad Azadi et Ali Vakili Rad, assassins présumés de l'ancien premier ministre, la chaîne avait cité le nom de l'hôtel, information qui, selon les Suisses, ne pouvait provenir que d'enquêteurs français. *« On a été en quelque sorte sabotés »*, a ajouté M. Magnin. *Nous sommes d'accord pour coopérer, mais pas si nos enquêtes du moment sont dévoilées. »*

Il est vrai que cette enquête hors normes, qui n'a pas fait pourtant pas avare, a connu la semaine dernière son « loupé » le plus spectaculaire. Près d'une semaine après l'assassinat, le troisième assassin présumé, Farydoum Boyer Ahmadi, dont la police assurait se trouver sans nouvelles, se cachait dans un appartement parisien.

Cet appartement, situé dans le treizième arrondissement, avait été *loué à la fin du mois de juillet*, par un appel téléphonique venu d'Iran, et répondant à une annonce placée par la propriétaire dans un journal immobilier français. Selon la propriétaire, un homme, qu'elle identifie comme étant Ali Vakili Rad, s'était présenté le 2 août, et avait réglé en liquide l'équivalent de quinze jours de location.

Reconnaissant son locataire sur les photos des Iraniens diffusées par le ministère de l'intérieur, la propriétaire alerte frapper, jeudi 15 août, à l'appartement. N'obtenant pas de réponse, elle ouvrait la porte avec son double des clés. Un homme, en qui elle avait le temps de reconnaître Boyer Ahmadi, lui claquait la porte au nez.

Quand les policiers arrivaient peu après, l'homme avait déjà filé. On découvrait toutefois sur place quelques pansements ensanglantés qui laissaient penser que Boyer Ahmadi aurait pu être blessé lors de l'attentat.

C'est sans doute de là qu'il avait appelé, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14, une de ses amies. La jeune femme avait reconnu sa voix et contacté un des parents de l'Iranien, qui a lui-même alerté la police.

De son côté, le magistrat instructeur chargé du dossier, le juge Gilles Rivière, a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de ces deux hommes, assorti d'une demande d'extradition.

Il apparaît aux enquêteurs que l'obstination des deux fugitifs à gagner la Suisse, à l'exclusion de tout autre pays voisin de la France, correspondait à un scénario de fuite préétabli, et qu'ils savaient pouvoir y bénéficier de complicités. Une hypothèse corroborée par exemple par la réceptionniste de l'hôtel Rousseau, à Genève, selon qui la chambre occupée par Azadi dans cet hôtel aurait été réservée et payée d'avance par un autre homme, n'appartenant pas au trio des assassins présumés.

Dernière – en date – des bizarreries de l'enquête, c'est probablement en taxi, depuis Annecy (Haute-Savoie), qu'Ali Vakili Rad, l'un des deux Iraniens recherchés, a franchi le 12 août la frontière franco-suisse.

Les enquêteurs ont en effet reçu le témoignage d'un chauffeur de taxi de la banlieue d'Annecy qui a affirmé avoir pris en charge, lundi, un homme correspondant trait pour trait à Vakili Rad.

L'homme serait monté dans le taxi au casino d'Annecy et se serait fait conduire à Genève. Selon la police, les horaires correspondent : le taxi a déposé Ali Vakili Rad très peu de temps avant que ce dernier ne se présente à l'accueil de l'hôtel Windsor.

Le taxi aurait franchi sans problème la frontière franco-suisse. Il aurait juste ralenti devant le douanier helvétique qui aurait fait signe de passer. Le conducteur du taxi aurait donné des détails précis sur son passager, qui ne figuraient pas dans les descriptions publiées dans la presse.

DANIEL SCHNEIDERMANN

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 août

Chute

A l'image de l'ensemble des places internationales, la Bourse de Paris a vivement réagi à la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Après avoir ouvert en baisse de 5,3 %, l'indice CAC 40 perdait 7,71 % en fin de matinée. La cotation d'une vingtaine de valeurs était même suspendue momentanément. Parmi les plus fortes baisses, figuraient les Docks de France, Michelin, Imétal et Pechiney.

□ **Attentat contre un fourgon de police à Bastia.** – Un attentat a été commis, dans la nuit du dimanche 18 août au lundi 19, contre un fourgon de police en stationnement devant l'Hôtel de police à Bastia (Haute-Corse). Une charge explosive a provoqué des dégâts importants. Deux policiers ont été légèrement commotionnés.

Centre formation profession avocat.
C.F.P.A.
Préparation intensive
4 semaines, à partir fin août
80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année
CEPES
57, rue Charles-Laffite, 92200 Neuilly
Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-94-84.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Mesure de clémence en Algérie
Plus de trois cents militants islamistes libérés 8

SOCIÉTÉ

Empreintes génétiques
Appel à dix « témoins » pour retrouver l'assassin d'une collégienne de Metz. 9

SPORTS

Voitures de sports
Douzième doublé de la saison pour Jaguar au championnat du monde 10

CULTURE

Le Festival de La Roque-d'Anthéron
Les œuvres des années 50 en question 11

La Suisse en photos
A l'occasion de son 700e anniversaire, la Confédération helvétique vue par soixante photographes 11

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• La destin de l'Amérique latine : présence religieuse et marché • Pérou, l'épée et la croix • Lectures, par Bernard Maris ..... 13 et 14

ÉCONOMIE

Débat en Allemagne sur les impôts indirects
Le gouvernement divisé sur une éventuelle augmentation de la TVA 15

La démission des dirigeants de Salomon Brothers
Le Trésor américain atténue ses sanctions contre la firme d'investissements 15

Services
Abonnements 12
Carnet 18
Echecs 10
Loto, Loto sportif 18
Marchés financiers 18
Météorologie 19
Mots croisés 19
Radio-Télévision 19
Spectacles 12

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18-19 août 1991 a été tiré à 475 063 exemplaires.

□ **Election du nouveau maire de Bourg-Saint-Maurice (Savoie).** – Mme Jacqueline Poletti, cinquante ans, ancien chef d'entreprise, a été élue maire (div. dr.) par le conseil municipal de Bourg-Saint-Maurice-Les Arc (Savoie), réuni mercredi 14 août. Cette élection, acquise par 23 voix sur 29 votants et 6 bulletins blancs, faisait suite à la démission, le 1er août, de M. Daniel Juglaret, élu maire (div. dr.) en 1989, (*le Monde* du 3 août). M. Juglaret, dont Mme Poletti était la première adjointe, avait subi un « vote de défiance » de la part du conseil municipal, et sept de ses adjoints avaient démissionné pour protester contre ses méthodes de gestion jugées *« solitaires et autoritaires »*.